



universität
wien

MASTERARBEIT / MASTER'S THESIS

Titel der Masterarbeit / Title of the Master's Thesis

„Les négociations franco-vietnamiennes 1945-1946.
Analyse des discours et contextes dans une tentative de
décolonisation.“

verfasst von / submitted by
Julian Severin Lölkes

angestrebter akademischer Grad / in partial fulfilment of the requirements for the degree of
Master of Arts (MA)

Wien, 2019 / Vienna 2019

Studienkennzahl lt. Studienblatt /
degree programme code as it
appears on
the student record sheet:

UA 066/805

Studienrichtung lt. Studienblatt /
degree programme as it appears on
the student record sheet:

Masterstudium Globalgeschichte und Global Studies

Betreut von / Supervisor:

o.Univ.-Prof. Mag. Dr. Susanne Weigelin-
Schwiedrzik

Sommaire

Abstract.....	3
Français.....	3
Anglais.....	4
Introduction.....	7
Contexte de la recherche.....	8
Contexte historique.....	9
Présentation de l’auteur.....	11
Méthodes utilisées.....	12
Partie I – Prémambule de la guerre froide ou début d’une décolonisation.....	13
Une approche d’histoire globale.....	13
État-Mandala et sinosphère.....	17
La fin de la Seconde Guerre mondiale, changement d’une époque.....	19
Partie II – Les acteurs primaires et leurs motifs.....	23
Présentation des acteurs.....	23
Vietnamiens.....	23
Français.....	31
Regroupement des motifs.....	39
Patriotique/anti-colonial.....	39
Hégémonique/colonial.....	41
Partie III – Les acteurs secondaires et leurs motifs.....	43
Britanniques.....	43
Américains.....	46
Chinois et Japonais.....	48
Regroupement des motifs.....	51
Anti-colonial.....	52
Hégémonique.....	55
Partie IV – Le côté français des négociations.....	56
La conférence de Brazzaville.....	56
Hanoï.....	61
Fontainebleau.....	65
Modus vivendi.....	70
Partie V – Le côté vietnamien de la négociation.....	71
Hô Chí Minh et la question coloniale.....	71
Hanoï.....	77
Fontainebleau.....	78
Modus vivendi.....	80
Partie VI – Réflexions sur la décolonisation.....	81
Les différents aspects hégémoniques.....	81
La décolonisation française après 1945.....	82
Décolonisation de l’espace.....	86
Conclusion.....	89
Bibliographie.....	93
Sources.....	93
Littérature Internet.....	93
Monographie.....	94
Articles de journaux.....	97

Abstract

Français

Le mémoire de ce master traite le sujet des négociations entre la France et le Vietnam durant une courte période (1945-1946) entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des hostilités en novembre 1946. Les positions et les motifs d'autres acteurs tels que les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne ou la Chine sont pris en compte, créant ainsi un narratif sous un nouvel angle et une nouvelle approche du sujet.

Dans une perspective plus large, ce mémoire s'occupe des problèmes de la décolonisation et l'effondrement de l'empire français après la Seconde Guerre mondiale. C'est pour cela que la question de ce mémoire est : comment les événements en 1945-1946 ont provoqué une guerre de décolonisation ? De plus, ce mémoire porte une attention spéciale aux événements et rhétoriques qui ont amené la guerre franco-vietnamienne de 1946-1954.

Dans ce mémoire, ma méthode principale consiste en une analyse littéraire qui se fonde essentiellement sur la littérature secondaire mais aussi sur quelques textes et sources écrits en anglais et français. La base de l'analyse est bâtie sur les travaux de Stein Tønnesson¹, Martin Shipway², David G. Marr³ et Philippe Devilliers⁴ qui m'a inspiré pour écrire sur ce sujet. Alors que Stein Tønnesson et David G. Marr ont écrit des monographies entières sur la situation au Vietnam avant la guerre franco-vietnamienne, Martin Shipway met l'accent sur le rôle que la conférence de Brazzaville en 1944 a joué pour le programme politique français de l'après-guerre, comme l'Union française. Philippe Devilliers, au contraire des auteurs cités précédemment, a fourni une grande quantité de sources et s'est contenté de construire le narratif avec les sources elles-mêmes, laissant l'histoire se développer à travers les sources plutôt que par son analyse.

Alors que chaque œuvre est complète à sa façon, le but de ce mémoire est de revisiter l'importance des facteurs externes tels que l'influence internationale ou des mouvements transnationaux et plus généralement le changement de *Zeitgeist* dans les colonies comme le Vietnam qui s'est déroulé lors de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi ce mémoire propose une analyse des publications de Hồ Chí Minh ainsi que celles du gouvernement français⁵ à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans le but de comprendre comment les négociations entre la France et le Vietnam ont pu finir par une situation si désastreuse où seule la guerre a offert une sortie de cette impasse, il est important de

1 Stein Tønnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945 : Roosevelt, Hồ Chí Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991 et Stein Tønnesson : *Vietnam 1946 : How the War began*. University of California Press, 2009.

2 Martin Shipway : *The road to war : France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 1996.

3 David G. Marr : *Vietnam*. Clio Printing, 1992 et David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, (1945-1946)*. University of California Press, 2013.

4 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoï : Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988.

5 Dans certains cas la Résistance française.

regrouper les actes en deux grandes catégories : quelles sont les actions entreprises par les acteurs primaires et lesquelles sont dues à l'influence d'acteurs externes.

L'analyse est donc structurée entre la France et le Vietnam en tant qu'acteurs primaires ; la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique et la Chine étant les acteurs secondaires. Les tournants décisifs sont les accords Ho-Sainteny, la conférence de Fontainebleau et le *modus vivendi*⁶ signé par Hồ Chí Minh et Marius Moutet, car chacun de ces accords a façonné la situation et les interactions entre la France et le Vietnam.

Par exemple, les accords Ho-Sainteny sont importants, car ils définissent comment l'armée française peut retourner dans la partie nord du Vietnam, plantant le décor pour les mois qui suivent. La conférence de Fontainebleau fut un échec, car, au lieu d'apporter des solutions aux problèmes, la distance entre les deux acteurs s'est accrue. Le *modus vivendi* sera le coup final, comme un cri à l'aide de la part de Hồ Chí Minh et du gouvernement français.

Finalement, pour ne pas simplement décrire les événements de l'histoire nationale et internationale, il faut aussi voir l'évolution des interactions personnelles : surtout à Hanoï où le quotidien est dominé par les motifs des représentants plutôt que par les programmes politiques dictés par des capitales lointaines. Les décisions par le militaire de la Grande-Bretagne ou de la Chine divergeaient souvent du programme politique officiel, créant des *quiproquos* pour le gouvernement vietnamien.

Anglais

This master's thesis deals with the positions and arguments of the French and Vietnamese side during the short period (1945-1946) between the end of the second world war and the beginning of hostilities in Vietnam. The positions and motifs of others actors such as the United States of America, Great Britain and China are also factored into this analyses in order to give a new approach to the subject.

On a broader perspective, the master's thesis deals with problems of decolonization and the falling apart of the french empire after the second world war. Therefore the questions of this master's thesis is how did the events of 1945 and 1946 lead to the first Vietnam war with special attention to the rhetoric and motivation of the French and Vietnamese government.

In this master's thesis, I will do an literary analysis using secondary literature and source material written in English or French. My basis for analysis will be the works of Stein Tønnesson⁷, Martin

6 Accord entre Hồ Chí Minh et Marius Moutet pour régler le « quotidien » entre la France et le gouvernement au Vietnam.

7 Stein Tønnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991 and Stein Tønnesson : *Vietnam 1946 : How the War began*. University of California Press, 2009.

Shipway⁸, David G. Marr⁹ and Philippe Devilliers¹⁰ which inspired me to write about this subject. While Stein Tønnesson and David G. Marr wrote extensive books about the situation in Vietnam before the first Vietnam War, Martin Shipway put his focus on the Brazzaville conference of 1944 where the french policy, especially the *Union française*, was decided. Philippe Devilliers, on the contrary to the above named authors, provided a lot of source materials and only contemplated himself to build the narrative around the sources, letting the history unfold through the sources rather than through his analysis.

Even though those works are complete in their own way, my aim for this master's thesis is to accentuate the factors of international interactions, the importance of cross-border movements and generally the shift of the *Zeitgeist* in the minds of the colonized nations, such as Vietnam. That's why a part of the master's thesis deals with analysis of the publications of Hồ Chí Minh and the narrative expressed by French government¹¹ during or shortly after the Second World War.

This master's thesis aims to show how the interactions between Vietnam and France evolved and ended in such a bad situation that war was inevitable. For this purpose, it is relevant to separate the actions into two groups ; which actions were out of their own interest and which served the interest of external actors.

The analysis is therefore structured into parts about the French and Vietnamese as the primary actors and Grand Britain, USA and China as the secondary actors. The key turning-points are the Ho-Sainteny agreement in Hanoi, the Fontainebleau conference and the *Modus Vivendi*¹² signed by Hồ Chí Minh and Marius Moutet since each of these meetings shaped the situation of the interaction between France and Vietnam. For example, the Ho-Sainteny agreement is important since it defines how the French army should return into the northern part of Vietnam, setting the scene for the following months. The Fontainebleau conference was a failure since instead of resolving the matter and working on a solution, the rift between the two primary actors grew further apart. The *Modus Vivendi* is then the final stroke, a sort of cry for help by both Hồ Chí Minh and the French Government.

Furthermore in contrast to just explaining the unfolding of national and international history, it is also important to focus on some personal interactions : especially in Hanoi, the day to day business was dominated by the motifs of the local representatives rather than by dictated foreign politics. The

8 Martin Shipway : *The road to war : France and Vietnam, 1944 – 1947*. Berghahn Books, 1996.

9 David G. Marr : *Vietnam*. Clio Printing, 1992 and David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, (1945-1946)*. University of California Press, 2013.

10 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoi : Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988.

11 In some cases the French Résistance mouvement.

12 Agreement between Hồ Chí Minh and Marius Moutet to settle the "daily life" between France and the government in Vietnam.

decision made by the British or Chinese military often diverged from the official policy, luring the Vietnamese government into thinking they had support or an ally but later discovering that it was not true.

Introduction

En France, entre le 24 février 2005 et le 16 février 2006, le contenu d'une loi en place a attiré l'attention publique :

Les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite.

Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit.¹³

Le 16 février 2006, la notion de rôle positif de la présence française a été retirée. Néanmoins, une question plus générale se pose : ce rôle positif existait-il et l'observation d'un tel sujet sous cet angle est-elle possible sans conséquences dangereuses. Dangereuses dans le sens qu'il soit acceptable que des gains matériels soient payés par des restrictions sévères de la liberté.

Dans le cas de l'Indochine, il est indéniable que des avancées technologiques furent réalisées : après que la France a colonisé la Cochinchine en 1864, la mortalité a baissé, la richesse s'est accumulée et la qualité de vie s'est améliorée pour la population. Mais à quel prix ?

Bien sûr, aujourd'hui, nous faisons une analyse avec toutes les théories post-coloniales, notre compréhension commune du droit à la représentation de soi-même ainsi qu'une idée fondamentale que tout un chacun ait les mêmes droits. Mais cela n'était pas obligatoirement le cas en septembre 1945 lorsqu'un Vietnamien marqué par les ans prit la parole sur la place Ba Đình à Hanoï. Dans la déclaration d'indépendance de la République démocratique du Vietnam, Hồ Chí Minh mit en demeure les Français d'appliquer leur propre principe de liberté, d'égalité et de fraternité au peuple vietnamien.

C'est un chapitre d'un long processus pour la France qui se terminera en 1962. Un processus auquel la France s'opposa mais qu'elle ne pourra jamais inverser. La décolonisation se manifesta sous une multitude de facettes : conflits armés, politiques ou masqués.

Ce mémoire traite le sujet de la décolonisation et de la résistance du Vietnam à un retour au statut colonial entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre franco-vietnamienne.

13 https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do ; jsessionid=734E0E1C479DBCD814159BCBCDF7768A.tplgfr23s_3? idArticle=LEGIARTI000006238938&cidTexte=JORFTEXT000000444898&categorieLien=id&dateTexte=20060215 [16.10.2019].

Pour cela, il faut examiner le déroulement des négociations qui ont eu lieu en 1946, le contexte dans lequel la France reprit le contrôle du sud du Vietnam en 1945 mais aussi sur quel fond cette tentative de décolonisation se déroula. C'est l'analyse d'un échec, l'échec d'une entente et de ce fait l'échec d'une décolonisation organisée. La question à laquelle ce mémoire tente de répondre est la suivante : Comment les événements de 1945-1946 ont provoqué une guerre de décolonisation ?

Ce n'est pas simplement une énumération des événements mais plutôt une mise en contexte dans le but de comprendre pourquoi et comment ces événements ont amené à l'échec que constitue une guerre.

Contexte de la recherche

Le cercle des chercheurs sur le sujet autour du début de la première guerre du Vietnam est plutôt restreint. Alors que nombre d'articles se contentent de brièvement toucher aux débuts de la guerre franco-vietnamienne, la plupart utilisent simplement ce chapitre comme une introduction à leur recherche sur la seconde guerre du Vietnam, la guerre américano-vietnamienne.

Dans le camp des chercheurs internationaux, surtout deux noms figurent au panthéon de la recherche sur ce sujet précis : Stein Tønnesson et David G. Marr. Ils ont publié plusieurs monographies sur le sujet. Tous deux ont une approche détaillée et précise des événements, des contextes, et leurs analyses sont reconnues. Leurs ouvrages, publiés dans les années 1990 et 2000, sont référencés dans la plupart des articles à ce sujet. Un autre chercheur a publié une monographie importante, Martin Shipway avec *The Road to War: How the War began, 1944-1947*, dans lequel l'auteur se concentre sur l'intégration de la conférence de Brazzaville dans le narratif général. Alors que Stein Tønnesson et David G. Marr font une recherche très détaillée, Martin Shipway amène ainsi quelques lignes de *longue durée*¹⁴ dans l'analyse.

Du côté français, une certaine recherche a été produite par Philippe Devilliers, Frédéric Turpin, Pierre Brocheux et Daniel Hémerly. Philippe Devilliers est en quelque sorte le père de la recherche sur les négociations du Vietnam en 1946 et à travers sa monographie *Paris-Saigon-Hanoï : Les archives de la guerre (1944-1947)*, il a créé un récit mais aussi une analyse, fondée sur une multitude de sources, des événements entre 1944 et 1947. Frédéric Turpin en revanche s'est beaucoup intéressé au rôle de Charles De Gaulle et ainsi du gaullisme sur l'Indochine. Et finalement, Pierre Brocheux et Daniel Hémerly ont publié une monographie extensive sur l'histoire de la colonisation de l'Indochine et ont mis en évidence l'ambiguïté de cette colonisation.

14 Longue durée est utiliser sur les bases de Fernand Braudel où une évolution lente de différents process est observé.

Contexte historique

L'influence concrète de la France a pris forme en Indochine par la conquête de la Cochinchine et des accords de Saïgon, concédant le territoire aux Français en 1862. La conquête de l'Indochine se légitimait par une action de protection des missionnaires catholiques et d'un mandat divin donnant le droit aux Français de diriger le pays. Plus concrètement, la conquête de l'Indochine s'inscrivait dans le contexte des guerres de l'opium avec la Chine ainsi que la course contre la Grande-Bretagne pour la domination de l'Asie de l'Est.¹⁵

Avant la Seconde Guerre mondiale, certains des parties politiques les plus dominants revendiquaient une politique pour l'Indochine tel que le Parti Communiste Indochinois. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'étaient des parties nationalistes vietnamiens qui dominaient la sphère politique. Pour comprendre ce changement d'espace géographique revendiquer, il faut se rappeler que le concept d'Indochine était un espace introduit par la colonisation française. La France souhaita conserver cet espace après la Seconde Guerre mondiale et aborda les mouvements anticolonialistes dans le contexte de l'Indochine.¹⁶

En revanche, en Indochine un développement différent peut être observer : la population annamite souhaitaient se distancier des populations Khmer (Cambodge), Laotienne (Laos) et Moï (minorité vivant dans les montagnes à la frontière du Vietnam). Les annamites revendiquèrent une certaine supériorité culturelle vis-à-vis les autres ethnies présent dans l'Indochine. Ce narratif servait deux raisons, la légitimité d'une relation spéciale avec la France et un argument pour s'appropriier le contrôle de l'Indochine.¹⁷ Cette revendication créa des tensions supplémentaires entre les habitants annamites et les autres ethnies.

Un produit dérivé de cette argumentation fut la résurrection de notion pré-coloniale de l'espace, notamment le royaume d'Annam.¹⁸ Dans les écrits de Hồ Chí Minh avant 1930, il utilisa aussi le terme annamite pour décrire le peuple vivant dans la partie de l'Indochine qui l'intéressait. Dans son article dans *La Vie Ouvrière* du 4 Janvier 1924, Hồ Chí Minh dénonça l'oppression des paysans annamites et se basa sur des exemples du Tonkin, d'Annam et de la Cochinchine.¹⁹

15 Pierre Brocheux et Daniel Hémerly : *Indochina. An Ambiguous Colonization. 1858-1954*. University of California Press, 2011, p. 22 et 24-25.

16 Christopher E. Gosha : *Going Indochinese : Contesting Concepts of Space and Place in French Indochina*. NIAS Press, 2012, p. 52.

17 Christopher E. Gosha : *Going Indochinese : Contesting Concepts of Space and Place in French Indochina*. NIAS Press, 2012, p. 56.

18 Christopher E. Gosha : Widening the Colonial Encounter: Asian Connections Inside French Indochina During the Interwar Period. Dans : *Modern Asian Studies*, 2009, p. 1192.

19 Bernard B. Fall(Ed.) : *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 36-38.

Le concept de l'Indochine devint un concept chargé. C'était un concept français, un concept de l'opresseur. C'était un concept qui était associé avec la cour d'Annam et la collaboration avec les français. Mais c'était aussi un concept qui créa une résistance au sein des autres ethnies dans l'Indochine vis-à-vis les annamites. Il fallait donc trouver un nouveau concept spatial.

La période de l'entre-deux-guerres a vu la montée de mouvements nationalistes (vietnamien dans la majorité) en plus des mouvements anti-coloniaux.²⁰ Par exemple, Hồ Chí Minh créa un mouvement pour la jeunesse communiste, la *Viet Nam Thanh Nien Kach Menh Hoi* en 1925 où le nom Viet Nam figure déjà et montre une tournure vers une intégration par étape du concept du Vietnam.²¹ Le *Việt Nam Quốc Dân Đảng* (VNQDD) été créé en 1927 et montre de la même façon une revendication spatiale de la part d'une partie nationaliste.

Après le coup de force par l'armée japonaise en Mars 1945, le gouvernement de Trần Trọng Kim annonça le nom Vietnam comme nom officiel pour les trois Kys. Ces trois Kys étaient le Tonkin, Annam et la Cochinchine. La France en revanche essaya de conserver le concept d'Indochine même après la Seconde Guerre mondiale. C'est pour cela que le gouvernement de la République démocratique du Vietnam reçut le titre d'*État Libre, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française*.²²

Dans ce mémoire, j'utilise le terme Indochine pour le concept français et si mon analyse ne concerne le Vietnam, alors j'utilise le terme Vietnam. De façon générale, avant la Seconde Guerre mondiale j'utilise le terme Indochine et avec la montée en puissance des mouvements revendiquant le Vietnam, j'utilise le Vietnam dans à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le contexte historique précédant l'immédiat avant période observée est la Seconde Guerre mondiale. Dans le cas du Vietnam, le fait que la France ait capitulé et l'instauration du Régime de Vichy fut de grande importance. D'un côté, le fait que le Régime de Vichy se soit allié avec l'Allemagne nazie et le Japon eut des conséquences à la période initiale traitée dans ce mémoire. D'un autre côté, par le fardeau supplémentaire du stationnement des troupes japonaises et les effets de la destruction durant la Seconde Guerre mondiale, la population vietnamienne souffrait de famine d'octobre 1944 jusqu'en avril 1945.²³

20 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 443.

21 Peter Zinoman : *The Colonial Bastille : A History of Imprisonment in Vietnam, 1862-1940*. University of California Press, 2001. p. 202.

22 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoï : Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 148.

23 Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 229.

Durant la période où le Régime de Vichy avait collaboré avec l'armée japonaise, l'Empire japonais en a profité pour affaiblir le maintien du pouvoir français sur le territoire de l'Indochine. Le mandat divin de la France étant ainsi brisé, laissant la place à d'éventuels mouvements nationalistes.²⁴ L'armée japonaise utilisa cette courte période après son coup de force pour rendre l'indépendance aux États du Cambodge, du Laos et du Vietnam dans le but d'affaiblir un retour des Français dans la sphère asiatique. Dans le cas du Vietnam, c'est le gouvernement de Trần Trọng Kim sous Bảo Đại qui prit son indépendance sous l'occupation japonaise et essaya de se distancier de la France.

Le Japon avait juste à réveiller les mouvements anti-coloniaux qui avaient déjà existé ou du moins qui s'étaient formés durant la période entre les deux guerres mondiales : la France et l'Indochine, comme la plupart des autres pays, ont souffert d'une récession ainsi que d'une dépression économique, conduisant à des licenciements et des agitations sociales.²⁵

Dans ce mémoire, une certaine attention est portée aux influences autres que celles de la France ou du Vietnam sur les négociations. La Seconde Guerre mondiale a vu notamment la montée en puissance des États-Unis et de l'Union soviétique comme étant les principales forces de l'après-guerre, et par ce fait la diminution des États-empires tels que la Grande-Bretagne ou la France. Durant la guerre, le gouvernement de Chang Kai-Shek devint un allié des Américains en Asie malgré le fait que les États-Unis avaient des critiques constantes vis-à-vis la puissance Chinoise. Dans le contexte de ce mémoire, la Chine joua un rôle important pour le Vietnam car c'était notamment lors de la conférence de Potsdam que le Vietnam est partagé en deux et assigné à la Grande-Bretagne pour le sud et à la Chine pour le nord.

Présentation de l'auteur

L'objectivité est un statut impossible à atteindre. Il est donc important que, dans cette partie, je sorte de derrière mon analyse pour me présenter. Ainsi, j'espère prévenir le lecteur que moi, en tant que personne, j'ai un penchant pour une certaine vision du monde et des événements.

Le premier point qui peut influencer ma partialité est le fait que j'ai grandi en France et visité des instituts d'éducation française. À l'époque où la loi citée dans l'introduction était en vigueur, j'étais en CM2/6^e et donc pas directement concerné. Néanmoins, il se peut que le programme scolaire

24 Geoffrey Gunn, *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 163.

25 Anne Booth : Four Colonies and a Kingdom : A Comparison of Fiscal, Trade and Exchange Rate Policies in South East Asia in the 1930 s. Dans : *Modern Asian Studies*, 2003, p. 435.

français ne fasse pas un portrait complet du rôle que la France a joué dans les colonies. Mon éducation universitaire en revanche a été reçue en Allemagne et en Autriche.

Le deuxième point qui peut, et sûrement a, influencé mon analyse est le fait que je ne sais ni lire, ni parler le vietnamien. Ma recherche a donc de fortes lacunes en ce qui concerne le nombre de sources vietnamiennes. Mes seules sources vietnamiennes sont des discours ou écrits traduits en français, allemand ou anglais. Ma connaissance de la recherche vietnamienne sur ce sujet et la façon dont cette partie de l'histoire est traitée au Vietnam sont donc quasi inexistantes dans ce mémoire.

Le troisième point qui a influencé ma recherche est le fait que j'ai pu lire des sources françaises dans les Documents Diplomatiques Français 1946 - Tome I (1^{er} Janvier-30 Juin) et Tome II (1^{er} Juillet-31 décembre), me donnant ainsi plus de matériel à travailler du côté français du conflit. Cette attention aux détails qui est présente dans mon savoir des conflits internes français m'est impossible pour le côté vietnamien à la suite du problème évoqué précédemment. Ne voulant pas combler ce vide avec des spéculations, ma recherche côté vietnamien peut donc apparaître incomplète.

Méthodes utilisées

Après avoir expliqué la subjectivité à laquelle je peux être sujet, je veux maintenant présenter les méthodes utilisées dans ce mémoire.

La méthode principalement utilisée a été une analyse littéraire. Elle s'est fondée sur des sources issues des écrits de Hồ Chí Minh, Jean Sainteny ou des archives du ministère français. Lors de cette analyse des textes, je me suis servi notamment des références croisées pour m'assurer de la véracité de la source ou pour me permettre de situer la source dans son contexte. Pour cela, il m'a fallu utiliser une multitude de littératures secondaires à propos de ce sujet pour exprimer une idée à bon escient. Pour continuer cette idée et en me fondant sur Karl Popper, le but de la recherche n'a pas été seulement de trouver la vérité mais aussi de trouver une réponse plus satisfaisante que la réponse déjà existante. La recherche n'est donc jamais une simple énumération de faits historiques mais une vision de l'ensemble qui répond à un problème.²⁶

De plus, dans ma façon d'analyser, j'ai porté une attention spéciale à plusieurs notions comme la *Longue durée* de l'École des Annales et Fernand Braudel, *Production de l'espace* par Henri Lefebvre et ainsi les théories qui se fondent sur cette spatialité.

²⁶ Karl Popper : *Objektive Erkenntnis. Ein evolutionärer Entwurf*. Hoffmann und Campe, 1972, p. 199 et Karl Popper : *The Myth of the Framework*. Routledge, 1994, p. 166.

Enfin, ce mémoire et mon cursus universitaire sont bercés par la recherche autour de l'histoire globale : une description détaillée de cette approche se trouve dans la Partie I, avant le début réel de l'analyse autour du Vietnam.

Partie I – Préambule de la guerre froide ou début d'une décolonisation

Il est difficile de parler de l'un sans parler de l'autre. Ces deux phénomènes sont clairement liés, rendant une distinction de plus en plus difficile. Pour simplifier le développement, après la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre froide, les deux pouvoirs dominants essayaient de rallier le plus grand nombre de pays pour leur cause. La liberté et la délivrance du joug colonial étaient souvent liées à la déclaration d'allégeance à un des pôles de cette guerre froide. C'est une des raisons pour lesquelles la décolonisation atteignit son point culminant après la Seconde Guerre mondiale. Dans la période temporelle observée dans ce mémoire, la disparité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ne dominait pas encore la politique internationale. Par conséquent, d'autres facteurs sont à mettre en avant pour comprendre le développement au Vietnam entre 1945 et 1946. Cette partie vise donc à, d'une part, essayer de comprendre si les éléments précurseurs de la guerre froide sont pertinents pour ce sujet et, d'autre part, à thématiser l'idée de la décolonisation. On peut constater qu'un certain mouvement s'est profilé après la Seconde Guerre mondiale : la décolonisation débuta et tira avec elle plusieurs pays, notamment en Asie du Sud-Est. Des pays comme l'Inde, le Sri Lanka, Burma et l'Indonésie connurent l'éclosion de mouvements anti-coloniaux²⁷. Il faut donc prendre en compte l'existence de ces mouvements et leur influence sur le mouvement observé, mais aussi sur les acteurs secondaires comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis d'Amérique (simplifiés en États-Unis dans la suite). Pour faire justice à ces connexions, la prochaine partie de ce mémoire est dédiée à l'histoire globale, la structure politique de l'Asie du Sud-Est et le changement profond des sociétés de l'après-guerre.

Une approche d'histoire globale

Souvent, l'idée de *Global History* ou histoire globale est associée à la globalisation et par conséquent aux événements des derniers cinquante ans. L'histoire globale est bien plus que cela. En France, l'histoire globale n'est pas encore répandue dans l'ensemble des instituts, mais plusieurs

²⁷ Tan Tai Yong : *Creating "Greater Malaysia". Decolonization and the Politics of Merger*. Institute of Southeast Asian Studies, 2008, p. 13-14.

figures de proue se sont cristallisées pour populariser cette discipline. Il reste cependant un problème : sur le fond, la notion d'histoire globale est acquise, mais sur la forme il existe une discussion continue sur sa définition.

What I [Sanjay Subramanyam] have wanted to show here is a part of the long and slow evolution of global history as a minority tendency, or *Oppositionswissenschaft*, or more modestly as a kind of underground Bièvre in contrast with the more visible Seine of national and imperial history. [...] As I have endeavoured to explain, the field has a fairly complex and varied genealogy, but to my mind it is important, from the outset, to rule out the idea that it is largely a field where synthesis always prevails, rather than first-hand research on archives and texts. This means that it is impossible to write a global history from nowhere or – as some have proposed – by adopting an “extraterrestrial” perspective.²⁸

Cet extrait est tiré de la leçon inaugurale au Collège de France de Sanjay Subramanyam. Il montre que l'histoire globale est en contraste avec l'histoire traditionnelle des nations et des empires. En effet, l'histoire globale a surtout un grand avantage qu'est son approche de l'histoire fondée sur un grand nombre de théories qui ne sont pas confinées dans les limites d'une structure d'État. De plus, par les influences des méthodes et notions issues d'autres pays, l'histoire globale peut essayer de combattre l'eurocentrisme prépondérant dans l'Histoire écrite d'avant. Dans son texte, Chloé Maurel se pose la question : « Pourquoi l'histoire globale ? ». Conséquemment, elle doit commencer par décrire ce qu'est l'histoire globale, en voici un extrait :

L'histoire globale apparaît comme un ensemble large de méthodes et de concepts, incluant plusieurs sous-courants comme l'histoire comparée, l'histoire des transferts culturels, l'histoire connectée, l'histoire croisée, l'histoire transnationale...²⁹

Que l'histoire soit une matière qui se sert de différentes disciplines n'a rien de nouveau dans l'historiographie, mais le point qui fait la différence est l'intention avec laquelle ces sous-courants sont utilisés. L'histoire globale se concentre bien plus sur des aspects qui s'inscrivent dans une *longue durée* et ne se restreignent pas simplement aux limites des frontières nationales. Dans le cas de mon sujet, l'aspect de la *longue durée* est la transformation vis-à-vis du colonialisme et la montée de l'anticolonialisme, mouvement qui atteindra son zénith dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale. L'aspect des limites qui sont « imposées » par une histoire traditionnelle serait de se contenter de choisir la perspective d'un acteur. Dans le cas de l'histoire globale, il devient possible de créer une polyperspective et de tirer des comparaisons avec des situations similaires sans pour autant les comparer directement.

28 Sanjay Subramanyam: *On the Origins of Global History*. <https://books.openedition.org/cdf/4200> [19.06.2019].

29 Chloé Maurel : *Introduction : Pourquoi l'histoire globale ?* <https://journals.openedition.org/chrhc/3146> [08.07.2019].

Pour revenir à la question posée par Chloé Maurel, Sebastian Conrad a une réponse :

Global history was born out of a conviction that the tools historians had been using to analyze the past were no longer sufficient. Globalization has posed a fundamental challenge to the social sciences and to the dominant narratives of social change.³⁰

Même si cette réponse peut donner raison à l'histoire globale, elle porte son propre contre-argument inscrit en elle-même : la globalisation est un phénomène qui existe depuis longtemps comme le montre l'existence des voies marchandes reliant la mer baltique à l'Égypte dans l'Antiquité. La globalisation n'a donc rien de nouveau et aurait dû toujours être un défi pour l'histoire.³¹ Ce que Sebastian Conrad veut dire par cet argument est indirectement l'éloignement d'une focalisation sur des événements locaux pour la construction d'une histoire locale, mais plutôt un regard sur une multitude d'événements locaux pour créer une image plus grande. Un bon exemple est l'observation de la route de la soie ; sur des bases locales, c'est une multitude de marchands qui font des petits trajets, par exemple de Basrah à un port de la Méditerranée, mais sur un plan plus global, c'est une chaîne de commerce qui relie la Chine et le Japon à l'Europe de l'Ouest.

En parlant de la Chine et du Japon, en 2018, un recueil a été publié par Manuel Perez Garcia et Lucio De Sousa qui s'intitule *Global History and New Polycentric Approaches* ; il consiste en un récit de scientifiques de la Chine et du Japon dans le but de donner naissance à une nouvelle forme d'écriture de l'histoire dans ces deux pays. Dans les citations au dessus, la problématisation est toujours en rapport avec l'histoire européenne, par exemple une nouvelle vue sur la colonisation par les Européens. Cet ouvrage tente de donner la parole à des historiens de l'Asie utilisant les méthodes de l'histoire globale. Dans l'introduction de l'ouvrage, Manuel Perez Garcia décrit l'image que des scientifiques chinois et japonais ont de l'histoire pour proposer, à son tour, une définition de l'histoire globale ou du moins de ses attentes de cette discipline :

The practice of global history requires making cross-geographical sections going beyond European, American and Asian nations, as well as disciplines. There is a tendency to observe and/or identify global history with economic history, whereas it is a very interdisciplinary field which requires a constant dialogue with other areas of history and social sciences.³²

Dans cette définition, un aspect, qu'on retrouve aussi dans d'autres définitions, est celui de l'interdisciplinarité de l'histoire globale. Manuel Perez Garcia priorise surtout le fait que l'histoire globale doit et peut se permettre de faire des coupures à travers les constructions comme les nations et ainsi accentue l'observation des transformations qui se déroulent dans des dimensions

30 Sebastian Conrad : *What is Global History ?* Princeton University Press, Princeton, 2016, p. 3.

31 Eric Vanhaute : *World History : an Introduction*. Routledge, London, 2013, p. 128-130.

32 Manuel Perez Garcia : Introduction : Current Challenges of Global History in East Asian Historiographies. In : Manuel Perez Garcia et Lucio De Sousa (Eds.) : *Global History and New Polycentric Approaches. Europe, Asia and the Americas in a World Network System*. Palgrave Macmillan, 2018, p. 8.

proprement dites globales. La deuxième partie est très actuelle car c'est sa position vis-à-vis de l'erreur commune d'associer l'histoire globale au concept de la globalisation qui s'est développé depuis les années soixante-dix. Bien sûr, l'histoire globale traite le sujet de la globalisation avec un certain intérêt mais pas uniquement.

Après avoir vu différentes opinions sur l'histoire globale, il convient de récapituler ce que représente la discipline et comment ce sujet en fait partie.

Premièrement, l'histoire globale est donc une discipline de l'histoire qui cherche à créer un nouveau narratif telle une *oppositionswissenschaft* qui met en question des narratifs centrés autour de l'histoire des nations. Pour cela, l'histoire globale se distancie de l'eurocentrisme et cherche, par l'intégration de différentes méthodes d'histoire et de méthodes d'autres disciplines, à avoir un regard plus inclusif et plus critique sur les sujets à travers le temps.³³ Les barrières des États nationaux ne deviennent plus des barrières mais des frontières souples qui n'empêchent pas l'historien de voir des développements qui surpassent ces frontières et permettent par conséquent de voir les transformations d'une façon différente, globale. La globalisation depuis la Seconde Guerre mondiale et l'accélération des relations internationales ont amené à la naissance de la discipline. Même si celle-ci est plutôt répandue en Europe pour l'instant, il y a des tentatives, par certains chercheurs d'autres continents, d'utiliser cette discipline pour apporter un nouveau regard sur leurs études. Par exemple, Stein Tønnesson utilise des phénomènes d'ordre global pour expliquer les développements au Vietnam. Dans son analyse de ces phénomènes il qualifie quatre événements d'une grande importance : 1930, 1945, 1950 et 1978-1979.³⁴ Dans ce mémoire, seules les années 1930 et 1945 sont concernées. Stein Tønnesson a choisi 1930 pour repère, car la crise économique et la Grande Dépression qui se sont ensuivies ont eu des conséquences considérables pour l'Indochine. 1945 est la fin de la Seconde Guerre mondiale et, comme décrit dans les chapitres suivants, elle apparaîtra comme un cap lors duquel de nombreuses notions de l'avant-guerre seront remises en cause.

Ce travail essaie aussi de regarder les événements en 1945 et 1946 d'un point de vue différent, non pas d'un regard européen ou vietnamien mais d'un point de vue global qui prend en compte les transformations de *longue durée* et les mécanismes des relations internationales, tout en gardant un regard détaillé sur le local. Ce travail fait appel à la discipline de l'histoire globale.

33 Jürgen Osterhammel : Global History. Dans : Marek Tamm et Peter Burke (Eds.) : *Debating new Approaches to History*. Bloomsbury academic, 2019, p. 26, 28.

34 Stein Tønnesson : Hanoi's Long Century. Dans : Marilyn Young et Robert Buzzanco (Eds.) : *A Companion to the Vietnam War*. Blackwell, 2002, p. 2.

État-Mandala et sinosphère

Souvent, lorsqu'on parle d'États ou de systèmes politiques et qu'on est influencé par la conception européenne de la notion d'État, on le perçoit comme une unité avec des frontières claires et un territoire sur lequel s'exerce son pouvoir. C'est le concept européen institué après les traités de Westphalie.³⁵

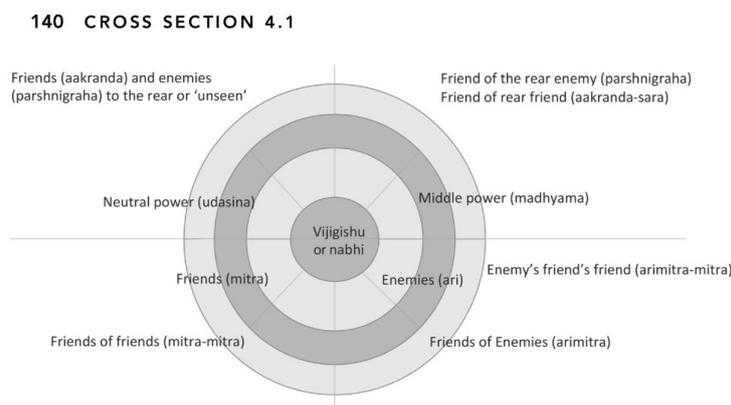


FIGURE 4.1.1 Mandala: Basic Circle of States

36

En revanche, le système présent en Inde et en Asie du Sud-Ouest était un système de représentation de zones d'influences par un système polycentrique. Des rois avaient donc une certaine influence qui s'étendait autour d'eux, cette influence représentait donc les territoires contrôlés par chacun d'eux.³⁷ Cette théorie se fonde sur une interprétation d'art bouddhiste³⁸ qui permet de représenter les relations entre les différents *bodhisattva*. L'idée d'utiliser cette représentation en tant que système politique est le plus frappant dans le royaume de Sabukingking au XVII^e siècle : « You who protect the entire mandala of my kingdom. »³⁹ Le mandala de ces États était donc une forme d'influence qui permettait d'organiser les relations entre eux mais aussi entre l'État et ses vassaux.⁴⁰ Ce système avait l'avantage d'être très flexible dans son organisation ce qui permit l'intégration facile de nouveaux acteurs ou la redéfinition des relations entre les acteurs déjà existants.

35 Alison R. Holmes et J. Simon Rofe : *Global Diplomacy. Theories, Types and Models*. Routledge, 2018, p. 58

36 Alison R. Holmes et J. Simon Rofe : *Global Diplomacy. Theories, Types and Models*. Routledge, 2018, p. 140.

37 Alison R. Holmes et J. Simon Rofe : *Global Diplomacy. Theories, Types and Models*. Routledge, 2018, p. 42.

38 Kimiaki Tanaka : *An Illustrated History of the Mandala. From the Genesis to the Kālacakrantra*. Wisdom Publications, 2018, p. 16-22.

39 Hermann Kulke : *Indian Colonies, Indianization or Cultural Convergence ? Reflections on the Changin Image of India's role in South-East Asia*. In Henk Schulte Nordholt (Ed.) : *Onderzoek in Zuidoost-Azie : Agenda's voor de Jaren Negentig*. Leiden, 1993, p. 180. Cité dans John N. Miksic et Geok Yian Goh : *Ancient Southeast Asia*. Routledge, 2017, p. 241.

40 John N. Miksic et Geok Yian Goh : *Ancient Southeast Asia*. Routledge, 2017, p. 241-243.

Vu que le système de mandala était plus fondé sur les influences qu'un pays a sur un autre, il permettait de contourner le problème des frontières. Dans le cas du Vietnam et de l'Asie de l'Est, on parle généralement de la sinosphère. Cette sinosphère est un système dans lequel la Cour impériale chinoise se situe au centre et autour toutes les autres cours des royaumes adjacents sont en connexion tributaire avec elle. Ces cours devaient avoir des structures d'état reconnues par la Chine pour être admises dans cet organigramme. Même si les contacts les plus intenses étaient avec le royaume de la Corée et le royaume des Ryukyu, le royaume du Vietnam était néanmoins un partenaire non négligeable dans ce système tributaire.⁴¹ Cette influence, cette sinosphère, est une des raisons de la longévité du royaume chinois : les valeurs et la suprématie chinoise étaient intégrées dans la culture des pays adjacents, permettant à ce système de survivre. Il faut accentuer le fait que cette suprématie de la Chine semblait être naturelle et, par conséquent, le changement provoqué par l'invasion européenne et plus tard japonaise, mettra en doute cette suprématie même. On pourrait même utiliser ce point pour tracer la discontinuité qui commença par la guerre de l'opium et qui atteindra son point culminant lors de l'invasion japonaise durant la Seconde Guerre mondiale.⁴² Une des premières constatations est le renversement de l'autorité chinoise en mer de Chine méridionale : alors que le XVIII^e siècle est encore le siècle chinois en Asie du Sud-Est, le XIX^e siècle est considéré comme étant le siècle européen.⁴³ L'expansion de l'Empire japonais durant la l'entre-deux-guerres fut le coup de grâce qui fit écrouler cette vision de la suprématie chinoise. Avant cette invasion, les pays européens étaient généralement l'opposition ou les envahisseurs. Avec la montée de l'Empire du Japon, gagnant de plus en plus d'importance durant ce siècle européen, c'est un pays du monde asiatique qui fut victorieux au cœur même du système de la sinosphère, mettant clairement en doute la suprématie du pouvoir chinois. Ainsi, il devenait possible pour d'autres pays, tels que le Vietnam, de s'opposer à l'influence chinoise sur leur territoire.

Ce développement dans les États-mandala autour de la Chine et dans l'Asie du Sud-Est fut un développement de *longue durée* accentué par la Seconde Guerre mondiale. La fin du siècle chinois en Asie de l'Est est marquée par le début du siècle européen. Un événement qui se déroula était la modernisation de l'état japonais après la restauration de Meiji en 1868. Mais ce n'était pas seulement une modernisation matérielle, mais aussi une redéfinition de leur rôle dans la sphère asiatique. Le plus grand contraste se trouva dans la politique expansionniste : les dernières grandes invasions tentées contre le continent avait été les campagnes de Toyotomi Hideyoshi contre la

41 Gakusho Nakajima : The Structure and Transformation of the Ming Tribute Trade System. Dans : Manuel Perez Garcia et Lucio De Sousa (Eds) : *Global History and New Polycentric Approaches. Europe, Asia and the Americas in a World Network System*. Palgrave Studies in Comparative Global History, 2018, p. 143.

42 Mark N. Katz : The Origins of the Vietnam War 1945-1948. Dans : *The Review of Politics*, 1980, p. 132-133.

43 Stein Tønnesson: The South China Sea in the Age of European Decline. Dans : *Modern Asian Studies*, 2006, p. 2.

Corée en 1597 avant de connaître une longue période de diminution d'interaction avec les autres pays asiatiques durant la période d'Edo.⁴⁴ Avec la restauration de Meiji, le souhait d'une politique expansionniste refit son apparition. Cette politique se traduisit par la nécessité perçue d'être le protecteur de la sphère asiatique et par ce biais, la relève de la Chine comme place centrale dans cette sphère. C'était sur cette compréhension de son propre rôle que l'Empire japonais essaya de réaliser la politique sous le nom de sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : cette sphère était sensé mettre le Japon au centre de l'Asie de l'Est mais aussi de délivrer cette sphère des colonies européennes. Cette construction se désintégra avec la capitulation japonaise.

La fin de la Seconde Guerre mondiale, changement d'une époque

Dans de nombreux articles scientifiques, la première guerre du Vietnam est présentée comme un avant-propos de la guerre américano-vietnamienne, donnant ainsi au conflit décrit dans ce mémoire la place dans les narratifs d'une guerre par procuration. En effet, il existait une certaine méfiance vis-à-vis du communisme, ce qui pourrait laisser penser que ce processus était issu d'un affrontement entre les pays capitalistes et les pays communistes. Cependant comme nous allons le voir, les sources du conflit sont plus complexes.

Pour mieux clarifier la situation du Vietnam et son combat contre la France, il est nécessaire de situer et d'intégrer ce conflit dans un mouvement plus vaste : la guerre du Vietnam est l'une des manifestations de cette décolonisation de l'après-guerre.

Généralement, une guerre de décolonisation a pour but de reprendre le pouvoir au colonisateur et que le colonisé devienne indépendant. Lorsqu'il s'agit de définir un concept non seulement vaste mais aussi important, il est impératif d'approcher d'abord le sujet de façon large puis d'entrer de plus en plus dans les détails. Avec cette approche très vaste, une première définition se forme : la décolonisation est à la fois la disparition d'empires coloniaux mais aussi un bouleversement de l'ordre mondial vis-à-vis de l'acceptation d'une hiérarchie raciale.⁴⁵ De plus, la décolonisation peut être séparée en une décolonisation normative et structurelle. Dans le sens où ce changement apporte une modification de la structure des lois internationales mais aussi des normes dans la politique. La décolonisation est donc bien plus que simplement le regain ou le gain de souveraineté d'un État en se séparant de la force étrangère qui l'a occupé auparavant. La décolonisation est aussi une transformation du *Zeitgeist*⁴⁶ politique qui se traduit par un changement de paradigme à la fin d'une

44 Tashiro Kazui and Susan Downing Videen: Foreign Relations during the Edo Period: Sakoku Reexamined. Dans : *The Journal of Japanese Studies*, 1982, p. 283.

45 Jan C. Jansen et Jürgen Osterhammel : *Decolonization. A Short History*. Princeton University Press, 2017, p. 1.

46 Utilisé en tant que synonyme pour « l'esprit du temps ». Le *Zeitgeist* définit une perception et une conception du monde intellectuel, socio-culturel, politique, éthique ou spirituel à un moment donné.

longue durée des empires européens. Cette définition est très vague, tellement vague qu'au final, elle ne touche qu'une infime partie de ce qu'est la décolonisation : des détails tels que la façon sous laquelle la décolonisation se manifeste ou la durée d'un tel processus ne figure pas dans cette définition générale, donnant peu d'aspects observables et seulement visibles à la fin d'une telle transformation. Comme la colonisation, la décolonisation reste une vision diluée qui repose sur quelques aspects clefs tels que l'exploitation de la colonie, l'aspect raciste des lois ainsi qu'une hiérarchisation du peuple indigène par rapport à la population du colonisateur.

C'est une étape ou un élément d'un processus qui est celui de la décolonisation en soi. Une guerre peut donc avoir lieu à tout moment lors de ce processus ou même ne jamais apparaître. Si on lit l'introduction écrite par Jean-Paul Sartre du livre *Les Damnés de la terre* de Franz Fanon, alors on peut en venir à croire que toute décolonisation doit passer par un acte de violence, car, selon Sartre, seule la violence peut être une réponse à la violence.⁴⁷ Cette approche dénie toute légitimité à une décolonisation octroyée car il manque l'acte de violence pour se délivrer du colonisateur. Une décolonisation par la violence comme la décrivent Franz Fanon ou Jean-Paul Sartre est certes plus rapide mais cette vitesse peut aussi s'avérer être un problème qui déstabilise le nouvel État en formation. Lors du processus de la séparation, les deux forces, qui s'affrontent et s'affaiblissent, créent sans le vouloir une place pour une force tierce qui cherchera à imposer ses idéologies.⁴⁸ La prise du pouvoir par des forces anti-coloniales et issues de la société colonisée est donc la plus légitime du point de vue de l'autonomie de la réalisation de la décolonisation, mais elle est aussi une forme instable. Raymond Bretts argumente que, souvent, après un changement de pouvoir, les mêmes structures d'organisation de l'État persistent et que le seul changement atteint est qu'une nouvelle élite est au pouvoir :

Moreover, the lack of radical or revolutionary change in colonially predetermined institutions and structures was a major consideration. With the possible exception of Ho Chi Minh's Vietnam the state structure and the administrative form remained essentially what they had been. The national state, cynics would remark, was only the colony fitted out with a new flag.⁴⁹

Cette transformation se déroule simultanément au fait que la globalisation dans les années soixante s'accélère et que les acteurs privés tels que des entreprises internationales prennent le dessus sur les acteurs publics. Cette décolonisation est aussi décrite comme une « révolution passive »⁵⁰ par Antonio Gramsci, phénomène où la passation de pouvoir ne se fait pas simultanément avec une restructuration de l'organisation de l'État ou de la société.

47 Jean-Paul Sartre : Vorwort. Dans: Franz Fanon : *Die Verdammten dieser Erde*. Suhrkamp, 2014, p. 11.

48 Raymond Bretts : *Decolonization*. Routledge, 2004, p. 65-66.

49 Raymond Bretts : *Decolonization*. Routledge, 2004, p. 70.

50 Abin Chakraborty : The peasant armed : Bengal, Vietnam and Transnational Solidarities in Utpal Dutt's *Invincible Vietnam*. Dans : Ruth Craggs et Claire Wintle (Eds.) : *Cultures of Decolonisation : Transnational Productions and Practices, 1945-70*. Manchester University Press, 2016, p. 116.

Cette description de la décolonisation est une généralisation et doit donc être précisée lors de l'observation de cas en cas. Dans le cas de l'Asie du Sud-Est, cette généralisation doit être ajustée pour correspondre à la réalité observée. La description de la libération d'une colonie par la violence ou par la voie octroyée est touchée dans ce cas : la libération du colonialisme européen s'est déroulée en décalée, ce qui fait qu'il est difficile d'intégrer la décolonisation dans les deux types de décolonisation décrite.

La décolonisation dans l'Asie du Sud-Est est donc différente des procès de décolonisation dans d'autres périodes et dans d'autres espaces géographiques. Cela est dû à la présence japonaise et au contexte de la Seconde Guerre mondiale. La conquête des colonies par l'Empire japonais avait pour effet de débarrasser les colonies de l'organisation des empires européens⁵¹ et de créer une japanophilie dans la population.⁵²

Il n'est donc pas faux de voir une corrélation entre le début du stationnement des troupes japonaises en Indochine en 1940 et le début de la décolonisation des états de l'Indochine.⁵³ Mais ce début de décolonisation du règne français avait un prix : une colonisation par les japonais. L'Empire japonais était motivé par l'expansion de son Empire et ainsi ne cherchait pas à donner la liberté totale aux colonies « libérées » mais de les intégrer dans la sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale.⁵⁴

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la capitulation de l'Empire japonais, les colonies « libérées » se retrouvèrent dans une situation épineuse : la plus part manquaient de savoir-faire et de fonds pour financer un État. Néanmoins, le processus de la décolonisation fut accéléré durant l'occupation japonaise⁵⁵ et ainsi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale ces colonies se retrouvaient avec des mouvements anti-colonialistes renforcés.

Ici s'ajoute le contexte de la Seconde Guerre mondiale et son importance sur les empires européens : la Grande Bretagne et la France n'avaient ni les moyens financiers ni les moyens militaires de reprendre le contrôle de leurs colonies en Asie du Sud-Est. Dans le cas de la France, sa

51 Chizuru Namba : The French Colonization and Japanese Occupation of Indochina during the Second World War: Encounters of the French, Japanese, and Vietnamese. Dans: *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, 2019, p. 76.

52 Chizuru Namba : The French Colonization and Japanese Occupation of Indochina during the Second World War: Encounters of the French, Japanese, and Vietnamese. Dans: *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, 2019, p. 85.

53 Chizuru Namba : The French Colonization and Japanese Occupation of Indochina during the Second World War: Encounters of the French, Japanese, and Vietnamese. Dans: *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, 2019, p. 78.

54 Bernd Martin : Der Zweite Weltkrieg in Ostasien und seine Folgen. Dans: Sepp Linhart et Susanne Weigelin-Schwiedrzik (Eds.): *Ostasien im 20. Jahrhundert*. Promedia, 2007, p. 66.

55 Susanne Weigelin-Schwiedrzik : Ostasien als Region: Die zwischenstaatlichen Beziehungen in Ostasien (1800–1989). Dans: Margarete Grandner et Arno Sonderegger (Eds.): *Nord-Süd-Ost-West-Beziehungen : eine Einführung in die Globalgeschichte*. Mandelbaum Verlag, 2015, p. 18.

position de puissance mondiale était mise en doute par son absence lors des grandes conférences à la fin de la Seconde Guerre mondiale.⁵⁶ Un vide de pouvoir s'installa dans l'Indochine. La capitulation du Japon et l'impossibilité matérielle de la France de prendre la relève résulta dans une chance pour les mouvements politiques de s'installer dans le pays.

Même si cette parenthèse s'éloigne du sujet initial, il m'a paru nécessaire de sortir des limites temporelles du sujet pour marquer la différence entre la décolonisation par la force et la décolonisation proposée, par exemple, par les littéraires de la *Négritude*⁵⁷. Cette approche vise à amener la rupture entre la colonie et le colonisateur de façon contrôlée et par étapes.

Pour souligner le contraste avec la décolonisation par la force, dans la décolonisation souhaitée par le mouvement de la *Négritude*, l'approche vise à éviter cette déstabilisation qu'un conflit armé engendre. L'idée de base est que le procès du *Statebuilding* doit être encore accompli alors que l'idée du *Nationbuilding* est déjà terminée. Ce *Statebuilding* peut donc être atteint de deux façons ; soit il y a une coopération entre le pays colonisé et colonisateur pour avoir un transfert de savoir et ainsi la création d'une élite capable de gouverner sans succomber à la tentation d'acquiescer le pouvoir par un coup d'État ou, comme dans le cas du Vietnam, la destruction de l'organisation coloniale et l'intégration d'un nouveau système.

Si on fait un parallèle avec la fable de Jean de la Fontaine : *Le Chien et le Loup*, on peut imaginer que le chien est l'approche de la décolonisation comme dans le mouvement de la *Négritude* alors qu'en revanche le loup est plutôt l'approche de Jean-Paul Sartre. Hồ Chí Minh et la situation du Vietnam se trouvaient entre les deux, car, d'un côté, la volonté d'indépendance instantanée était présente mais pour éviter que les forces radicales nationalistes ne gagnent trop de pouvoir, Hồ Chí Minh décida de rester en contact avec la France et de négocier. Pour comprendre cette situation particulièrement intéressante, il convient d'analyser le concept de décolonisation entre 1945 et 1946.

Ce concept existait-il déjà et si oui, comment diffère-t-il du concept dans notre compréhension récente ?

Généralement, le point culminant de la décolonisation se situe durant les trois décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale. Comme décrit au début de cette partie, la décolonisation est, dans son essence, l'accumulation de deux processus : une délégitimation des pouvoirs coloniaux et la dissolution des empires intercontinentaux dans le but de voir la création d'un État-nation.⁵⁸ Mais ce

56 Andrew Williams : France and the Origins of the United Nations, 1944–1945: “Si La France ne compte plus, qu'on nous le dise”. Dans: *Diplomacy & Statecraft*, 2017, p. 228.

57 Denis Ekpo : Speak Negritude But Think and Act French: The Foundations of Senghor's Political Philosophy. Dans : *Third Text*, 2010, p. 229. Négritude est un mouvement où une politique francophile a été faite en faveur d'une transition paisible vers l'indépendance.

58 Jan C. Jansen et Jürgen Osterhammel : *Decolonization. A Short History*. Princeton University Press, 2017, p. 1.

concept est apparu lors du point culminant de la décolonisation, or la période observée dans ce mémoire traite le début de cette phase où ces concepts n'étaient pas encore clairement définis. Il faut donc plutôt observer les débuts de cette décolonisation comme la suite logique des révoltes et sentiments anti-coloniaux qui se sont profilés après de la Première Guerre mondiale. Ce sentiment anti-colonial est très présent dans les textes de Hồ Chí Minh qui seront observés dans la partie V de ce mémoire. Même si le mot lui-même existe depuis bien avant la Première Guerre mondiale, le concept de décolonisation est plutôt utilisé dans les années cinquante. Au moment de la décolonisation au Vietnam, le concept de *self-determination* ou libération est adéquat. Néanmoins, par simplicité d'utilisation, je m'autorisons à utiliser le concept de décolonisation pour cette période ; l'aspect de libération de la domination coloniale et le début d'un nouveau *Zeitgeist* sont mis en avant alors que l'association avec la dissolution des empires intercontinentaux est plutôt la suite des premières décolonisations réalisées.

Partie II – Les acteurs primaires et leurs motifs

Dans le cas des négociations franco-vietnamiennes, on peut observer différentes transformations de *longue durée* qui se superposent ou se croisent : une de ces transformations est la décolonisation. Dans le but de clarifier ce processus, cette partie vise à présenter les acteurs primaires et leurs motifs. Cela dépeint une image des différentes relations qui ont eu une influence sur les négociations.

Présentation des acteurs

Vietnamiens

Il est impossible de voir le camp vietnamien comme étant un groupe homogène. En effet, les trois *Kys* (nom vietnamien pour les trois régions revendiquées, Tonkin, Annam et Cochinchine) du Vietnam étaient contrôlés par différents groupements, religieux, politiques ou autres. Il ne faut pas percevoir ces trois *Kys* regroupés derrière Hồ Chí Minh comme une sorte de front uni, même si, à certains moments, c'est l'image qui en a été donnée. Dans le but de faire le portrait du spectre politique présent au Vietnam en 1945-1946 et de comprendre l'importance de certains acteurs, il est important de retourner quelques années en arrière. Dans le cas du Parti communiste indochinois (PCI) (1930-1945), la période de l'incarcération de ses membres fut une étape clef pour comprendre l'ascension du parti. Celle-ci n'était pas unique au PCI mais concernait tous les mouvements politiques anticolonialistes : dans la période entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, la

France fut touchée par une crise financière qui engendra une crise économique en Indochine.⁵⁹ La conséquence de cette récession fut l'explosion des mouvements populistes et une remise en question du régime colonial. Ce qui néanmoins différencie le PCI des autres mouvements nationalistes et/ou anti-coloniaux était l'habileté à gérer les situations de clandestinité ; Peter Zinoman attribue ce fait à la similitude entre les techniques d'infiltration d'entreprises et le quotidien en prison.⁶⁰ De plus, le PCI s'engagea pour le confort et la dignité des détenus, ce qui lui permit de gagner de nouvelles recrues. Les prisons en Indochine devenaient donc des centres de recrutement et de formation pour les révolutionnaires et les cadres du PCI.⁶¹ D'autres cadres du PCI s'étaient exilés en Chine dans le but de rejoindre le Parti communiste chinois ou pour travailler dans la clandestinité près de la frontière Indochine-Chine. Dans le but de commencer la lutte armée contre les forces impérialistes (Vichy et Japon), Hồ Chí Minh créa une ligue pour l'indépendance : le Việt Nam độc lập đồng minh (abrégé Viet Minh).⁶² Le noyau des Viet Minh était surtout composé d'anciens cadres du PCI ce qui expliquait un certain penchant pour les idéologies communistes mais, formellement, cette ligue était censée regrouper des mouvements de tout le spectre politique dans le but d'unir les forces et de vaincre l'envahisseur. Cette union politique ressembla fortement à la période du Front populaire en France (1936) lorsque plusieurs partis s'étaient regroupés pour former un gouvernement uni contre la crise économique. Les Viet Minh avaient préparé des troupes le long de la frontière en attente d'une occasion pour intervenir. Celle-ci fut notamment lorsque les Japonais déclenchèrent un coup d'État et mirent les troupes françaises en détention et que, par conséquent, le nord du pays devint vulnérable à l'entrée de troupes Viet Minh.⁶³ Avec l'aide financière et matérielle des États-Unis, les Viet Minh purent faire face aux Japonais et les repoussèrent peu à peu jusqu'à l'annonce de la capitulation japonaise en août 1945. Les succès et les tours de force politiques amenèrent à la déclaration d'indépendance le 2 septembre 1945. En revanche, dans le sud du pays, les forces révolutionnaires des Viet Minh n'avaient pas eu l'occasion de s'organiser, de s'armer et puis de frapper au moment adéquat. Les mouvements étaient présents mais ne prenaient jamais pied de la même façon que dans le Nord, car ils devaient se partager le contrôle du territoire avec des groupements religieux, des bandes criminelles et, bien sûr, le reste du

59 Martin Thomas : French Empire Elites And The Politics Of Economic Obligation In The Interwar Years. Dans : *The Historical Journal*, 2009, p. 999-1002.

60 Peter Zinoman : *The Colonial Bastille : A History of Imprisonment in Vietnam, 1862-1940*. University of California Press, 2001, p. 202.

61 Peter Zinoman : *The Colonial Bastille : A History of Imprisonment in Vietnam, 1862-1940*. University of California Press, 2001, p. 210.

62 Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 196.

63 Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 204.

pouvoir militaire japonais. De plus, les voies de communication entre le Hanoï et Saïgon ne furent pas encore entièrement rétablies ce qui diminua la synergie des deux bureaux des Viet Minh.

Un autre parti politique avait une certaine importance dans la période observée : le Việt Nam Quốc Dân Đảng (VNQDD), un des principaux partis nationalistes. Même si le VNQDD et les Viet Minh s'allièrent brièvement dans le combat contre les Japonais, le VNQDD resta l'opposition principale des Viet Minh.⁶⁴ Dans la comparaison des Viet Minh avec le Front populaire, le VNQDD représenterait l'opposition, ou du moins ceux qui ne firent pas partie du Front populaire. Même si cette comparaison est douteuse dans le cas du VNQDD, elle donne néanmoins une certaine image de la situation politique : le parti nationaliste refusait l'alliance politique avec la force majoritaire dans le nord du pays. Alors que la plus part des cadres du PCI, et par ce biais, des Viet Minh avaient des liens avec le Parti communiste chinois, les VNQDD se liaient avec le gouvernement de Chongqing, le parti nationaliste de la Chine, après l'échec d'un coup d'état en 1930.⁶⁵ Cette alliance octroya une certaine sécurité et du pouvoir au parti nationaliste. En effet, après la décision de Potsdam, les troupes chinoises seront stationnées dans le nord du pays, donnant au VNQDD une voix puissante. Le Việt Nam Quốc Dân Đảng devenait le représentant officieux de la Chine et souhaitait un retour vers un gouvernement fortement influencé par l'empire du Milieu au Vietnam. Le VNQDD avait donc un protecteur avec le stationnement de troupes chinoises mais cela n'avait pas suffi pour former un gouvernement au Tonkin. En revanche, l'opinion autre que celle du gouvernement chinois doutait que le VNQDD fût en position d'assumer les fonctions d'État. Archimedes Patti, l'officier américain qui arriva avec Jean Sainteny à Hanoï, exprima de sérieux doutes et dénonça le VNQDD comme étant plus intéressé à s'enrichir personnellement plutôt qu'à diriger un État.⁶⁶ La Chine nationaliste essaya alors de forcer les Viet Minh à incorporer des représentants VNQDD dans le gouvernement de la République démocratique du Vietnam : le VNQDD entra au Parlement et put nommer des ministres.⁶⁷

Avant de dédier la suite de ce chapitre à Hồ Chí Minh, Võ Nguyên Giáp et la situation dans la partie sud du 16^e parallèle, il est important de clore cette partie sur le nord du pays avec notamment le gouvernement de la République démocratique du Vietnam. Ce gouvernement fut créé à la suite du gouvernement provisoire.

64 Cecil B. Currey : *Victory at Any Cost : The Genius of Vietnam's Gen. Vo Nguyen Giap*. First the Warriors Edition, 2005, p. 108.

65 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 54.

66 Cecil B. Currey : *Victory at Any Cost : The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap*. First the Warriors Edition, 2005, p. 109.

67 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 16.

1. Members of the provisional government were:

Hồ Chí Minh	President and responsible for foreign affairs	ICP
Võ Nguyên Giáp	Minister of Interior	ICP
Trần Huy Liệu	Minister of Information and Propaganda	ICP
Chu Văn Tấn	Minister of Defense	ICP
Dương Đức Hiền	Minister of Youth	Democratic Party
Nguyễn Mạnh Hà	Minister of National Economy	nonparty
Nguyễn Văn Tô	Minister of Social Relief	nonparty
Vũ Trọng Khánh	Minister of Justice	nonparty
Đào Trọng Kim	Minister of Communications and Public Works	nonparty
Lê Văn Hiến	Minister of Labor	ICP
Phạm Văn Đồng	Minister of Finance	ICP
Vũ Đình Hoè	Minister of National Education	nonparty
Cù Huy Cận	Minister without Portfolio	Democratic Party
Nguyễn Văn Xuân	Minister without Portfolio	ICP

68

Le gouvernement provisoire était essentiellement constitué d'ex-cadres du Parti communiste indochinois mais, sous le veto de Hồ Chí Minh, leur chef de gouvernement et cinq ministres furent remplacés par des notables, issus essentiellement des milieux économiques ou religieux. Cette action consistant à intégrer des représentants autres que communistes avait pour but de soutenir cette image de Front populaire qui était l'essence même des Viet Minh. Alors que le gouvernement provisoire se constitua durant la révolution d'Août 1945, il ne faut pas oublier que les Japonais étaient encore stationnés dans le nord du pays et que la France n'avait pas de moyens concrets de faire valoir ses aspirations pour le rétablissement du statut colonial. Le gouvernement provisoire devait donc agir vite pour consolider son pouvoir : 41 décrets furent annoncés rien qu'en septembre et les bases de l'organisation du futur État étaient posées.⁶⁹ Des règles interdisant de servir l'armée française ou de lui vendre de la nourriture entrèrent en vigueur ; un nouveau drapeau fut hissé ; les hiérarchies instaurées par l'éducation mandarine furent abolies ; les biens des citoyens américains, hollandais ou britanniques furent restitués à leurs propriétaires mettant fin à la confiscation par le régime de Vichy sous l'administration de l'amiral Decoux en 1941. De plus, le gouvernement provisoire annonça des élections où tout homme ou femme âgé de plus de 18 ans pouvait voter. C'était une période d'euphorie générale et beaucoup de réformes furent annoncées, mais la possibilité d'une invasion française était une épée de Damoclès, constamment en suspension au-

68 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 581.

69 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 19-20.

dessus de la tête du peuple vietnamien. En effet, les employés du secteur public furent invités à s'entraîner à nettoyer des armes ou à marcher durant leur pause déjeuner.⁷⁰

Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam consacrait une grande partie de ses effectifs à la sécurité de l'État et à l'organisation des institutions gouvernementales au niveau local. En effet, le gouvernement essayait de dresser un tableau des zones contrôlées par les Viet Minh et celles qui ne l'étaient pas.

For Giáp, state building and national defense went hand in hand.⁷¹

Giáp, en tant que ministre de l'Intérieur, comprit très tôt que l'unité de l'État et l'union des trois Kys (Tonkin, Amman et Cochinchine) permettraient de se défendre pas seulement sur le plan militaire mais aussi dans le narratif international engendré par les Nations unies et les États-Unis. Ainsi le gouvernement de la République démocratique du Vietnam revendiqua la partie sud du pays, mais l'inexistence de voies de communication sûres et stables empêcha toute action coordonnée. Alors que le gouvernement essayait de proposer une multitude de solutions aux problèmes dans la société, un problème devint de plus en plus apparent : pour réaliser tous les décrets, les fonds de l'État étaient insuffisants. La situation était désastreuse et se traduisit par une inflation. Les salaires furent donc diminués et les conseillers mandarins furent forcés à démissionner puis à travailler gratuitement.⁷² La situation pour le gouvernement était délicate, car la RDV devait s'accommoder des troupes chinoises jusqu'à leur retrait décidé en mars 1946 ; combattre une inflation causée, entre autres, par ces troupes chinoises ; et veiller à ce que la population ne manquât pas des biens de première nécessité. Il restait donc peu de produits disponibles à l'exportation, source potentielle de fonds. C'est dans cette situation critique que le gouvernement devait montrer au Parquet international qu'il était capable de gouverner, mettant ainsi la pression sur Hồ Chí Minh pour qu'il réussisse dans ses négociations avec la France.

Après avoir vu les partis et le gouvernement provisoire du Vietnam, il convient de se concentrer sur une personne qui est indissociable avec l'histoire du pays. Surtout pour la période observée, il est omniprésent du côté vietnamien. Pour mieux comprendre Hồ Chí Minh, il est important de se pencher sur son passé pour comprendre sa façon d'argumenter et de se rapprocher de ses convictions politiques. Étant donné qu'il existe de nombreuses biographies de la vie de Hồ Chí Minh, il m'est possible de simplement me focaliser sur les parties relevant de ce sujet d'étude. Le premier point à aborder est le pseudonyme Nguyen Ai Quoc qui fut pris par Hồ Chí Minh avant son

70 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 23.

71 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution n, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 26.

72 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 34.

retour durant la Seconde Guerre mondiale : Nguyen Ai Quoc était un révolutionnaire vétéran, connu à Hanoï et fondateur du Parti communiste indochinois.⁷³ Il profitait de l'aura qui entourait son personnage lors de son départ spontané pour la France en 1911. Durant son séjour à Paris, Nguyen Ai Quoc continuait à évoquer les problèmes de l'Indochine et dans les colonies en général. Notamment dans les publications communistes ou lors de conférences internationales (création du Parti communiste français ou la Troisième Internationale), le futur président exprima ses idées et dénonça le gouvernement français. Après la période française, Hồ Chí Minh partit pour Moscou où il visita l'université communiste des travailleurs d'Orient, une université qui avait pour but de former des révolutionnaires d'un point de vue idéologique mais aussi administratif. Dans cette université, la plus part des futurs cadres des mouvements communistes en Asie y avaient étudié, ce qui lui avait permis d'entrer en contact avec des semblables. Il voyageait aussi beaucoup en Chine où il cultivait ses contacts avec les mouvements communistes en Asie. C'est notamment à Hong Kong que Hồ Chí Minh rencontra d'autres communistes indochinois et regroupa les différents groupuscules dans un grand parti : le Parti communiste indochinois (PCI). Ce parti était un des acteurs principaux de la résistance dans le Tonkin, mais se verra dissous en 1945 pour disparaître dans la clandestinité. Déjà, avant sa dissolution, le PCI fit une transition vers le Viet Minh pour d'un côté apparaître moins radicalement communiste mais aussi pour permettre de créer une union frontiste avec des partis nationalistes. De plus, cette transition précisa le focus du parti sur le plan géographique : le parti ne revendiquait plus l'ensemble de l'Indochine mais se concentra sur le Vietnam. Cette transition, avec Hồ Chí Minh à la tête de tous ces partis, ouvrit le PCI à un large spectre public et cimenta le Viet Minh en tant que parti du peuple. Ce qui rend le personnage de Hồ Chí Minh fascinant est l'évolution qu'il a accomplie avant 1945 : alors que dans la période précédente et durant son séjour en France, il était admiré pour ses textes dénonciateurs et son esprit révolutionnaire, après son retour au Vietnam, il était souvent perçu comme le politicien le plus modéré et avec qui il était possible de trouver un compromis. Ce changement est difficile à retracer dans son parcours, il n'est pas la conséquence d'un événement précis, mais plutôt attribuable à plusieurs raisons : Hồ Chí Minh était plus âgé⁷⁴ que ses camarades ce qui pouvait lui donner un certain recul. Cette différence entre les générations se retrouve aussi chez Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor. Une autre raison de l'attitude modérée de Hồ Chí Minh peut être retracée par le fait que lorsqu'il résidait en France, Hồ Chí Minh avait pu observer une oppression du

73 Jean Lacouture : *Ho Tschì Minh*. S. Fischer Verlag, 1968, p. 13.

74 Hồ Chí Minh est né en 1890, ce qui fait qu'il avait 55 ans en 1945. En comparaison, l'autre personnage emblématique pour le Vietnam, Võ Nguyên Giáp est né en 1911, ce qui fait 34 ans en 1945. Bien sûr, l'âge n'est pas un facteur pour la maturité de la personne mais le point exprimé ici est le changement avec l'âge qui a pu arriver.

prolétariat similaire à celle des colonisés, mais aussi à sa conformité à la ligne de l'Internationale communiste qui avait marqué cette approche modérée.

En revanche, le futur ministre de la Défense était souvent décrit comme radical, impitoyable et même indifférent à la vie de ses soldats. Cette perception est due à son comportement belliqueux contre la France et les États-Unis.⁷⁵ Võ Nguyên Giáp avait aussi un certain passé en tant que révolutionnaire : il était actif lors des protestations d'étudiants, et il rejoignit le Parti communiste indochinois. Sous le régime de Vichy, Giáp fut en Chine, mais sa femme fut incarcérée puis torturée à Hanoï.⁷⁶ En Chine, Võ Nguyên Giáp rencontra Hồ Chí Minh et étudia les tactiques militaires du Parti communiste chinois.

Les récits et rapports de différents adversaires créent un contraste considérable entre la perception du général en tant que « boucher » de ses propres troupes et le général en personne : Giáp noua notamment des relations amicales avec Raoul Salan, le général français stationné au Vietnam du Nord en 1946. En revanche, alors que Hồ Chí Minh restait en France pour finaliser le *Modus Vivendi*, Giáp est *de facto* à la tête du gouvernement, et durant cette période les troupes Viet Minh assassinaient les opposants politiques.⁷⁷

Dans l'Amman et la Cochinchine, les acteurs étaient hétérogènes et il n'y a pas eu de mouvement uniforme pour créer un État mais plutôt une volonté de remplir les espaces à la suite de la vacance du pouvoir engendré par la capitulation du Japon. Ces groupuscules se formaient à la périphérie des zones contrôlées par les troupes britanniques ou françaises, créant un paysage désorganisé, contrôlé par des seigneurs de guerre, des sectes ou des bandes criminelles.⁷⁸ Alors que dans le Nord, le mouvement Viet Minh avait un grand impact sur le territoire, dans le Sud il était plutôt faible. Cette difficulté à pénétrer le territoire était aussi liée à des facteurs économiques : le sud du pays et surtout le delta du Mekong étaient le centre de la production de riz pour l'Indochine. Le riz avait déjà une grande importance avant la Seconde Guerre mondiale et celle-ci s'accrut à la suite de mauvaises récoltes, créant une famine en plus des réquisitions par l'armée japonaise.⁷⁹ Cette famine toucha l'Amman et le Tonkin plus sévèrement mais donna une raison supplémentaire de contrôler la Cochinchine pour une multitude d'acteurs.

75 Cecil B. Currey : *Victory at Any Cost : The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap*. First the Warriors Edition, 2005, p. 334.

76 Oscar Chapuis : *The Last Emperors of Vietnam : From Tu Duc to Bao Dai*. Greenwood Press, 2000, p.107.

77 Mark Bradley : *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009, p. 46.

78 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : *Journal of Contemporary History*, 2005, p. 118.

79 Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 199.

Il est nécessaire de présenter l'empereur Bảo Đại, car, même s'il s'éclipsa durant la période de la République démocratique du Vietnam, il fut important durant l'occupation japonaise et la passation de pouvoir vers les Viet Minh. Bảo Đại arriva sur le trône à l'âge de 13 ans et prit ainsi le pouvoir dans la région d'Amman. L'organisation de l'État colonial étant sous le joug de la France, il se vit devenir la marionnette de la politique française. Après le coup de force japonais en mars 1945, le gouvernement de Trần Trọng Kim, soutenu majoritairement par les Japonais et autorisé par Bảo Đại, était très limité dans la possibilité réelle d'agir car il ne disposait pas du pouvoir exécutif. Sur un plan symbolique, ce gouvernement a eu du succès : le plus symbolique était la suppression du français dans le nom des rues ou l'instauration officielle du nom Vietnam pour la réunion des trois Kys. Un autre succès était le fait que ce fut la première fois qu'un Vietnamien occupait la plus haute fonction. Même si ce gouvernement était sous le fort contrôle japonais et qu'aucune exécution de pouvoir réel n'était autorisée, il révoqua les traités de 1862 et 1874 qui cédaient la Cochinchine à la France et de ce fait le Vietnam fut donc formellement « libéré » de la France.⁸⁰ Cependant, ce gouvernement se dissout lorsque Bảo Đại abdiqua en faveur d'un gouvernement Viet Minh.⁸¹ Après que Bảo Đại a abdiqué, il reprit son nom civil et devint conseiller suprême du gouvernement de la République démocratique du Vietnam. Cette action fut vue par le peuple comme une bénédiction du gouvernement Viet Minh, mais l'image de Bảo Đại en tant que marionnette française ne disparut pas.

Dans le sud du pays, les mouvements politiques avaient de grande difficulté à s'installer, car la sûreté française, puis les services secrets des Japonais, avaient la mainmise sur la région. En revanche, les mouvements religieux fleurissaient en particulier deux d'entre eux : les bouddhistes Hòa Hảo et la secte Coa Dai. Ils recrutèrent un nombre considérable de membres. Les acteurs religieux avaient un rôle mineur dans le conflit, car leur existence servait plus de prétexte aux autres acteurs pour agir, leur propre politique n'avait aucune influence sur la situation au Vietnam. Il est difficile de présenter les sectes religieuses de la même manière qu'un acteur avec des motifs hégémoniques ou clairement politiques ; un acteur religieux a toujours une motivation morale qui accompagne la lutte, revendiquant ses actions pour le bien supérieur.

Ces sectes étaient des acteurs considérables dans le sud du Vietnam, surtout en Cochinchine. La secte Hòa Hảo se forma en réponse à l'oppression française durant la colonisation de la

80 R. B. Smith : *The Work of the Provisional Government of Vietnam, August-December 1945*. Dans : *Modern Asian Studies*, 1978, p. 572.

81 Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014, p. 222.

Cochinchine.⁸² Cette secte se fondait sur des textes bouddhistes traditionnels, un peu de confucianisme vietnamien, des concepts daoistes et les textes du prophète Huỳnh Phú Sô.⁸³ Cette religion était populaire chez les paysans du delta du Mekong, car cette croyance revendiquait notamment d'offrir un sens à leur vie après l'oppression française.⁸⁴ De plus, elle organisait des cours d'autodéfense et d'art martial, ce qui souleva des suspicions chez la sûreté française. Lors du coup de force japonais en Indochine, les militants Hòa Hảo réussirent à se procurer des armes et ainsi à créer une résistance armée contre l'opresseur.⁸⁵ Huỳnh Phú Sô devint, au moment où il quitta le spectre religieux, un acteur politique au plan régional. En tant que fondateur d'une religion qui avait clairement une influence dans le sud du Vietnam, il fut perçu comme agitateur contre les Viet Minh, il sera assassiné lors d'un guet-apens en mars 1947.⁸⁶ L'autre secte, le Cao Dai est similaire au Hòa Hảo dans ses idées mais elle reprend l'organigramme de l'Église catholique. Cette secte incorpora aussi de nouvelles figures de saints tels que Victor Hugo.⁸⁷

Ces sectes étaient des acteurs mineurs sur une échelle globale, mais importantes à l'échelle locale, car elles contrôlaient des parties dans la Cochinchine, renforçant encore plus la fracture du Vietnam du sud. De plus, elles pouvaient devenir des agitateurs importants de l'opinion publique.

Français

Similaire au Vietnam, la France était une mosaïque politique. Même si les gouvernements formés lors du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) rassemblaient toutes les parties impliquées dans la Résistance, les avis et idées sur la question de la colonisation pouvaient différer entre elles. Même si l'union se faisait sur l'idée que la France devait redevenir un État prestigieux, la question du comment divisait le spectre politique. Il était difficile de différencier la gauche et de la droite comme dans le système politique traditionnel, car à ce moment-là, la plupart des décisions reposaient sur le jugement personnel des représentants sur place. Il est donc plus judicieux de décrire quelques personnages clefs dans la question du Vietnam.

82 Nguyen Long Thành Nam : *Hoa Hao Buddhism in the Course of Vietnam's History*. Nova Science Publishers, 2003, p. 25-27.

83 Nguyen Long Thành Nam : *Hoa Hao Buddhism in the Course of Vietnam's History*. Nova Science Publishers, 2003, p. 44.

84 Nguyen Long Thành Nam : *Hoa Hao Buddhism in the Course of Vietnam's History*. Nova Science Publishers, 2003, p.44.

85 Nguyen Long Thành Nam : *Hoa Hao Buddhism in the Course of Vietnam's History*. Nova Science Publishers, 2003, p. 65-66.

86 Joseph Nguyen Huy Lai : *La tradition religieuse spirituelle et sociale au Vietnam. Sa confrontation avec le christianisme*. Beauchesne, 1981, p. 362.

87 Mark Bradley : *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009, *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009, p. 33.

Le premier acteur présenté est Jean Sainteny, dirigeant de la Mission 5 à Kuming, mission de la Résistance française vouée à regagner le contrôle de l'Indochine. Ce portrait est délicat à dresser, car je me sers de ses mémoires personnelles, *Histoire d'une paix manquée*, publiées en 1953. Il est difficile de discerner à quel moment précis les mémoires ont été rédigées, mais Jean Sainteny indique que les notes ont été prises depuis 1948⁸⁸, soit un laps de temps de quatre ans minimum entre les événements et l'écriture. Néanmoins, pour dresser un portrait psychologique afin de mieux comprendre comment il a perçu et réagi à certains événements, cette source est à approcher avec un regard critique. De plus, lorsque le livre a été publié en 1953, le Cambodge devint indépendant sous le règne du roi Norodom Sihanouk et la guerre d'Indochine faisait rage. Il se peut que certaines tournures de phrase ou l'utilisation d'adjectifs aient été ajoutées à la suite du contexte dans lequel ce livre a été publié plutôt que par conviction. Bien sûr, je ne mets pas en question le patriotisme de Jean Sainteny, mais plutôt le degré de sa conviction pour un retour de l'ancien statut colonial en Indochine.

Le premier exemple est lorsque Jean Sainteny arriva en hydravion dans une baie où se trouvaient des Résistants français. Même s'il décrit ces hommes comme « compréhensifs » et prêts à servir, il doit néanmoins expliquer quel est le but de la Mission 5 en Asie du Sud-Est.

Poursuivre la lutte, avec les Alliés, apporter notre modeste tribut en y participant avec tout ce qui nous reste ; bref, affirmer notre présence dans cet Extrême-Orient où l'on se bat presque complètement sans nous.
Accepterons-nous de la seule condescendance de nos alliés le droit de parler en vainqueur aux occupants de notre Indochine ?⁸⁹

Cet extrait donne à la fois la vision que Jean Sainteny avait de sa mission mais aussi comment il en percevait l'importance. D'une part, il regardait la mission comme un besoin nécessaire pour avoir sa place au côté des vainqueurs, d'autre part il reconnaissait le fait que la France n'avait pas beaucoup de matériel ou de troupes sur place. En effet, la Mission 5 comptait « une trentaine d'officiers d'origine et de formation aussi diverses que possible »⁹⁰, soit une petite troupe. C'est pour cette raison que la Mission s'était spécialisée dans le renseignement, car avec un effectif aussi réduit, l'information devenait un bien capital.

La question rhétorique est en revanche remplie d'informations sur Jean Sainteny lui-même : il utilise le « notre » pour affirmer l'idée que la colonie de l'Indochine appartient à la France et doit retourner à la France après la Seconde Guerre mondiale. Cette question révèle aussi une certaine

88 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 121.

89 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 41.

90 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 25.

suspicion vis-à-vis des forces alliées. Jean Sainteny craignait que si l'Indochine n'était pas délivrée par la France, alors les alliés aient aussi un mot à dire lors du retour de la France en Indochine.

La France est-elle prête, dès la chute du Japon, à reprendre sa place en Indochine, en admettant que cette place reste vacante ?

Je signale l'opposition à laquelle nous devons nous attendre de la part du nationalisme annamite. En vain. Les avertissements que je multiplie à ce sujet ne rencontrent que le scepticisme. Beaucoup trop de Français s'imaginent que les Indochinois attendent notre retour avec impatience et s'appêtent à nous recevoir à bras ouverts.⁹¹

Cette citation donne des informations sur les pensées de Jean Sainteny, mais aussi de la réaction à laquelle il était confronté lorsqu'il faisait son rapport à Paris. Elles indiquent qu'il avait confirmation de ses doutes : le retour des Français était devenu difficile dans cette période où la France n'avait pas le pouvoir en main. Cette réalisation était alarmante d'après lui et il a mis en garde quiconque était en relation avec les affaires d'Indochine. Les réactions, en revanche, ne sont pas à la hauteur des souhaits de Jean Sainteny : il ne provoqua aucune réaction au problème des tendances nationalistes annamites. Au contraire, la réponse des Français suggère qu'ils avaient une image faussée et fantasmée de ce qu'était la situation en Indochine.

Jean Sainteny est un personnage difficile à cerner : il était à la fois le premier Français à retourner en Indochine et essayait de toutes ses forces d'y regagner le pouvoir, faisant de lui un patriote et homme d'État remarquable, mais en contrepartie il n'avait aucun regard critique envers la France, patrie qu'il aime inconditionnellement dirait-on. Jean Sainteny dénonça la propagande anti-française comme étant une destruction de ce que la France avait bâti depuis la colonisation de l'Indochine ; à plusieurs reprises il semble voir le mouvement anticolonialiste comme une hérésie, l'aberration d'une utopie. Jean Sainteny résume, ou plutôt est, à l'image du *Zeitgeist* français, *Zeitgeist* qui voyait la nécessité de concéder des libertés aux populations colonisées, mais ne concevait pas une indépendance en dehors de l'Union française.

Charles de Gaulle est incontournable dans l'histoire de la France durant la Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre. Dans ce travail, le focus se porte sur le rôle et l'importance de ses idées dans la question de l'indépendance du Vietnam. En effet, Charles de Gaulle avait sa propre politique vis-à-vis les colonies : dans le cas de l'Indochine, il la voyait comme un bateau perdu dans le brouillard, et considérait que le devoir de la France était d'en reprendre le contrôle avant que les troupes alliées ne s'en préoccupent.⁹² Il perçoit le rôle des colonies, durant la Seconde Guerre mondiale, comme un soutien de la résistance française et un refuge à la France libre. Mais la

91 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 47.

92 Stein Tønnesson : *The Vietnamese revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. Sage Publication, 1993, p. 48-49.

question des colonies se posait dans l'après-guerre : quel sera le rôle des colonies dans un monde d'après-guerre, un monde où tout l'équilibre politique qui jusqu'alors existait a été bouleversé ?

Pour de Gaulle, la réponse est simple : les colonies pouvaient gagner un peu d'autonomie mais restaient dans une sorte de *Common Wealth* avec la France à sa tête. La partie suivante est constituée de quelques exemples montrant comment cette idéologie influença les actions et réactions de Charles de Gaulle.

Dans une lettre à Thierry d'Argenlieu, le général s'exprima sur la présence de troupes alliées en Indochine et sur ce qu'il était envisageable de faire pour mettre la France dans une situation favorable.

Cependant, nous amènerons nos troupes et il y aura sûrement un moment où vous [Thierry d'Argenlieu] serez le plus fort.⁹³

L'idée de reprendre l'Indochine par la force était présente à l'esprit du général, ou plutôt une démonstration de force pour regagner l'opinion publique et la restauration des institutions du gouvernement colonial. Dans la même lettre, on retrouve le passage suivant :

L'intérêt français consiste à ne rien régler quant aux gouvernements locaux en Indochine tant que nous n'aurons pas à le faire. Mieux vaut cent fois laisser jusque-là la situation entière, même si elle nous est défavorable, plutôt que d'accepter, du faible (provisoire) au fort, des arrangements où l'étranger serait parti et qui seraient, par là même, catastrophiques.⁹⁴

De Gaulle fait allusion aux développements qui avaient eu lieu en Syrie où il avait accepté l'aide britannique.⁹⁵ Cette suspicion que les dirigeants français avaient vis-à-vis les forces alliées est un thème récurrent qui se retrouve aussi chez d'autres acteurs tels que Jean Sainteny et Thierry d'Argenlieu. Les Français savaient que leur absence sur le théâtre de la guerre en Extrême-Orient leur coûterait la chance de revenir en tant que vainqueurs dans la colonie d'Indochine.⁹⁶ De plus, de Gaulle ne voulait pas accepter l'aide d'une force locale, de peur que cet acteur puisse avoir ses propres exigences. Il valait donc mieux attendre plutôt qu'agir prématurément et donner un avantage à quelqu'un d'autre.

Le deuxième extrait est plutôt une réaction à la suite de la note de Thierry d'Argenlieu.

Nous rentrons en Indochine parce que nous sommes les plus forts.⁹⁷

93 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 92.

94 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 92.

95 Rachel Chin : The Levant mandates and Charles de Gaulle's provisional government : power, culture and messages of imperial reform. Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018, p. 312-329.

96 Stein Tønnesson : *The Vietnamese revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a world at war*. Sage Publication, 1993, p. 51-52.

97 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 119.

Là aussi on peut observer cette caractéristique impérialiste et aussi une certaine confiance en soi ou plutôt dans le pouvoir de la France. En effet, ce qui marque le gaullisme et les raisons qui font que cet homme est souvent décrit par un charisme extraordinaire, est le fait qu'il apparaît comme quelqu'un de très patriotique et qui croit en la France. Ce n'est pas négligeable, car même après qu'il s'est retiré du pouvoir le 20 janvier 1946, ses idées persistaient dans les cercles du gouvernement, et il exerçait une certaine influence sur les organes vitaux du Gouvernement provisoire de la République française. Une de ces personnes était l'amiral Thierry d'Argenlieu qui fut nommé Haut Commissaire de l'Indochine.

Le Haut-Commissaire de la République française, Thierry d'Argenlieu, joua un rôle important et primordial dans les développements autour de la République de Vietnam. Il avait pour fonction de représenter l'autorité gouvernementale de la République française, ce qui lui conféra le pouvoir de prendre des décisions en attente d'une réponse de Paris. Il est donc important de dresser un tableau de Thierry d'Argenlieu, de souligner sa façon de penser et surtout ces opinions pour mieux comprendre ses actions. Pour dresser ce tableau, je vais utiliser différentes citations matérialisant ses pensées.

Le premier exemple est un document daté du 8 septembre 1945, donc peu après la constitution d'un gouvernement provisoire vietnamien le 27 août et la déclaration d'indépendance à Hanoï le 2 septembre.

[...] Le problème de la réunion des éléments du peuple annamite ne peut être examiné non seulement qu'après la libération complète du pays des Japonais, mais encore qu'après l'évacuation des troupes d'occupation alliées et le rétablissement de l'ordre public dans l'ensemble de l'Union. [...] L'un des rôles essentiels de cette Assemblée consultative indochinoise sera notamment de préciser les modalités d'établissement d'une consultation plus complète et plus démocratique des populations.⁹⁸

Selon Philippe Devilliers, Thierry d'Argenlieu ne ferait « aucune allusion » à la constitution d'un gouvernement provisoire⁹⁹ mais pourtant le document se penche sur la question de l'unification des trois Kys (Tonkin, Annam et Cochinchine) et sur les Viet Minh au pouvoir. Bien sûr ces questions existaient déjà avant la déclaration d'indépendance et la formation d'un gouvernement provisoire au Vietnam. Mais revenons à l'extrait lui-même : Thierry d'Argenlieu proposa l'idée que le peuple annamite (ici utilisé comme synonyme pour le peuple vietnamien) aurait une chance supplémentaire de participer au procès politique de la colonie par l'instauration d'une assemblée consultative. L'instauration d'une assemblée seulement consultative se retrouve dans un narratif de la *mission civilisatrice*, car d'Argenlieu prévoit seulement cette assemblée une fois que le pays aura été

98 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 90.

99 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 90.

débarrassé de toute occupation autre que celle des Français et que le pays sera revenu à l'ordre. L'instauration de cette assemblée fut donc remise vers un futur indéfini, futur durant lequel la France aurait le pouvoir sur le territoire. Par exemple, un des points qui suscita un trouble de l'ordre public était les protestations contre le retour des troupes françaises et pour un Vietnam indépendant. De plus, l'amiral considérait que l'occupation japonaise ou la présence de troupes alliées pouvaient influencer le résultat de la question d'indépendance du peuple annamite. Il n'avait pas tort, en effet, les Japonais avaient essayé à de multiples reprises de créer des mouvements anti-français au Vietnam. De plus la présence chinoise ne souhaitait pas un retour des Français en Indochine. En effet, dans une lettre du général de Gaulle adressée au Haut-Commissaire, Thierry d'Argenlieu reçut les instructions suivantes : « Les Chinois veulent nous vendre même cela [le droit d'amener les troupes du commandement français] contre des avantages pour leurs colons et des droits sur nos chemins de fer »¹⁰⁰. De même en ce qui concernait les alliées britanniques : « Je n'ai aucune confiance dans les Anglais : ils prennent et gardent une attitude hypocrite »¹⁰¹. Ces deux informations transmises par de Gaulle traduisaient le ressentiment général du côté français vis-à-vis des alliés. Thierry d'Argenlieu était un partisan de De Gaulle au point de continuer à lui écrire même après ce que ce dernier se retire des fonctions de l'État.¹⁰²

Le deuxième extrait est issu d'une lettre envoyée à de Gaulle dans le but de l'informer de la situation annamite. Le document a été rédigé le 28 décembre 1945, mais n'atteindra le général que seulement en début janvier 1946, car elle était à remettre en main propre par un commandant de l'amiral.

[...] le mot indépendance lâché, nos partenaires [le gouvernement vietnamien] en abuseront, feignant d'ignorer les limites explicitement marquées.¹⁰³

Cet extrait arrive après plusieurs propositions sur l'utilisation du terme d'indépendance tout en gardant la mainmise sur l'Indochine. Comme lors de la conférence de Brazzaville, le gouvernement français essayait d'utiliser le terme d'indépendance pour apaiser l'opinion internationale tout en gardant des outils pour continuer à exercer son pouvoir dans les anciennes colonies. Je reviendrai sur ce point dans la partie IV – La conférence de Brazzaville.

Néanmoins, ce point laisse deviner l'opinion de d'Argenlieu sur la question de l'indépendance du Vietnam : tant que c'était dans la limite de l'Union française, le pays pouvait être indépendant. Il clarifie sa position lors d'un discours le 1^{er} février.

100 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 91.

101 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 92.

102 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 201.

103 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 118.

Nous souhaitons que, sans long atermoiement, les Annamites se puissent administrer et gouverner eux-mêmes. D'un mot, nous souhaitons qu'ils deviennent maîtres chez eux, sous réserve toutefois d'un ordre public ménageant, sans distinction de race et de classe, le respect et la sécurité des personnes et des biens.

Ajoutons fermement que, pour réaliser cet idéal avec équité, en assurer la stabilité, les pays annamites ont encore besoin pour un temps, et à leur avantage, d'un concours et d'une expérience. La France les leur offre en toute amitié.¹⁰⁴

Dans ce discours, d'Argenlieu navigue autour du mot indépendance ou autonomie tout en y faisant allusion : « d'un mot » pourtant il utilise la description « maître chez eux ». On y voit aussi cette forme de discours de *mission civilisatrice* dans le dernier paragraphe, déclarant le peuple annamite pas encore prêt pour l'autonomie et que la France prend par *amitié* pour ce peuple la responsabilité de veiller au bon développement du pays. Un autre élément qu'on peut extrapoler de cet extrait est la peur que le nouveau gouvernement n'exproprie les colons français. D'Argenlieu demande explicitement que la sécurité des biens soit garantie, biens des colons inclus bien sûr.

Il faut donc voir l'amiral comme quelqu'un qui cherchait la paix et la sécurité pour l'Indochine. D'après lui, cette paix et sécurité étaient garanties par le contrôle français ou à l'intérieur de l'Union française. De plus, Thierry d'Argenlieu avait une certaine admiration pour le général de Gaulle et son idée que la France doive retrouver son prestige d'avant-guerre grâce aux colonies. Néanmoins, il ne faut pas simplifier le caractère de l'amiral : ce n'est pas simplement du colonialisme borné mais plutôt un patriotisme déplacé. Par exemple, alors que le général Leclerc souhaitait une reprise rapide et par la force du Tonkin, l'amiral argumenta plutôt en faveur d'une solution pacifique et une recherche de détente le temps que Charles de Gaulle retourne au pouvoir.¹⁰⁵

Dans un article de Guillaume Pollack paru en 2018, le chercheur se pose la question suivante parmi d'autre : « Qu'est-ce qu'être "résistant" en Indochine sous l'occupation japonaise ? »¹⁰⁶

En effet, il est nécessaire de se poser la question. Selon Pollack, les conditions dans lesquelles la résistance en Indochine devait s'organiser et qui étaient ses opposants étaient différentes de la Résistance en France. De plus, l'occupant étranger, ici les Japonais, tentait déjà depuis un certain temps, par le soutien des partis nationalistes puis le gouvernement de Trần Trọng Kim, de renforcer les aspirations indépendantistes des Vietnamiens.¹⁰⁷ Il ne faut pas perdre de vue que la Résistance

104 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 126-127.

105 Thomas Vaisset : Decoux, d'Argenlieu et Leclerc en Indochine. Dans Christophe Bertrand, Caroline Herbelin et Jean-François Klein (Eds.) : *Indochine. Des territoires et des Hommes, 1856-1956*. Gallimard, 2013, p. 107.

106 Guillaume Pollack : Résister sous les Tropiques. Les Réseaux de Résistance en Indochine (1940-1945). Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018, p. 296.

107 Guillaume Pollack : Résister sous les Tropiques. Les Réseaux de Résistance en Indochine (1940-1945). Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018, p. 296 et Sébastien Verney: La Révolution Nationale et le double Jeu des élites Indochinoises sous le Régime de Vichy. Dans : Dominique Barjot et Jean-François Klein (Eds.) : *De l'Indochine coloniale au Vietnam actuel*. Magellan & Cie, 2017, p. 436-437.

française en France pouvait compter sur un certain support de la population qui permettait une tactique de guérilla. Ce n'était pas possible en Indochine, car la population était hostile aux Français, qu'ils soient vichystes ou gaullistes. Cette position très délicate dans laquelle la France se trouvait et comment elle devait se frayer un chemin dans un environnement hostile fut comprise par Léon Pignon. Alors que dans son livre, Jean Sainteny se décrit comme étant une sorte de Cassandra qui tentait en vain de prévenir la France du désastre qui se construisait sous ses yeux, on y trouve rarement des références à Léon Pignon. Pourtant, il fut exactement ce que Jean Sainteny essayait de se faire passer pour : conseiller politique à Calcutta et en Chine, il critiqua très tôt le fait qu'il y avait trop de généraux pour décider, amenant à l'immobilité. De plus, Léon Pignon était convaincu qu'un retour en Indochine pour les Français ne serait possible qu'avec l'aide des mouvements de la population locale.¹⁰⁸ Léon Pignon avait donc compris que les situations en France et en Indochine n'étaient pas comparables dans le cas de la Résistance.

De plus, le *modus operandi* des réseaux de Résistance en Indochine se distinguait de celui des réseaux en France : « les réseaux [indochinois] ne recherchent pas un recrutement de masse, ne se livrent à aucun travail de propagande et s'efforcent de dissimuler leur existence »¹⁰⁹. Le général de Gaulle était un personnage lointain, loin du problème de l'invasion par les Japonais et de la façon de trouver un compromis avec les nouveaux occupants. En effet, les Japonais avaient pu constater quels avaient été le rôle, et les conséquences, de la Résistance pour le combat contre Vichy. Ainsi, ils décidèrent de tuer la Résistance dans l'œuf. Dès que les réseaux de résistance en Indochine ont reçu des armes et d'autres biens nécessaires à une action de guérilla, les Japonais ont répondu par un coup de force et d'État, rendant la situation des Français en Indochine encore plus précaire. Ce qui se révéla néfaste pour la perception des Français était le règne japonais en Indochine via l'administration française. Les troupes japonaises stationnaient en Indochine depuis 1940, mais continuèrent de garder les structures et le personnel de l'administration française jusqu'en 1945 où les militaires japonais firent un coup d'État suite à la capitulation de Vichy.¹¹⁰

De plus, ce coup d'État brisa la continuité du règne français, ce qui avait montré la possibilité d'un changement de régime dans cette colonie française. Un autre élément important à souligner, et qui a sûrement porté atteinte à la stabilité de l'organisation coloniale, est la promulgation de lois se basant

108 Stein Tonnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991, p. 319-320.

109 Guillaume Pollack : Résister sous les Tropiques. Les Réseaux de Résistance en Indochine (1940-1945). Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018, p. 299.

110 Sébastien Verney: La Révolution Nationale et le double Jeu des élites Indochinoises sous le Régime de Vichy. Dans : Dominique Barjot et Jean-François Klein (Eds.) : *De l'Indochine coloniale au Vietnam actuel*. Magellan & Cie, 2017, p. 435-436.

sur l'idéologie vichyste de « Révolution nationale »¹¹¹, lois qui entraînent un schisme entre la société et le pouvoir militaire français en Indochine.¹¹²

La question du futur de l'État vietnamien devint donc une question ouverte, ouverte à des solutions divergentes d'un retour au statut de la colonie de l'avant-guerre.¹¹³ Les acteurs français ne devaient donc pas simplement chasser l'envahisseur japonais de ses terres mais aussi combattre l'opinion publique vietnamienne sur la question la façon dont la France pouvait retourner au Vietnam.

Regroupement des motifs

Après avoir présenté les différents acteurs primaires de façon séparée, il convient de les regrouper dans des catégories ou des tendances pour mieux comprendre leurs motivations et leurs façons de fonctionner. Dans ce cas, la distinction que je veux mettre en avant est la différence entre les espaces qui regroupent les motifs patriotiques ou nationalistes en contraste avec les motifs coloniaux ou hégémoniques. Bien sûr, il est possible qu'un motif hégémonique soit aussi un motif nationaliste mais dans ce cas, je souhaite utiliser hégémonique dans le sens où un acteur a une aspiration hégémonique sur un territoire qu'il ne contrôle pas directement. L'inspiration pour cette terminologie vient du système des États-mandala, système polycentrique qui n'a pas de frontières claires comme dans le système de la souveraineté westphalienne. Dans ce cas, un acteur vietnamien ne peut pas avoir d'aspiration hégémonique sur le Vietnam lui-même, car ce ne serait pas une force étrangère qui essaye d'instaurer sa politique dans un pays étranger. Dans ce cas-ci, l'acteur vietnamien sera plutôt qualifié d'acteur patriotique ou nationaliste.

Patriotique/anti-colonial

Dans cette partie, l'examen des acteurs primaires vise à clarifier les motifs patriotiques ou les motifs anti-coloniaux. La clef de voûte de cette liaison se fait sur les deux motifs qui cherchent à instaurer un Vietnam indépendant. Bien sûr, dans le cas des acteurs français tels que Jean Sainteny ou Léon Pignon, il est difficile de déterminer à quel point leurs motifs étaient portés par un anticolonialisme ou juste la volonté de trouver un compromis et éviter une guerre.

111 Sébastien Verney: La Révolution Nationale et le double Jeu des élites Indochinoises sous le Régime de Vichy. Dans : Dominique Barjot et Jean-François Klein (Eds.) : *De l'Indochine coloniale au Vietnam actuel*. Magellan & Cie, 2017, p. 437.

112 Sébastien Verney: La Révolution Nationale et le double Jeu des élites Indochinoises sous le Régime de Vichy. Dans : Dominique Barjot et Jean-François Klein (Eds.) : *De l'Indochine coloniale au Vietnam actuel*. Magellan & Cie, 2017, p. 437.

113 R. B. Smith : The Work of the Provisional Government of Vietnam, August-December 1945. Dans : *Modern Asian Studies*, 1978, p. 572-573.

Il existe aussi clairement un problème au niveau de la légitimité des pouvoirs, car la France avait perdu une grande partie de son prestige à la suite de la Seconde Guerre mondiale et la population Indochinoise a souffert d'une famine qui a tué deux millions de personnes.¹¹⁴ Mais la montée de l'anticolonialisme vietnamien n'est pas entièrement liée à la Seconde Guerre mondiale, celle-ci fut plutôt l'accélérateur d'un procès déjà en cours. Par exemple, David G. Marr situe la montée de l'anticolonialisme vietnamien dans la période 1885 jusqu'à 1925, s'arrêtant avant la Seconde Guerre mondiale. Cette discontinuité est due à l'incarcération en masse durant les années trente. Néanmoins, un certain anticolonialisme était constaté chez tous les acteurs vietnamiens durant la période 1945-1946, ou du moins, pour être plus précis, un anticolonialisme vis-à-vis de la France.

Un acteur qui se désigne à la fois comme anti-colonial et patriotique est Hồ Chí Minh : il essaya de tout faire pour le bien de son pays (patriotique) tout en ayant une position ferme contre l'influence d'un acteur externe au Vietnam. Un point à souligner était la question de la volonté de Hồ Chí Minh de traiter avec le gouvernement français. Certains anciens membres du PCI avaient une position extrême et n'accordaient pas autant d'importance à la France, la croyant impérialiste et par conséquent contre le bien du peuple vietnamien. Si on fait une comparaison entre les motifs de Hồ Chí Minh et Võ Nguyên Giáp, les deux sont des patriotes et anti-coloniaux, mais Võ Nguyên Giáp apparaît plus radical dans ses pensées en 1945-1946.

De façon générale, il est possible de retrouver les Viet Minh et les anciens membres du PCI dans cette catégorie. Vu la forte influence de Hồ Chí Minh sur le courant communiste au Vietnam, son communisme presque nationaliste se retrouvait chez la plupart des membres de ces deux partis. Même si la résistance contre les trotskistes pouvait être vue comme une influence de l'Union soviétique sur les communistes vietnamiens, Hồ Chí Minh restait l'influence majeure dans leur façon de penser. C'est exactement cette influence qui créa une constellation intéressante à observer : alors que le noyau du Viet Minh et les membres du Parti communiste indochinois adhéraient à une idéologie communiste, ce n'était pas pour autant qu'ils rejetaient la création d'un État sur la base d'idées nationalistes. Alors qu'ils voulaient s'inscrire dans un mouvement de révolution globale contre la domination du prolétariat, ils ne revendiquaient pas être le début d'une révolution globale mais se concentraient uniquement sur leur territoire, le Vietnam. C'est un autre argument qui explique que le gouvernement Viet Minh devint l'unique interlocuteur pour la France : alors que les autres acteurs vietnamiens n'avaient pas de propositions concrètes pour diriger les négociations entre la France et les représentants du Vietnam, voire comment diriger le futur pays.

114 R. B. Smith : *The Work of the Provisional Government of Vietnam, August-December 1945*. Dans : *Modern Asian Studies*, 1978, p. 579.

À propos d'un autre acteur vietnamien susceptible de prendre le gouvernail du Vietnam voyons le VNQDD. Le parti nationaliste et anticommuniste est un acteur qui pourrait appartenir aux deux catégories : alors qu'il est anti-français et certainement patriotique, le VNQDD s'inscrit dans l'acceptation de la domination sous la forme d'un système d'État-mandala. Formellement, le VNQDD souhaite être maître sur son territoire sans devoir partager le pouvoir avec un pays impérialiste, mais accepte l'influence culturelle de la Chine, se basant notamment sur les textes de Sun Yat-sen pour légitimer les bienfaits d'une alliance avec la Chine.¹¹⁵ La question qui se pose est de savoir si ce retour vers une répartition du pouvoir archaïque est dû au fait que le VNQDD n'avait pas de réelle aspiration à diriger le pouvoir, ou est-ce dû au fait que l'influence chinoise dans le parti même est si importante que l'idée d'autonomie disparaît en faveur d'une dépendance de la Chine. Personnellement, je pense que c'est une distanciation de l'impérialisme occidental et le fait de se rendre compte qu'il serait impossible de créer un gouvernement fonctionnel en 1945-1946 avec les effectifs à sa disposition. C'est aussi pour cette raison que le VNQDD est un acteur anti-colonial et patriotique plutôt que colonial et hégémonique, même si l'acceptation de l'influence de la Chine, et par conséquent le fait d'en devenir le garant, pouvait être interprétée comme approuvant une politique hégémonique.

Hégémonique/colonial

La catégorisation est inévitable, voire prévisible : la France est un acteur colonial au Vietnam. Comme l'exemple laisse douté, cette catégorie de hégémonique/colonial regroupe des acteurs qui cherchent soit à conserver leur influence coloniale ou à prendre influence sur un territoire qui n'est pas le leur. Même si certains membres de la Résistance ou du gouvernement provisoire ont douté du possible retour de la France en Indochine, une grande partie s'était vue légitime à reprendre les rênes du Vietnam après la capitulation japonaise. Avec la coopération de la Grande-Bretagne, la France (re)trouva rapidement pied au Vietnam du Sud, puis pouvait se permettre de commencer des opérations en direction du Vietnam du Nord. Cette importance que la France accorda à un retour au Vietnam était motivée par la politique économique et internationale : le Vietnam était une pièce maîtresse de l'économie de la France, elle était le producteur de caoutchouc mais aussi un pays importateur de beaucoup de produits français. Sur le plan international, le retour de la France dans ses colonies pouvait être vu comme le retour d'une France prestigieuse. La France voulait également éviter d'avoir des territoires sous mandat d'un allié, ce qui pouvait laisser entendre que la France (de Vichy) fut un perdant après la Seconde Guerre mondiale. La France avait donc tout

115 James P. Harrison: *The Endless War : Vietnam's Struggle for Independence*. Columbia University Press, 1989, p. 81

intérêt à retourner en Indochine, devenue le Laos, le Cambodge et le Vietnam. Elle était ainsi un acteur colonial et hégémonique susceptible d'utiliser des méthodes impérialistes pour faire prévaloir ses intérêts.

Les autres acteurs aux motifs coloniaux ou hégémoniques étaient Bảo Đại et les sectes religieuses. Même si Bảo Đại et ces sectes n'avaient pas de politique commune, les deux acteurs se regroupaient autour de la France ou du Japon pour conserver leur pouvoir et cimenter leur influence sur une petite partie du territoire. Bảo Đại créa un gouvernement soutenu par et en collaboration avec les Japonais, puis abdiqua pour devenir conseiller auprès du gouvernement de Hồ Chí Minh, et finalement reprendra les rênes du Vietnam du Sud après l'accord de Genève en 1954. Les sectes s'établissaient grâce à la crise économique entre les deux guerres mondiales puis offraient une résistance contre les Japonais et les Français puis, tel un renégat, se tournaient contre le Viet Minh et supportaient l'occupation française. Certes, elles n'avaient pas de politique internationale propre et n'eurent aucun rôle dans les négociations internationales. Néanmoins, grâce à leur pouvoir local profondément ancré dans la population, elles pouvaient devenir des acteurs importants lorsque le pouvoir de l'État (vietnamien ou français) essayait de regagner contrôle du territoire du Vietnam.

Une certaine soif de pouvoir reste à aborder. C'est l'impérialisme de l'état vietnamien lui-même : si les états du Cambodge, du Laos et du Vietnam restent dans une fédération indochinoise, le risque que le Vietnam dominera cette fédération n'est pas à exclure. La région côtière était le centre de la population et de l'économie de l'Indochine. Avec une analyse de Wallenstein, le centre et la périphérie devient rapidement claire : le Vietnam avec les Kys de la Cochinchine et du Tonkin est le centre alors que les régions montagneuses ou difficile d'accès du Laos et du Cambodge sont les périphéries. Ce schisme se concrétise d'autant plus que le Vietnam se voit de plus en plus le représentant de la fédération indochinoise – sans avoir consulté les acteurs laotien ou cambodgien auparavant.

Similaire au cas japonais, les vietnamiens retrouvèrent leur politique expansionniste d'avant la colonisation française, lorsque la dynastie de la cour d'Annam avait colonisé une grande partie de ce qu'était l'Indochine sous l'administration française.

Partie III – Les acteurs secondaires et leurs motifs

Britanniques

L'influence britannique était surtout focalisée sur la partie sud du pays, puisque c'était le territoire qui leur avait été confié. La façon dont le commandement britannique avait attaqué la situation était très différente de celle du commandement chinois, détails qui permettent de mettre en évidence leur contraste.

En effet, le contraste le plus éminent est le fait que la Chine avait dû appliquer sa politique au Vietnam par nécessité, alors que la Grande-Bretagne avait pu choisir quelle sorte de politique le commandement des troupes dans le sud du pays pouvait appliquer. Certes, elle n'avait pas une totale liberté de choix, mais dans un degré considérablement plus large que son homologue au nord du Vietnam. Le grand point commun pour les deux puissances militaires fut le fait qu'elles avaient des ordres limités de la part de leurs supérieurs et par conséquent, nombre de leurs décisions et évaluations de la situation avaient influencé la politique de l'ensemble du pays.¹¹⁶ Parfois, même, les décisions du commandant sur place furent à l'encontre de ce que voulait être la politique prévue par le commandement militaire autour de Lord Mountbatten. Pour simplifier l'analyse, je vais commencer par aller d'un point de vue global, donc décrire la mission que les Nations unies ont confiée à la Grande-Bretagne pour ensuite étudier les relations du major-général Douglas D. Gracey entre d'un côté les Vietnamiens mais aussi ses supérieurs pour finalement analyser l'implication de ces relations sur la situation au Vietnam ainsi que dans le contexte des relations entre les États européens.

La raison principale de la présence des troupes britanniques en 1945 au Vietnam du Sud était un mandat donné lors de la conférence de Potsdam où les Alliés avaient décidé de se répartir les tâches de désarmer les troupes japonaises et de les rapatrier tout en prenant la relève du maintien de l'ordre dans ces pays. Alors que beaucoup d'anciennes colonies avaient rejoint la Résistance et le mouvement de Charles de Gaulle, la colonie d'Indochine fut envahie par le Japon et, conséquemment, tomba sous la responsabilité de la Grande-Bretagne et de la Chine. Le cas de la Chine sera discuté en détail dans la partie suivante, je vais me focaliser sur le cas de la Grande-Bretagne.

116 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : *Journal of Contemporary History*, 2005, p. 115-116.

À la suite de l'ampleur des opérations après la capitulation du Japon, le commandant des troupes en Asie du Sud-Est, Lord Mountbatten décida de les concentrer sur les territoires des colonies britanniques.¹¹⁷ Le général en charge pour l'ensemble du territoire au sud du 16^e parallèle disposait d'un effectif de 1 800 soldats¹¹⁸ et Mountbatten décida donc rapidement de limiter la mission confiée à la Grande-Bretagne au strict minimum. Le major-général Gracey avait trois directives : garder l'ordre à Saïgon et quelques autres *key areas* ainsi que de rapatrier les soldats japonais – en aucun cas de se mêler des affaires internes entre les Vietnamiens et les Français. En effet, des problèmes locaux commençaient à voir le jour dans l'ensemble du sud du pays à la suite de la période de vide d'autorité absolue entre le moment de la capitulation japonaise (août) et l'arrivée des troupes britanniques (septembre). De plus celles-ci ne tentèrent pas de prendre le contrôle du *hinterland*, donnant un refuge parfait pour des groupes qui essayaient de profiter de cette fenêtre pour installer leur hégémonie.¹¹⁹ La position de la Grande-Bretagne pour désigner le favori pour prendre contrôle de l'Indochine après la démilitarisation n'avait pas encore de réponse officielle, ce qui se traduit par le choix britannique d'éviter de se mêler des affaires internes du pays. Gracey était donc confronté à une situation épineuse au sein de laquelle il devait instaurer son autorité très rapidement.

Le major-général Gracey est une autre figure indispensable à la compréhension de la situation de la Grande-Bretagne et ainsi apporter des informations sur le conflit entre la France et Vietnam. Gracey était souvent décrit comme quelqu'un de direct manquant d'antipathie, ce qui n'est pas un avantage dans un Vietnam du Sud où des mouvements nationalistes avaient la possibilité de s'implanter après la capitulation du Japon et alors que les colons français souhaitaient se venger pour avoir été emprisonnés durant la Seconde Guerre mondiale.¹²⁰ Mais il serait injuste et trop simple de faire reposer toutes les accusations sur le major-général à cause de son manque de tact et son favoritisme pour un retour des forces françaises au Vietnam. Gracey était sous la pression de Mountbatten qui souhaitait conserver son aura sans utiliser des troupes indiennes dans un pays frontalier pour des raisons simples : cela aurait apporté du combustible supplémentaire à l'incendie qu'était la politique coloniale en Inde. Avec un faible effectif à disposition et une tâche à accomplir disproportionnée, le major-général Gracey décida donc d'utiliser les forces japonaises au Vietnam pour maintenir l'ordre. Cette décision amènera beaucoup de conflits avec la population locale mais aussi du point

117 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : Journal of Contemporary History, 2005, p. 124.

118 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : Journal of Contemporary History, 2005, p. 119.

119 Ce point est décrit en détail dans ma description des acteurs vietnamiens.

120 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : Journal of Contemporary History, 2005, p. 115 et 118.

de vue international. Dans le fond, Gracey avait un certain désintérêt pour la situation : il souhaitait que la France reprenne les rênes du Vietnam et ne souhaitait s'attarder au sud du Vietnam. C'est pour cela que lorsque la situation s'aggrava et que les attaques armées s'accumulèrent, le major-général décida de promulguer la loi martiale.¹²¹ Cette loi martiale eut surtout pour effet d'accorder plus de sécurité aux combattants français non-réguliers afin d'acquérir des armes et tenter un coup d'État à Saïgon. Celui-ci est à mettre au bénéfice de deux camps : les Français, car ils peuvent prendre le contrôle de Saïgon et *de facto* le pouvoir dans le sud du Vietnam ; et les Britanniques car les troupes françaises sont alors responsables de la sécurité interne. En effet, peu après le coup d'État, les troupes du général Leclerc arrivent à Saïgon pour intensifier la présence française.¹²²

Finalement, cet imbroglio entre le major-général Gracey, les colons français et les Vietnamiens eut une répercussion sur la politique internationale en Europe. En effet, même si officiellement la Grande-Bretagne n'avait pas de directives pour faire revenir la France au Vietnam du Sud, le raisonnement officieux était de créer des contacts cordiaux avec la France. La Grande-Bretagne espérait s'appuyer sur une autre voix, dans la question coloniale après la Seconde Guerre mondiale, qui aurait des opinions similaires.¹²³ Laisser la France reprendre les rênes dans le sud du Vietnam envoya un signal clair sur la coopération franco-anglaise de l'après-guerre pour regagner le contrôle sur les colonies. Cela pouvait aussi être interprété comme étant un signal selon lequel les nouvelles notions comme la détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes n'étaient pas encore intégrées à la politique des anciennes forces impériales. Cette tournure politique était surtout soutenue par Harry Truman qui souhaitait des pays européens forts et ralliés autour du pacte américano-britannique.¹²⁴

121 John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain Allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : *Journal of Contemporary History*, 2005, p. 120.

122 Geraint Hughes : A 'Post-war' War : The British Occupation of French-Indochina, September 1945–March 1946. Dans : *Small Wars and Insurgencies*, 2006, p. 275.

123 United States of America : *Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers. The Conference of Berlin (The Potsdam Conference) 1945 (In Two Volumes), Volume I*. Government printing office, 1960, p. 918 et Geraint Hughes : A 'Post-war' War : The British Occupation of French-Indochina, September 1945–March 1946. Dans : *Small Wars and Insurgencies*, 2006, p. 265 et 271.

124 Geraint Hughes : A 'Post-war' War : The British Occupation of French-Indochina, September 1945–March 1946. Dans : *Small Wars and Insurgencies*, 2006, p. 266.

Américains

La politique américaine prit un des virages les plus secs avec la mort de Franklin D. Roosevelt : alors que sous Roosevelt la politique internationale était faite sur-mesure par le président lui-même, ce qui lui permit d'intégrer nombre de ses propres convictions dans la politique, Harry Truman, son successeur, laissa en revanche son administration et les canaux conventionnels reprendre le dessus dans la politique internationale.¹²⁵ Après la mort de Franklin D. Roosevelt, Harry Truman n'hérita pas seulement des États-Unis mais aussi de l'ombre du président défunt.¹²⁶ Cette ombre l'accompagnait et lui montrait le chemin dans certaines questions d'affaires étrangères. C'est surtout sur la question de l'Indochine, ou plutôt du Vietnam, et du retour des forces françaises que les idées de Roosevelt furent importantes pour comprendre ce que Truman essaya d'accomplir lors du début de son mandat. Bien sûr, plus on s'éloigne de la mort de Roosevelt plus Truman commence à prendre ses propres décisions et notamment réévaluer la position américaine vis-à-vis de l'URSS. Par ce biais, Harry Truman sympathisa avec le général de Gaulle et se fit à l'idée d'une France forte en tant que contrepoids en Europe.

Un autre facteur qui est déterminant pour comprendre la politique américaine après la Seconde Guerre mondiale était le fait que leur soutien aux forces ou États non européens prenait souvent une forme très discrète si les intérêts américains n'étaient pas directement concernés. Par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, les Américains avaient pris le contrôle des Philippines et des bases japonaises. En revanche, la politique américaine était plutôt d'assister le gouvernement chinois, qui avait d'autres questions plus urgentes à régler, en mer de Chine méridionale. Cette négligence laissa de la place aux forces coloniales européennes pour se disputer les territoires.¹²⁷ Les grands atouts de la politique des États-Unis (et de l'Union soviétique) étaient le prestige dont le gouvernement américain avait pu bénéficier vers la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour plusieurs journaux vietnamiens, les États-Unis étaient les gagnants de la Seconde Guerre mondiale et beaucoup d'attention était portée à leur politique internationale.¹²⁸ Ce prestige, ou plutôt cette image, que les États-Unis se sont donné comme étant les libérateurs des peuples opprimés, prit une ampleur plus importante que voulue lorsque le major Patti atteignit Hanoï pour la première fois. En effet, l'intérêt que les États-Unis ont montré pour les Philippines pouvait laisser croire que l'histoire allait se

125 Sally Burt : *High and Low Tide : Sino-American Relations and Summit Diplomacy in the Second World War*. Dans : *Diplomacy & Statecraft*, 2018, p. 169.

126 Stein Tønnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991, p. 255.

127 Stein Tønnesson : *The South China Sea in the Age of European Decline*. Dans : *Modern Asian Studies*, 2006, p. 20.

128 David G. Marr : *Vietnam : state, war, and revolution, 1945-1946*. University of California Press, 2013, p. 260-261.

répéter avec le Vietnam du Nord. Le Major Patti arriva à Hanoï deux semaines en avance sur ses homologues chinois.¹²⁹ Ses propos et réponses à diverses interviews avaient laissé supposer le choix pour l'indépendance vietnamienne et contre le retour des Français au Vietnam. Mais alors que Hồ Chí Minh essayait d'utiliser le major Patti pour contacter le président Truman, aucune des lettres n'avait été transmise ou reconnue.¹³⁰ Il y avait donc une dichotomie entre le représentant américain sur place et la position ou protocole de l'armée américaine. Il faut aussi ajouter à cela que le représentant de la France, Jean Sainteny, fut très froissé par les déclarations du major Patti, ce qui ne facilita pas la situation.¹³¹

D'autant plus qu'avec la mort de Franklin D. Roosevelt et le transfert des pouvoirs à Henry Truman, la politique des États-Unis au Vietnam se voit modifiée. Même si cette transformation de la position des Américains se déroula sur une durée de plusieurs mois, la politique prit un virage à 180° entre une position pour l'indépendance et contre le retour des Français au Vietnam vers une politique de support pour la France et contre l'indépendance vietnamienne. Ce fut notamment le cas lorsqu'avec l'arrivée du général Philip Gallagher à Hanoï, qui avait ordre de faire venir les forces françaises au Tonkin, la politique américaine était en contradiction avec le mirage créé par major Patti.¹³²

Même si par définition les Nations unies n'étaient pas une institution dirigée par un seul pays, il n'est pas si absurde de les classer comme un organe d'hégémonie des États-Unis d'Amérique dans ce contexte et cette période. La vision des États-Unis se fondait surtout sur le travail de Franklin D. Roosevelt et de Cordell Hull.¹³³ L'importance des Nations unies, dans le cas du Vietnam, était surtout le fait qu'on y retrouve la promesse que les peuples opprimés pouvaient et avaient le droit de gagner l'indépendance. Dans le cas de la *realpolitik* du moment, les Nations unies définissaient qui seraient les voix puissantes de l'après-guerre. En effet, même si dans un contexte mondial les efforts de guerre de la Chine n'étaient pas mesurables avec ceux de l'Union soviétique, des Britanniques ou des Américains, le rôle que Roosevelt accordait à la Chine était surtout de faire contrepoids à l'Union soviétique dans l'après-guerre.¹³⁴ Il est important de mettre ce partenariat en avant, car avec l'avancée des troupes japonaises en Asie du Sud-Est, les mouvements de décolonisation (ou plutôt anti-britanniques) s'enflammaient et la puissance de la Grande-Bretagne

129 David G. Marr : *Vietnam : state, war, and revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 285-286.

130 David G. Marr : *Vietnam : state, war, and revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 285-286.

131 Stein Tonnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991, p. 313-314.

132 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 286.

133 Sally Burt : *High and Low Tide : Sino–American Relations and Summit Diplomacy in the Second World War*. Dans : *Diplomacy & Statecraft*, 2018, p. 168.

134 Sally Burt : *High and Low Tide : Sino–American Relations and Summit Diplomacy in the Second World War*. Dans : *Diplomacy & Statecraft*, 2018, p. 172.

de l'après-guerre fut remise en question.¹³⁵ Mais le plan de Roosevelt devenait de plus en plus invalide car la guerre civile en Chine était inévitable. Cette idée d'une Chine puissante en Asie pour faire ce contre poids devint une utopie.

La Grande-Bretagne comprit que les deux étoiles montantes seraient les États-Unis et l'Union soviétique, ce qui mettait encore plus de pression sur leur politique vis-à-vis des colonies. En revanche, par l'influence personnelle de Roosevelt sur les dirigeants britanniques et soviétiques, la place de la Chine à la table des « vainqueurs » dans l'après-guerre était assurée. Cela permit à la Chine, dans le cas du Vietnam, d'être commissionnée pour le mandat du Vietnam du Nord. On n'y retrouva pas une reconnaissance du mouvement de résistance contre les Japonais et ainsi la reconnaissance d'un peuple opprimé qui aurait le droit de disposer de lui-même.

Le fait que ni les États-Unis ni les Nations unies n'aient reconnu le Vietnam après la capitulation japonaise ne se laisse en aucun cas expliquer par le fait que Truman n'était pas au courant de l'existence des mouvements anti-coloniaux au Vietnam. Durant la Seconde Guerre mondiale, les services secrets des États-Unis avaient aidé les combattants Viet Minh avec des informations et du matériel durant leur phase de lutte contre les Japonais.¹³⁶ L'explication de cette situation se trouve plutôt dans la symbolique que les deux acteurs avaient de l'autre : alors que pour les États-Unis les mouvements anti-français et anti-japonais furent des mouvements de résistance dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, l'arrivée des États-Unis représentait une libération du joug colonial et une chance de devenir un État libre pour les Vietnamiens.¹³⁷

Chinois et Japonais

L'acteur chinois fut la Chine nationaliste de Chang Kai Check. La Chine n'était pas encore devenue la Chine de Mao Zedong, un pays communiste. Les intentions de Chang Kai Check étaient donc d'éviter un pays communiste sur son flanc sud alors que son propre pays expérimentait une montée du communiste et remettait son pouvoir en question.¹³⁸ De plus, pour des simples questions de stratégie hégémonique, la Chine voulait nettoyer son arrière-cour et éliminer l'influence européenne dans les États qui l'entouraient. Dans le cas de l'Indochine, ou plutôt le Vietnam, le gouvernement de la Chine eut une chance de consolider son influence en ayant l'ordre, après la conférence de

135 Gottfried Niedhart : *Internationale Beziehungen. 1917-1947*. Schöningh, 1989, p. 153.

136 Robert D. Schulzinger : *A Time for War : the United States and Vietnam, 1941 – 1975*. Oxford University Press, 1997, p. 16.

137 Robert D. Schulzinger : *A Time for War : the United States and Vietnam, 1941 – 1975*. Oxford University Press, 1997, p. 20-21.

138 Herbert Feis : *Churchill-Roosevelt-Stalin : The War They Waged and the Peace They Sought*. Princeton University Press, 1970, p. 247.

Potsdam, de gouverner le nord du Vietnam. Elle gagna ainsi la possibilité d'être sur place avec des troupes. Mais l'armée chinoise n'utilisa pas seulement les méthodes et possibilités qui venaient avec une occupation d'un territoire, elle tenta de fortifier son influence en achetant des fonds de commerce ainsi que de l'immobilier. Pour se faciliter la tâche, l'armée chinoise imposa donc, sur le territoire contrôlé, des taux de change monétaires qui atteignaient jusqu'à cinq fois le taux de change habituel, donnant ainsi un avantage aux détenteurs de monnaie chinoise : les officiers chinois. Ces officiers avaient accès à des capitaux extraordinaires et pouvaient donc racheter des commerces dans le Tonkin.¹³⁹

Cette volonté de prendre le contrôle du territoire vietnamien peut s'expliquer par la longue histoire d'influence chinoise : des marchands mandarins étaient installés depuis des siècles au Vietnam, et le système était tributaire dans le contexte des États-mandala.

Avant de continuer sur l'influence chinoise au Vietnam, il est important de jeter un regard sur la situation dans laquelle se retrouva la Chine elle-même lors de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le pouvoir central nationaliste était en train de s'écrouler sous la pression de l'effort de la guerre civile et de la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'à cause la force grandissante de la conquête par les forces communistes de Mao Zedong.¹⁴⁰ Quand le Nord du Vietnam risquait de tomber sous la main des communistes, la Chine essaya donc de repousser ce front supplémentaire dans leur guerre civile contre la montée de Mao Zedong. D'un autre côté, ce fut seulement lors de la conférence du Caire en 1943 que la Chine était présente autour la table des Alliés. La raison derrière cette retenue d'impliquer le gouvernement chinois auprès des Alliés était surtout liée au fait que Joseph Staline souhaitait une division de la Chine entre nord et sud pour laisser place à deux nations communiste et nationaliste. Néanmoins, cet exemple a pour but de démontrer la situation dans laquelle la Chine de Chang Kai Chek se retrouva : son gouvernement devait regagner sa place dans les rangs auprès des États-Unis, de l'URSS et de l'Europe mais aussi au sein de l'Asie pour retrouver sa place hégémonique.¹⁴¹

D'un point de vue plus local, sur le territoire même du Tonkin, c'est le général Lu Han qui assumait les fonctions du représentant de la Chine au Vietnam. Après que l'armée chinoise a montré sa volonté d'honorer la tâche qui lui a été confiée, Hồ Chí Minh intensifia les contacts avec son homologue chinois. Le général était aussi le gouverneur du Yunnan à ce moment-là province chinoise adjacente au Tonkin. À cause de cette connexion de proximité et politique, plusieurs des partis nationalistes indochinois eurent des relations avec des bienfaiteurs chinois. Ces relations

139 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 149-150.

140 Robert Watson : Britain, the United States and the Civil War in China, 1946–47. Dans : *Civil Wars*, 1998, p. 53.

141 Herbert Feis : *Churchill-Roosevelt-Stalin : The War They Waged and the Peace They Sought*. Princeton University Press, 1970, p. 253 et 270.

n'étaient pas récentes puisque le Vietnam faisait partie du système tributaire de la Chine. Généralement, le Vietnam formait une société fortement influencée par la sinosphère. La raison pour laquelle les troupes chinoises entrèrent seulement après la capitulation du Japon au Vietnam était plutôt une décision pratique plutôt qu'idéologique : au moment où une invasion du Tonkin aurait pu être envisageable, l'armée chinoise manquait de troupes disponibles.¹⁴² Après la capitulation, la Chine prit une position de force grâce à une connexion avec les Mandarins sur place et les partis nationalistes qui supportaient la position chinoise. À la différence des forces britanniques ou américaines, la Chine avait une présence sur le territoire du Vietnam et pouvait facilement influencer l'opinion publique.

Lu Han avait donc une bonne position pour instaurer un État en faveur de la Chine nationaliste, apporter une aide dans son combat contre Mao Zedong et repousser l'influence européenne loin des frontières de la Chine. L'idée initiale fut simple mais la réalisation s'avéra plus difficile. Lorsque Lu Han arriva à Hanoï, la République démocratique du Vietnam avait déjà un gouvernement fonctionnel qui avait la possibilité de garantir la sécurité de la population, rendant ainsi la mission du général chinois futile. Lu Han décida de ne pas remplacer le gouvernement de la RDV par un gouvernement militaire mais plutôt de collaborer avec le gouvernement vietnamien. À cause de cette décision, Lu Han se retrouva face à un dilemme : laisser au gouvernement vietnamien assez de liberté ou imposer la volonté chinoise sur le territoire au nord du 16^e parallèle.¹⁴³

De plus, le commandant chinois se trouva face à un dilemme supplémentaire lors de la conférence du 6 mars 1946. D'un côté, Lu Han était en faveur d'un État indépendant du Vietnam et d'une décolonisation française mais, d'un autre côté, avec les troupes françaises qui devaient débarquer à Haiphong, ville portuaire à cent kilomètres de Hanoï, le risque d'un éclat de violence était fortement probable.¹⁴⁴ Le commandement chinois laissa donc jouer un peu ses muscles et arriva à faire pression sur Jean Sainteny et Hồ Chí Minh lors de la conférence, arrivant à une sorte d'entente. Cette entente permit à la Chine de retirer ses troupes dans un délai respectable tout en gardant une certaine influence sur le territoire grâce à la participation de partis vietnamiens sinophiles.

Cette partie est intitulée « Chinois et Japonais » mais pourtant, après avoir lu la partie « Britanniques », le titre devrait être « Britanniques et Japonais ». Au contraire, il y avait une certaine similitude entre la Chine et le Japon en ce qui concernait le Vietnam. Même si leurs buts divergeaient, la manière de procéder était similaire : l'un et l'autre essayaient de gagner le contrôle

142 Stein Tonnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991, p. 54.

143 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict*. Dans : *Vietnam, War & Society*, 2008, p. 33-34.

144 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict*. Dans : *Vietnam, War & Society*, 2008, p. 35.

par le biais du soutien des mouvements nationalistes contre les Français.¹⁴⁵ Dans un but de fortifier sa position durant la Seconde Guerre mondiale, le Japon entretient de nombreuses relations cordiales avec des groupements et mouvements politiques indochinois anti-français. Ces relations furent conservées après la Seconde Guerre mondiale, entraînant un taux élevé de déserteurs japonais parmi les rangs Viet Minh.¹⁴⁶ Les premières troupes des Viet Minh sous les ordres de Võ Nguyên Giáp ont été armées avec l'aide des militaires japonais¹⁴⁷ dans le but de se défendre contre un retour des Français comme cela a été le cas dans la partie sud du pays sous les ordres du commandement britannique.

Regroupement des motifs

Après avoir vu les acteurs en détail et expliqué les différents mécanismes ou séries d'événements qui ont amené ces acteurs à agir de la façon décrite ou perçue, il convient de regrouper leurs motifs dans un but de trouver des similitudes entre chacun d'eux. Même si les motifs des acteurs ont été déjà décrits dans leur présentation, il est néanmoins important de les mettre en parallèle pour distinguer une certaine synergie ou au contraire des mouvements opposés. Même si dans ce regroupement il m'est difficile de plonger en détail dans chaque facette de chaque acteur, et que je suis conscient du fait que les acteurs n'ont jamais été des blocs homologues qui agissaient de la même façon ; c'est le point qui a été abordé dans le chapitre précédent. Aussi le nom des deux catégories choisies a des significations très similaires. Au fond, une forme de colonisation est une aspiration hégémonique et le fait de soutenir un mouvement anti-colonial ne signifie pas automatiquement que l'idée d'indépendance est soutenue. Néanmoins, considérons la distinction entre anti-colonial et hégémonique comme étant suffisante pour marquer le point entre un retour à un stade pré-Seconde Guerre mondiale (stade colonial) et un stade où l'oppression est toujours autant présente mais sous une forme plus discrète. Il faut se souvenir de la référence à ce changement de *Zeitgeist* que certains États avaient connu et d'autres non. Comme le décrit Raymond Betts, l'idée de dominer une partie du globe n'a pas disparu avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les nouvelles forces montantes se sont aperçu que l'utilisation d'acteurs non gouvernementaux tels que des institutions ou des entreprises internationales avait des avantages. La domination ne se faisait plus par la force mais plutôt par la transformation des marchés pour ces

145 Gottfried Niedhart : *Internationale Beziehungen. 1917-1947*. Schöningh, 1989, p. 154.

146 Christopher E. Groscha : *Belated Asian Allies : The Technical and Military Contributions of Japanese Deserters, (1945-50)*. Dans : Marilyn Young et Robert Buzzanco (Eds.) : *A Companion to the Vietnam War*. Blackwell, 2002, p. 37-38.

147 Christopher E. Groscha : *Belated Asian Allies : The Technical and Military Contributions of Japanese Deserters, (1945-50)*. Dans : Marilyn Young et Robert Buzzanco (Eds.) : *A Companion to the Vietnam War*. Blackwell, 2002, p. 41.

nouveaux États devenus « indépendants »¹⁴⁸. L'analyse de Betts se fonde sur l'ensemble du processus de décolonisation après la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui permet une perception plus approfondie du développement. Dans le cas du Vietnam, tout au début de cette phase, il est encore très difficile de déterminer le résultat auxquels les nouveaux États pouvaient s'attendre.

Un autre point qui rend cette distinction intéressante est le fait que les acteurs secondaires n'ont pas de revendications territoriales par exemple la RDV ou la France. Par ce fait, tous les autres acteurs se limitèrent à une prise d'influence. Les attentes et les demandes des acteurs secondaires allaient donc limiter le Vietnam, mais aussi la France, dans leur liberté de mouvement concernant la navigation autour de la question de l'indépendance et d'empire colonial.

Anti-colonial

Même si tous les acteurs avaient l'intention de dominer ou d'étendre leur pouvoir, il est possible de faire une différenciation entre certaines politiques anti-coloniales et hégémoniques.

Dans la catégorie anti-colonial, les États-Unis sont un cas exemplaire : non seulement la politique des États-Unis sous Roosevelt était claire vis-à-vis du retour des empires dans les anciennes colonies, mais aussi l'image que les États-Unis se donnaient en tant que libérateurs des peuples opprimés était un facteur important dans l'impact des États-Unis sur les colonies.¹⁴⁹ Comme décrit dans la partie précédente sur les États-Unis, leur politique a connu un certain changement après la mort de Roosevelt. L'image de leur politique construite durant la Seconde Guerre mondiale fut préservée mais le contenu changea. Cette dichotomie porte à confusion dans la classification de leur politique. C'est pour cette raison que même si vers 1946 les États-Unis avaient une position qui se rapprochait de plus en plus de la position hégémonique, je continue à considérer les États-Unis comme étant anti-coloniaux.

Comment se concrétisa leur motif ? Et quels étaient les aboutissements pertinents pour ce sujet ?

Le premier indice qui marqua la politique anti-coloniale américaine fut le fait que l'Office of Strategic Services (OSS) décida de soutenir des combattants nationalistes au Vietnam. Même s'il faut ajouter un grain de sel à cela, ce support était concentré durant la période où le Japon avait remplacé le gouvernement vichyste en Indochine et que la Résistance française s'était entièrement dissoute. En effet, alors que dans l'opinion des forces américaines, les Vietnamiens étaient suffisamment organisés pour lutter contre les Japonais, en aucun cas le commandant américain

148 Raymond F. Betts : *Decolonization. Second edition.* Routledge, 2004, p. 66-68.

149 United States of America : *Foreign Relations of the United States, 1946. Volume III, The Far East.* Government printing office, 1971, p. 19.

Gallagher n'attribua les compétences d'un gouvernement aux Vietnamiens.¹⁵⁰ Avec cette opinion forte de la part du général qui était responsable des actions américaines en Chine en 1945 et figurait ainsi comme base pour la politique américaine, les motifs des Américains sont clairs et se résumaient à simplement soutenir le mouvement de lutte contre les envahisseurs mais ne s'étendaient pas au-delà. En revanche, Gallagher faisait confiance au général Lu Han pour s'occuper du désarmement et du rapatriement des troupes japonaises vers le nord du Vietnam.¹⁵¹ La présence, ou du moins l'investissement de forces, au Vietnam du Nord ne faisait donc aucun sens, car il n'y avait ni mouvements nationalistes à soutenir ni forces japonaises à désarmer. Les motifs des États-Unis sont donc diffus : d'un côté, ils soutenaient la lutte de certains groupements nationalistes mais d'un autre côté ils n'étaient pas convaincus que ces mouvements aboutiraient à un État fonctionnel.

Cette confusion était surtout due au poids idéologique que la politique des États-Unis portait avec elle : alors qu'avec le cas des Philippines, les États-Unis jouaient les libérateurs et accordèrent, en 1946, l'indépendance à l'État ; dans le cas du Vietnam, les États-Unis ne furent pas les libérateurs. La politique américaine s'adapta pourtant et tenta de devenir un médiateur entre les mouvements nationalistes et les colonisateurs.¹⁵² Cette nouvelle politique de neutralité combinée avec le fait que Truman montrait une certaine affection pour des pays européens forts afin de faire front au communisme soviétique ne dépeignait pas une situation favorable pour les mouvements nationalistes dans les colonies.

Un autre acteur qui est similaire aux États-Unis était les Nations unies qui devaient être par défaut en faveur d'une décolonisation et d'un mouvement nationaliste. Néanmoins, il faut reconnaître qu'en 1945 et 1946 les Nations unies n'étaient pas plus que cette bonne volonté, animées comme une marionnette par les États-Unis.¹⁵³ La plupart des motifs idéalistes des États-Unis se fondaient sur la Charte de l'Atlantique, c'est-à-dire les idées et convictions de Roosevelt. Les motifs de Roosevelt s'inspiraient d'une longue histoire d'anti-impérialiste de la part du peuple américain, et les décisions dans des conflits comme la crise du Suez ou la doctrine Monroe. Roosevelt voulait transmettre ces idéologies aux peuples asiatiques dans le but d'avoir un partenaire puissant pour

150 United States of America : *Foreign Relations of the United States, 1946. Volume III, The Far East*. Government printing office, 1971, p. 17.

151 United States of America : *Foreign Relations of the United States, 1946. Volume III, The Far East*. Government printing office, 1971, p. 16.

152 Marc Frey : *Dekolonisierung in Südostasien. Die Vereinigten Staaten und die Auflösung der europäischen Kolonialreiche*. Oldenbourg Verlag, 2006, p. 91.

153 United States of America : *Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers. The Conference of Berlin (The Potsdam Conference) 1945 (In Two Volumes), Volume I*. Government printing office, 1960, p. 917.

l'après-guerre¹⁵⁴ ; mais ce partenaire fut la Chine et non pas le Vietnam. Cette description peut apparaître trop simpliste. Cela est dû au fait que c'est les grandes lignes de la politique américaine. Un regard plus précis et plus locale dévoile une complexité qui n'est pas aussi monochrome. Un exemple de cette dichotomie se retrouva dans le cas du Vietnam : la lutte des Viet Minh contre les japonais et Vichy fut soutenu par l'Office of Strategic Services mais l'état du Vietnam ne fut pas soutenu dans leur conflit contre la France ou la Grande Bretagne. L'Amérique se trouva dans une situation difficile : leur allié prédestiné de l'après-guerre, la Chine, s'effondra sous le conflit contre les communistes et le Japon était hors de question. Les grandes lignes de la politiques américaines sont donc claire mais leur réalisation est un mélange diffus de tentatives d'installer leur influence.

L'influence des États-Unis sur la France se retrouvait dans le choix des mots lors du discours d'ouverture de la conférence de Brazzaville. Dans la première recommandation adoptée par la conférence qui portait sur l'organisation politique, le message était clair :

La constitution éventuelle, même lointaine, de *self-governments* [sic !] dans les colonies est à écarter.¹⁵⁵

Le choix du mot en anglais n'est pas le signe que la notion de *self-governments* n'est pas traduisible en français, au contraire, il faut y voir un signal pour les alliés anglophones selon lequel la France se positionnait contre les requêtes de la Charte de l'Atlantique.

Alors que dans la partie sur la rhétorique française je vais surtout me concentrer sur la signification de ce mot et l'implication de cette phrase, je veux prendre un moment pour l'utiliser en tant qu'exemple de l'influence américaine sur la politique française durant la Seconde Guerre mondiale. En effet, si on met la conférence de Brazzaville de Janvier/Février 1944 en contexte, la France n'avait pas encore signé la Déclaration des Nations unies et, de ce fait, la Charte de l'Atlantique non plus.¹⁵⁶ Néanmoins, lors de la conférence de Brazzaville les premiers signes que la politique américaine exerçait une certaine pression sur la France étaient visibles.

L'aboutissement de ces motifs était donc une sorte de dilemme qui masquait les intentions finales de la politique des États-Unis et des Nations unies. Avec leur aura de libérateurs, l'arrivée de conseillers américains était une étincelle d'espoir qui disparut aussitôt dans le néant. Même si la déclaration de l'indépendance du Vietnam fut fortement influencée par l'aide des services secrets américains, la présence durant 1946 s'affaiblit de plus en plus et laissa place aux autres acteurs.

154 Marc Frey : *Dekolonisierung in Südostasien. Die Vereinigten Staaten und die Auflösung der europäischen Kolonialreiche*. Oldenbourg Verlag, 2006, p. 90.

155 République Française : *La Conférence Africaine française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944*. Ministère des colonies, 1945, p. 32.

156 United Nations : *Yearbook of the United Nations 1946-47*. Department of Public Information, 1947, p. 1-2.

Hégémonique

La base de toutes les stratégies des acteurs secondaires est de garder un pied dans la porte et pouvoir exercer du pouvoir sur les acteurs primaires. Les trois acteurs, Chine, Grande-Bretagne et Japon sont donc similaires sur ce point ; leur manière de réaliser ce but diffère fondamentalement. Alors que la Chine et le Japon décident de soutenir des mouvements vietnamiens dans le but de repousser l'influence européenne en Asie, la politique britannique mise sur le retour français comme une sorte de projection de leur propre politique coloniale. Il faut souligner, dans le cas du Japon, qu'avec la capitulation et le châtement par les Alliés, le pays a disparu de l'horizon international. Néanmoins, durant le début de 1945, il s'efforçait d'étendre son hégémonie et pas seulement en envahissant les territoires.

Le Japon essaya de devenir un empire coloniale avec l'instauration de la colonie de Taïwan en 1895. Cet Empire avait des éléments de la conception d'empire basée sur l'exemple de la Chine mais intégra aussi des notions des Empires européens. Le résultat était un Empire hybride, un Empire qui pouvait apprendre de l'histoire des Empires européens et se focalisait sur l'Asie comme l'avait fait la Chine avant. Depuis, le Japon se trouva en concurrence directe avec les autres empires coloniaux autour de la mer de Chine méridionale, notamment la France avec l'Indochine. Pour combattre l'influence française sans devoir utiliser des troupes ou des stratégies visibles, le Japon décida de soutenir des mouvements politiques nationalistes dans le but d'affaiblir l'unité des colonies.¹⁵⁷ Ces mouvements politiques cherchaient donc à sensibiliser la population et ainsi démarrer la lutte contre la colonisation française. Dans le cas de répercussion par la sûreté française, les cadres des mouvements nationalistes pouvaient se réfugier dans l'Empire japonais.

La Grande-Bretagne entra en jeu lorsqu'elle fut mandatée pour gérer le désarmement dans la partie sud du pays après la conférence de Potsdam. Son motif se résuma à trois tâches à surmonter, notamment, le désarmement, la sécurité et le maintien de ses propres colonies ; mais si l'on considère le peu d'effectifs mis à disposition pour cette mission, la Grande-Bretagne ne planifiait pas de rester longtemps au Vietnam. Les troupes britanniques étaient surtout occupées par le désarmement des troupes japonaises et pour pallier le manque d'effectifs, des troupes japonaises étaient utilisées pour gérer la sécurité. La Grande-Bretagne ne montra pas une grande résistance lorsque la France fit entendre ses intentions de reprendre le Vietnam et le major-général en place décida de soutenir le retour des Français. En revanche, la Grande-Bretagne misa sur le soutien de la France dans la question de la décolonisation entreprise par Roosevelt. La Grande-Bretagne espéra

¹⁵⁷ Tran My-Van : Japan through Vietnamese Eyes (1905-1945). Dans : *Journal of Southeast Asian Studies*, 1999, p. 126.

qu'en d'étouffant dans l'œuf les mouvements nationalistes et anti-coloniaux au Vietnam elle éviterait que la situation dans les colonies britanniques dans l'Asie du Sud Est ne s'enflamme également.

Ce qui distingua la Chine de la Grande-Bretagne et du Japon est le fait qu'elle n'avait pas d'ambition de coloniser d'autres territoires. Il faut se rappeler la vision chinoise du monde où la Chine tient une place centrale et les pays adjacents sont intégrés dans la sinosphère sur la base du système des États-mandala. Son ambition était donc de regagner un contrôle culturel sur les territoires du Vietnam. Hồ Chí Minh en était clairement conscient, comme le démontre le passage suivant :

*The last time the Chinese came, they stayed a thousand years. [...] But if the Chinese stay now, they will never go.*¹⁵⁸

Le gouvernement chinois ne voulait pas seulement repousser l'influence loin de son centre mais aussi acquérir une hégémonie culturelle. Pour faire cela, le gouvernement chercha à intégrer le plus de membres du VNQDD possible dans l'organisation politique et économique du pays. C'est pour cela notamment que la Chine était autant intéressée par les accords entre le Vietnam et la France, car avec ces accords, elle allait conserver son influence après le retrait des troupes.

Partie IV – Le côté français des négociations

La conférence de Brazzaville

La conférence de Brazzaville est essentielle pour comprendre le déroulement des négociations qui s'ensuivirent. La conférence se déroula entre le 30 janvier et le 8 février 1944 à Brazzaville. Cette ville avait une grande importance pour l'histoire de la Résistance, car elle a été la capitale de la France libre entre 1940 et 1943. Pourquoi cette conférence a été donc importante pour l'Indochine ? Le raisonnement derrière cet argument est le suivant : les fonctionnaires et politiciens présents étaient à peu près les mêmes qui, six mois plus tard, furent confrontés au problème vietnamien. Il est donc relativement simple de tirer des parallèles entre la politique discutée lors de cette conférence et les solutions proposées au gouvernement de Hanoï. Pour soutenir ce point avant de retourner à la conférence de Brazzaville, je me permets d'énumérer les noms de quelques personnalités notables présentes lors de la conférence qui prirent part à la vie politique durant la période observée.¹⁵⁹

158 Stanley Karnow : *Vietnam : a History*. Penguin Books, 1991, p. 169. Cité dans : John Springhall : *Decolonization since 1945. The Collapse of European Overseas Empires*. Palgrave, 2001, p. 44-45.

159 Martin Shipway : *The Road to War : France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 1996, p. 11-12.

L'organisateur de la conférence de Brazzaville était René Pleven, commissaire aux Colonies, aux Affaires étrangères puis aux Finances du CFLN et de la GPRF. Il fut ensuite ministre de la Défense sous le gouvernement de Georges Bidault en 1949. René Pleven fut assisté par Henri Laurentie qui travaillait depuis 1943 avec lui. Henri Laurentie exerça ensuite la fonction de directeur des affaires politiques au ministère de la France d'outre-mer (anciennement ministère des Colonies) jusqu'en 1947. Une autre personnalité, Félix Gouin, était présente lors de la conférence de Brazzaville en tant que président de l'Assemblée consultative provisoire. Peu après la conférence, il obtiendra le poste de président de l'Assemblée constituante puis succéda à Charles De Gaulle à la tête du gouvernement de la GPRF en 1946. Entre 1946 et 1947, Félix Gouin était titulaire d'autres postes au sein des gouvernements suivants. Et enfin, un autre acteur Charles De Gaulle. Ces exemples soulignent la possibilité qu'il existait des parallèles entre la politique décidée lors de la conférence de Brazzaville et la politique menée lors des réunions franco-vietnamiennes.

Revenons sur la conférence en elle-même et ses solutions proposées au problème des colonies. Dans cette partie, je vais d'abord analyser les propositions faites lors de la conférence d'un point de vue général puis comment ces propositions sont applicables au Vietnam. Pour l'analyse des propositions, le rapport publié par le ministère des Colonies en 1945¹⁶⁰ et conservé à la Bibliothèque nationale de France est utilisé.

Les propositions ou recommandations que la conférence a adoptées et présentées ensuite peuvent être regroupées en trois grandes catégories : économique, politique et sociale.

L'économie des colonies devait recevoir des subventions pour les secteurs primaire et secondaire ainsi qu'une amélioration des infrastructures.¹⁶¹ Ces idées semblaient être influencées par le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt¹⁶², un programme de redressement économique qui permit aux États-Unis d'Amérique de sortir de la Grande Dépression des années trente. Le principe de ces réformes de *New Deal* était relativement simple : l'État fait un emprunt pour payer des travaux publics d'envergure, créant des emplois et distribuant de l'argent dans l'économie locale. L'avantage de subventionner des emplois dans les secteurs primaire ou secondaire est qu'une grande partie de la population peut bénéficier de cette aide et que l'argent disparaît rarement dans des marchés internationaux, aboutissant à une disparition des subventions non souhaitée par l'État.

160 République française : *La Conférence Africaine française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944*. Ministère des Colonies, 1945.

161 République Française : *La Conférence Africaine Française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944*. Ministère des colonies, 1945, p. 50-55.

162 Kevin Shillington : *History of Africa. Fourth Edition*. Read Globe Press, 2019, p. 416.

Le résultat souhaité est donc un redressement économique, et l'État peut repayer sa dette avec le surplus des impôts générés. La différence majeure entre le *New Deal* et les propositions de la conférence de Brazzaville fut que le *New Deal* était une politique pour et par le pays qui en profitait, alors que les propositions de la Conférence étaient des réformes octroyées par un pays colonisateur. Le *New Deal* visait un redressement le plus rapide possible, la Conférence en revanche promit des subventions dans des branches qui étaient d'une utilité vitale pour la colonie même.¹⁶³ Ainsi, non seulement la colonie pouvait connaître un redressement économique du fait des emplois créés mais aussi du fait que la colonie devenait moins dépendante des importations de produits. De plus, la population indigène devait être incorporée dans des positions de gestion pour fortifier le sentiment d'appartenance entre la population et les industries concernées.

Mais pourquoi la France était-elle intéressée par une croissance économique dans ses colonies ? Était-elle devenue altruiste et avait-elle décidé de faire de la *mission civilisatrice* une réalité ? Bien sûr que non, l'explication est bien plus rationnelle : si les colonies avaient une croissance économique, alors la France pourrait exporter les produits de la métropole. Les colonies deviendraient par les impôts une source de revenus supplémentaire pour la République.

Il faut voir cette explication comme un système à la Immanuel Wallerstein¹⁶⁴ ; le centre est la France métropolitaine et les périphéries sont les colonies. La semi-périphérie est constituée par des colonies avec déjà un haut taux d'industrialisation telles que l'Algérie ou l'Indochine. Dans un tel système, le centre a une production plus avancée et, par conséquent, le pouvoir économique, les semi-périphéries sont sous un statut transitoire dans lequel elles peuvent devenir un centre économique ou alors profiter de l'avancement technologique du centre. La périphérie, quant à elle, est un fournisseur en ressources naturelles et débouchés pour le centre. Ce déroulement des relations de marché est interrompu par la Seconde Guerre mondiale car, tout à coup, le centre n'avait que peu de possibilités de soutien et de produits à exporter dans les colonies.

Cette idée d'une colonie qui est économiquement indépendante a été réalisée par l'Empire du Japon dans sa colonie de Taïwan. En effet, après l'acquisition de Taïwan à la suite du traité de Shimonoseki en 1895, le Japon met en place des réformes du cadastre, des subventions dans les secteurs primaire et secondaire ainsi qu'une intégration progressive de la population indigène à des postes de gestion.¹⁶⁵ Le résultat est le rêve de n'importe quel empire colonial : en 1905, soit 10 ans

163 République Française : *La Conférence Africaine Française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944.* Ministère des colonies, 1945, p. 51.

164 Immanuel Wallerstein: *World-Systems Analysis. An introduction.* Duke University Press, 2004.

165 Ts'ai Hui-Yu Caroline: *Shaping Administration in Colonial Taiwan, 1895 –1945.* Dans: Liao Ping-hui und David Derwei Wang (Eds.): *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: History, Culture, Memory,* Columbia University Press, 2006, p. 97 - 98.

après l'acquisition, Taïwan devint financièrement indépendant du Japon et commence à lui verser le surplus de ses revenus. Sur le plan de l'indépendance politique, en revanche, Taïwan subit une assimilation culturelle agressive et toute tentative de résistance fut accompagnée par des massacres de population indigène.¹⁶⁶ Malheureusement il n'y a pas de traces écrites confirmant que les propositions lors de la conférence de Brazzaville s'inspiraient du régime colonial japonais à Taïwan. Néanmoins, cet exemple souligne la légitimité d'un tel programme économique qui a déjà prouvé son efficacité.

Les propositions que l'on peut regrouper en tant que propositions de réformes politiques prévoyaient une amélioration de la représentation des colonies au sein des institutions à Paris, ainsi qu'un certain degré d'autonomie dans les décisions prises dans les colonies elles-mêmes. Néanmoins, la conférence de Brazzaville fut très précise sur un aspect de ces réformes :

Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de *self-governments* [sic !] dans les colonies est à écarter.¹⁶⁷

Il faut donc faire une fine différence entre le *self-government* et l'autonomie que la conférence de Brazzaville promettait aux colonies. Avant de plonger plus profondément dans cette discussion sémantique, il est pertinent d'expliquer pourquoi le ministère des Colonies français a décidé de choisir le terme « *self-governements* » et non pas une expression en français. Le choix de l'anglais peut être vu comme une déclaration en rapport aux aspirations que ces deux déclarations (Charte de l'Atlantique et ONU) ont de commun : la reconnaissance des aspirations d'indépendance des minorités ainsi que le droit d'autodétermination des peuples.

Cet extrait permet un regard profond dans les motifs de la République française et sa politique envisagée pour les colonies. En effet, l'idée de donner plus de liberté aux peuples des colonies, d'employer de plus en plus d'indigènes dans les positions de gestion, de faciliter la représentation des intérêts des populations indigènes dans la politique française avait un prix : renoncer à l'autonomie. Pour les fonctionnaires présents lors de la conférence de Brazzaville, il y avait une différence entre l'autonomie et l'indépendance. C'est pour cette raison que les propositions faites en janvier et février 1944 promirent une indépendance économique et quelques libertés politiques, faisant cette fine différence entre indépendance dans la décision et autonomie ou *self-government*.

166 Paul R. Katz: Governmentality and Its Consequences in Colonial Taiwan: A Case Study of the Ta-pa-ni Incident of 1915. Dans: *The Journal of Asian Studies*, 2005, p. 399 – 400.

167 République Française : *La Conférence Africaine Française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944*. Ministère des colonies, 1945, p. 32.

Sur le plan culturel, les propositions de la conférence de Brazzaville étaient un mélange de politique d'assimilation culturelle et production d'une main-d'œuvre formée et entraînée pour la politique d'intégration économique. L'éducation était un élément clef de ces propositions, car le but était de créer une classe de population éduquée selon le modèle français qui permettrait de renforcer le pouvoir culturel que la France exerçait sur ses colonies.

Si on veut tirer une comparaison avec un paradoxe grec, le paradoxe d'Achille et la tortue est parfait : la France étant la tortue qui a un pas d'avance sur Achille. Pour que ce paradoxe fonctionne, il est impossible qu'Achille dépasse la tortue, la question est simplement quand Achille rattrapera-t-il la tortue ? Conséquemment, même si Achille avance à grands pas et se rapproche de plus en plus de la tortue qui avance à une vitesse bien inférieure, Achille ne pourra jamais complètement rattraper la tortue, car elle aura toujours un pas d'avance, aussi minime soit-il.

Cette allégorie représente l'assimilation culturelle des colonies : même si la population colonisée essayait de devenir française, elle ne sera jamais des Français. L'idée que la *mission civilisatrice* permet aux peuples colonisés de devenir des populations éclairées dans le style européen est un mythe qui ne peut jamais être réalisé.

La conférence de Brazzaville sera donc un leurre de liberté et d'indépendance. Dans les trois catégories, économique, politique et culturelle, la France a fait des propositions certes favorables à une certaine autonomie pour les colonisés, mais tout en définissant les frontières de leur liberté. Ces propositions formaient le squelette de l'Union française. Cette Union représentait le compromis que la France fit entre indépendance et l'ancien empire. C'était la version française du *Common Wealth*.

Dans le contexte de ce mémoire, cette conférence est importante pour deux raisons : c'est l'inverse du mythe de Charles de Gaulle en tant qu'« homme de Brazzaville », titre que la presse lui attribua lors de la décolonisation des pays africains des années soixante.

La deuxième raison est que c'est le fondement de l'Union française qui jouera un rôle important dans le chapitre suivant sur la conférence de Hanoï en mars 1946. La France n'avait qu'un gouvernement provisoire jusqu'en Octobre 1946 et dans les premières propositions de constitution durant la première partie de 1946, la définition de l'Union Française n'y figurait pas. La base de ce que serait l'Union Française est donc les recommandations formulées lors de la conférence de Brazzaville. Les révolutionnaires vietnamiens connaissaient l'Union française avant que celle-ci ne soit intégrée lors de la signature des accords Hô-Sainteny ; ainsi ils auront eu tout le temps nécessaire pour réfléchir à cette idée.¹⁶⁸

168 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 55.

Hanoï

Les accords de Hô-Sainteny à Hanoï étaient le résultat de négociations sur plusieurs mois. Dès que Jean Sainteny atterrit à Hanoï en Août 1945, il commença de trouver un moyen pour que la France puisse retourner au Vietnam. Comme déjà décrit, c'était surtout Hồ Chí Minh qui se distilla comme étant le partenaire centrale pour trouver un accord sur le retour de la France. Le document final qui devait définir les relations et les statuts du gouvernement vietnamien vis-à-vis la France et l'Indochine était primordiale pour pouvoir continuer à interagir.

Le 6 mars 1946 vit la signature des accords Hô-Sainteny, accords signés à Hanoï et sous une pression extraordinaire. Le lendemain, un télégramme circulaire fut envoyé à tous les postes diplomatiques de la République française dans lequel trois points étaient mis en avant :

1. Gouvernement français reconnaît République Viêt Nam comme État libre [...] faisant partie Fédération indochinoise Union française et s'engage à entériner décisions prises par populations consultées par référendum.¹⁶⁹
2. Gouvernement Viêt Nam se déclare prêt à accueillir amicalement armée française [...].¹⁷⁰
3. [...] Chacune des parties contractantes prendra toutes mesures nécessaires pour faire cesser sur-le-champ hostilités, [...] et créer climat favorable à ouverture immédiate relations amicales avec la France. Ces négociations porteront notamment sur relations diplomatiques Viêt Nam avec États étrangers, statut futur Indochine, intérêts économiques et culturels.¹⁷¹

Le premier point de ce télégramme montra dans quelles limites la République française était prête à reconnaître le Vietnam : seulement et uniquement dans la limite de l'Union française. Tant que le Vietnam restait dans l'Union française, la République française gardait les droits sur les institutions vitales et ainsi le contrôle sur l'Indochine. Pour utiliser une expression de Théodore Adorno, c'est le concept de la « liberté superficielle »¹⁷². Le deuxième aspect très important dans ce premier point est l'aspect du référendum : celui-ci sera source de conflits dans les discussions suivantes, car la République française essaya de le retarder alors que le gouvernement vietnamien souhaitait le plus tôt possible.

169 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 367.

170 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 367.

171 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 367.

172 David Frayne: *The Refusal of Work : the Theory and Practice of Resistance to Work*. Zed Books, 2015, p. 70.

Le deuxième point du télégramme est une entente sur le fait que les troupes françaises pouvaient entrer dans le nord du Vietnam qui jusque-là était sous le contrôle chinois par un mandat de l'ONU fondé sur une décision prise lors de la conférence de Potsdam.¹⁷³

Le début du troisième point est une référence à l'hostilité de la population vietnamienne envers les colons. Comme décrit dans la partie sur les acteurs vietnamiens, la plupart de ces acteurs sont anti-français et puisaient leur légitimité dans le fait d'être un mouvement anti-colonial ou anti-français. De plus, la fin du troisième point crée une possibilité d'ouverture de dialogue entre la France et le gouvernement Viet Minh.

Avant de continuer par l'analyse du résultat de la conférence de Hanoï, je souhaite porter l'attention sur la façon dont cette conférence s'est mise en place et comment elle s'est déroulée. Cette mise en contexte servira par la suite à discuter la légitimité et l'importance des deux partis lors de cette conférence. La France se trouva dans une position de force, car elle avait réussi à reprendre le contrôle sur la partie sud du pays après que les troupes britanniques s'étaient retirées ; et du point de vue de politique internationale, la France avait réussi à recevoir l'autorisation de débarquer dans le nord du pays¹⁷⁴, autorisant ainsi le début d'une campagne militaire française. Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, en revanche, se trouvait dans une situation plus épineuse : comme décrit dans la partie II de ce travail, le Vietnam avait des problèmes économiques en plus d'avoir à financer l'armée chinoise stationnée sur son territoire. Hồ Chí Minh devait réussir sur le plan politique pour calmer la population vietnamienne et garder le dessus dans le combat politique interne.

Les accords de Hanoï étaient le fruit des négociations commencées en décembre 1945 et qui étaient surtout fondées sur les échanges entre Hồ Chí Minh et Jean Sainteny. C'est pour cela que ces accords sont souvent désignés comme étant les accords Ho-Sainteny. Mais cette dénomination cache ou du moins fait disparaître involontairement un troisième acteur qui a joué un rôle important dans ces accords : le gouvernement de Chang Kai-Shek.¹⁷⁵ Dans ce chapitre, je vais me pencher sur l'importance des agissements chinois pour la France et les concessions faites pour le Vietnam. Dans ce but, il convient de décrire le déroulement des derniers jours avant les accords de Hanoï.

La Chine, mandatée par les Nations unies pour être stationnée dans le nord du Vietnam, et la France tentaient de trouver un accord pour que les troupes chinoises soient retirées et que le mandat soit ainsi terminé. La Chine souhaitait une garantie que son influence sur les territoires ou plutôt la

173 Philippe Devillers : *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 67-68.

174 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 41.

175 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 41.

politique dans la République démocratique du Vietnam soit conservée¹⁷⁶. Pour cela, la Chine demanda que le Vietnam ait son propre gouvernement, permettant ainsi celle-ci de garder son influence grâce à des partis nationalistes pro-chinois. Une fois que ces points étaient garantis, la France aurait le feu vert pour négocier avec Hồ Chí Minh. Le plan des Français, en revanche, était d'intégrer le Vietnam dans l'Union française et ainsi garder le contrôle sur les affaires étrangères et l'économie de leur colonie.

Le militaire français essaya donc d'organiser un guet-apens : la flotte était censée débarquer dans le port de Haiphong le 6 mars, jour de la signature des accords, dans le but de démontrer sa force. Le débarquement devint obligatoire, car seul le 6 mars la marée était assez haute pour que les navires français puissent entrer. Un retour n'était pas envisageable, car les réserves d'eau douce à bord n'étaient pas suffisantes pour un retour jusqu'à la base française. La France se lança donc dans une mission de non-retour qui ne devait que réussir. Il ne devait pas y avoir d'obstacles au débarquement de la France dans le port de Haiphong ni pour marcher en direction de Hanoï, car en amont de toute cette mission, les Français avaient pris soin de contacter les autorités chinoises et avaient reçu un accord les autorisant à débarquer dans Haïpong sans que les troupes chinoises n'interviennent.¹⁷⁷

Le plan du côté français était donc plutôt simple : débarquer le jour de la conférence avec une grande armée et ainsi forcer Hồ Chí Minh à signer un accord fortement favorable aux demandes françaises.

Ce qui se passa en réalité fut plutôt désavantageux pour les Français : le commandant local chinois de Haïpong décida de ne pas les laisser débarquer et commença à ouvrir le feu sur la flotte française dans le port. L'explication de cette situation est un manque de communication. L'accord autorisant la France de débarquer sur le territoire du Vietnam du Nord avait été négocié entre Paris et Chongqing ; le général Lu Han n'avait pas été mis au courant pour ménager l'effet de surprise.¹⁷⁸ De plus, lorsque la situation se cristallisa et que les motifs français devinrent clairs, les commandants chinois craignirent de se retrouver au centre d'une guerre franco-vietnamienne avant d'avoir pu retirer leurs troupes. Sous la prémisse que les Chinois étaient de son côté, le représentant français avait ordre de ne signer les accords qu'après que l'armée française eut conquis Hanoï. Le côté chinois, en revanche, souhaitait que la France signe les accords avant de débarquer à

176 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 256-262 et 266-267.

177 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict in Vietnam*. Dans : *War & Society*, 2008, p. 34-35.

178 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 48.

Haïpong.¹⁷⁹ Par crainte qu'une guerre franco-vietnamienne n'éclate, le commandant chinois du port de Haïpong avait reçu pour ordre la veille du débarquement de retarder au maximum l'avancée française.¹⁸⁰ Alors que ces ordres ne spécifiaient pas exactement le moyen de retarder le débarquement, le commandant sur place décida d'utiliser l'artillerie.

Pendant que les navires français étaient sous le feu à Haïpong, Jean Sainteny était mis sous pression par les conseillers chinois à Hanoï pour rapidement signer un accord en faveur de ces derniers.¹⁸¹ Il était prévu que le deuxième point du télégramme soit compris dans l'accord, mais mis en perspective du débarquement raté dans le port de Haïpong, ce point prit une tournure complètement différente. En effet, d'un côté Hô Chí Minh et la Chine devaient avoir compris que la France était prête, coûte que coûte, à reprendre le dernier territoire qui n'était pas retourné sous son contrôle, et, d'un autre côté, comme mentionné dans le télégramme, ce n'était pas la « Chine » ou l'armée « chinoise » qui accueillit les troupes françaises mais bien le « gouvernement du Vietnam ». Les conseillers chinois présents à Hanoï avaient tiré profit de cette tournure et avaient négocié en leur faveur pour pouvoir retirer leurs troupes en paix.

Après avoir vu l'échec du plan français, la question qui se pose est celle du plan initial, donnant ainsi un aperçu de la stratégie française au début de 1946.

Le plan de cette démonstration de force fut proposé par le général Leclerc et l'amiral d'Argenlieu. Dans un communiqué transmis par le général Valluy au gouvernement Français au début 1946, d'Argenlieu expliqua sa vision selon laquelle le retour des Français dans le nord du Vietnam était seulement possible si une synergie entre trois points fondamentaux était réalisée :

- 1) l'action militaire ; 2) la négociations avec les Chinois ; 3) négociations avec les Annamites.¹⁸²

Dans ce cas, l'action militaire ne prenait pas obligatoirement la forme d'une guerre mais pouvait être une démonstration de force comme décrit plus haut. De plus, Valluy argumenta qu'une opération militaire sans les deux autres points serait néfaste pour quatre raisons : les troupes chinoises et Viet Minh combattraient ensemble ; les citoyens français dans le nord du Vietnam risqueraient être massacrés ; la guérilla s'intensifierait et finalement l'opinion publique ne serait pas favorable à une guerre.¹⁸³ D'Argenlieu et Leclerc étaient donc conscients du risque d'une action

179 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 41.

180 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict in Vietnam*. Dans : *War & Society*, 2008, p. 36.

181 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict in Vietnam*. Dans : *War & Society*, 2008, p. 36.

182 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 50.

183 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 50.

purement militaire, sans l'accord de la Chine et de Hồ Chí Minh, en amont, pour la situation dans le nord du Vietnam.

En plus de la démonstration de force et, par ce biais, de faire « capituler » Hồ Chí Minh et son gouvernement par la signature d'accords favorables à la France, le débarquement français avait encore une autre mission : négocier à Hanoï pour y garder Hồ Chí Minh et le gouvernement révolutionnaire. Une fois que les troupes françaises débarquées, tous les moteurs de la résistance contre le retour de la France auraient pu être capturés et ainsi la fuite dans le *hinterland* du Tonkin ou de la Chine évitée.¹⁸⁴ C'est pour cette raison que Jean Sainteny avait ordre de prolonger les négociations avec Hồ Chí Minh jusqu'à ce que Leclerc arrive à Hanoï, mettant Hồ Chí Minh face au fait accompli.

La France se trouva donc obligée, par ces accords, à reconnaître le gouvernement de Hanoï comme étant un État libre. La Chine pouvait alors retirer ses troupes et la suite des négociations pouvait commencer, uniquement entre la France et le Vietnam.

Fontainebleau

Après les accords de Hanoï, une certaine méfiance entre le Haut-Commissaire à Saïgon et le gouvernement à Paris s'installa. En effet, la signature de l'accord annexe par Sainteny, sous la pression chinoise, était un fait accompli pour le gouvernement à Paris qui l'accepta avec réticence. D'Argenlieu exprima son désagrément mais expliqua aussi que prolonger encore plus les négociations aurait eu des effets néfastes pour la sécurité de la population française encore à moitié enfermée à Hanoï.¹⁸⁵ Mais avec les accords Ho-Sainteny, une base était créée pour des futures négociations sur la recherche de solutions pour régler et définir la relation entre la France et l'État libre du Vietnam. Les questions d'indépendance et les limites de l'autonomie dans le contexte de l'Union française restaient à définir.¹⁸⁶ Pour cela, déjà en avril et mai, la France et Hồ Chí Minh commencèrent à organiser une conférence pour négocier ces points.

Hồ Chí Minh voulait absolument organiser cette conférence à Paris, lui donnant ainsi une symbolique supplémentaire. La France était plutôt hésitante sur ce point. Pour trouver un intermédiaire et gagner du temps, le Haut-Commissaire d'Argenlieu proposa une conférence préparatoire sur le territoire du Vietnam. Alors que le but initial de cette conférence était de préparer

184 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 43.

185 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 455-6.

186 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 178.

les sujets pour la conférence en France, elle avait aussi un but secondaire. D'Argenlieu ne voulait pas céder le contrôle total au gouvernement à Paris et espérait ainsi, avec une conférence préparatoire dans sa périphérie, pouvoir influencer le résultat avant même que les délégués vietnamiens puissent partir pour la France.¹⁸⁷ Les réticences de d'Argenlieu vis-à-vis du gouvernement à Paris étaient surtout dues à l'admiration qu'il portait à Charles de Gaulle. Après la démission du général, d'Argenlieu se voyait le garant de la vision politique de Charles de Gaulle pour le Vietnam.

Le lieu choisi pour cette conférence préparatoire fut Đà Lạt, l'équivalent d'un Davos vietnamien. Il se trouve plus ou moins à équidistance de Saïgon et de Hanoï, dans les montagnes. Đà Lạt était devenue une destination de prédilection des colons car, grâce à l'altitude et son climat montagnard, elle était un refuge pour s'éloigner du climat tropical de la Cochinchine ou d'Annam. En plus de ses avantages climatiques, Đà Lạt était surtout loin de l'influence chinoise et radicale Viet Minh à Hanoï ou de celle des Français à Saïgon. De plus, cachée dans les montagnes, l'organisation spontanée de démonstrations militaires était impossible et ainsi, le climat des négociations était censé être doux à l'image du climat. L'ordre du jour de cette conférence préparatoire portait sur les questions de diplomatie étrangère par le gouvernement du Vietnam, les intérêts économiques et culturels français et surtout la question du statut du Vietnam même.¹⁸⁸ Dans le cas du statut du Vietnam, d'Argenlieu était le principal opposant : pour lui, la concession d'un référendum permettant à la population des trois Kys (Tonkin, Annam et Cochinchine) de décider de leur unité nationale représentait une trahison des minorités laotienne et cambodgienne, car, tôt ou tard, ces minorités seraient, d'après d'Argenlieu, absorbées par les tendances impérialistes des Annamites.¹⁸⁹ La conférence de Đà Lạt dura trois semaines et alors qu'un rapprochement personnel entre les délégués français et vietnamien se produisit, aucun rapprochement politique ne fut possible.¹⁹⁰ Le stratagème d'Argenlieu échoua : il n'y aurait pas d'accord préliminaire à Đà Lạt, sous son influence, laissant les réelles négociations ouvertes pour la conférence en France, loin de son influence.

La France a été obligée d'inviter Hồ Chí Minh et la délégation vietnamienne en France. Le gouvernement français, ne voulant pas y attribuer une symbolique trop importante, choisit la ville de Fontainebleau comme lieu de rencontre. Paris, capitale et siège du gouvernement, aurait donné trop d'importance à une délégation du Vietnam aux yeux du gouvernement français. Les deux

187 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 179-180.

188 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 183.

189 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 192.

190 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 185.

délégations avaient plus d'attentes pour la conférence de Fontainebleau car, loin de l'influence de d'Argenlieu, les participants se trouvaient dans un climat politique différent. En effet, à Đà Lạt, les discussions se résumaient au fait que les deux parties étaient seulement d'accord sur leur non-accord. De plus, au moment de la conférence de Đà Lạt, l'ambiance était alourdie par les opérations de police contre toutes les troupes irrégulières non françaises.¹⁹¹ Loin de tout cela, Fontainebleau était donc prometteur comparé à Đà Lạt.

La conférence fut ouverte le 6 juillet avec Hồ Chí Minh à la tête de la délégation vietnamienne. Hồ Chí Minh avait déjà quitté Hanoï le 31 mai mais, à cause de la situation du GPRF et des préparatifs des référendums pour une constitution, il n'avait pas pu être reçu. La France devait donc constituer un gouvernement avant de commencer la conférence. Alors qu'avant les élections le Parti socialiste et le Parti communiste étaient fortement représentés dans le gouvernement, après les élections le Parti conservateur arriva au pouvoir et dut constituer un gouvernement.¹⁹² Même si la constitution d'un nouveau gouvernement avait peu d'influence sur les négociations franco-vietnamiennes en cours, car les délégués restaient les mêmes, la situation dans laquelle la France se trouva n'était pas stable pour être testée par la question coloniale. De plus, Charles de Gaulle appela le gouvernement à renforcer l'ardeur de la politique impérialiste, remettant en question les convictions gaullistes de ceux qui s'opposaient à un retour de la France sur l'ensemble du territoire de l'Indochine.¹⁹³ Les politiciens du Parti conservateur furent donc dans l'obligation de pratiquer une politique réactionnaire et de se distancier des solutions libérales.

Non seulement les délégués étaient les mêmes, mais aussi les questions ouvertes restaient identiques. Alors que les questions des relations étrangères du Vietnam, des intérêts économiques et culturels français pouvaient être inscrits dans le concept de l'Union française, le statut du Vietnam fut la question la plus douloureuse. Défini comme étant un État libre dans la Fédération indochinoise et l'Union française, la question porta sur l'entendue de l'indépendance ou de l'autonomie accordée au Vietnam. Henri Laurentie, déjà l'architecte de la conférence de Brazzaville, proposa donc deux solutions aux délégués français : soit une structure fédérale sur le territoire de l'Indochine et fortement contrôlée par la France ou une union plus flexible avec seulement des accords économiques, regroupant les pays de l'Indochine mais sans grande implication politique.¹⁹⁴ Pour Laurentie, il était important de conserver un degré d'autonomie au Laos, au Cambodge et à la Cochinchine, ce qui permettrait à la France de conserver son influence

191 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 187.

192 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 201.

193 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 202.

194 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 204.

sur la Fédération indochinoise à travers ces acteurs. Si les négociations tendaient vers la formation d'un Vietnam des trois Kys unies, dans ce cas-là, Laurentie proposa que la Cochinchine ait des places réservées dans le gouvernement, conservant ainsi l'influence française. D'après Laurentie, le référendum évoqué dans les accords Ho-Sainteny ne résolut pas problème du nationalisme en Indochine.¹⁹⁵ Avec ces deux solutions proposées, Henri Laurentie fut un des conseillers qui démontra le plus de bonne volonté à vouloir négocier avec les Viet Minh. Son partenaire envoyé par Saïgon, Léon Pignon, en revanche, ne voulait plus traiter avec les délégués vietnamiens sous prétexte qu'il était futile de négocier avec un ennemi.¹⁹⁶ La raison de son exaspération était la poursuite des attaques contre des citoyens français après les accords de Hanoï, ainsi qu'une intransigeance de la part du gouvernement de la République démocratique du Vietnam vis-à-vis du retour du contrôle français sur le territoire du Nord. Laurentie autant que Pignon ne voyaient pas la possibilité d'un Vietnam sans la France, mais Léon Pignon percevait les Viet Minh comme une minorité qui souhaitait dominer par la force le reste de l'Indochine. Le conseiller envoyé de Saïgon était idéologiquement proche de d'Argenlieu.

La conférence, commencée le 6 juillet, dut être interrompue le 1^{er} août.¹⁹⁷ Une des raisons derrière cette décision était que, après que la délégation vietnamienne fut partie pour la France, l'amiral d'Argenlieu avait organisé la déclaration de l'État libre de Cochinchine.¹⁹⁸ Cet État était censé défendre les droits d'une population minoritaire, essentiellement habitant sur les hauts plateaux d'Annam : c'est dans cette région qu'avant la Seconde Guerre mondiale la plupart de la production de caoutchouc était localisée. Le but de cette déclaration était de découper l'Indochine en petits États avant même que le Vietnam ait pu organiser un référendum sur l'unité de son pays. Ce coup de théâtre de la part de d'Argenlieu ajouta une question supplémentaire aux autres questions déjà ouvertes : la Cochinchine faisait-elle partie du Vietnam ?¹⁹⁹ Pour empirer la situation, le 22 juillet 1946, d'Argenlieu annonça une deuxième conférence à Đà Lạt dans le but de préparer une conférence sur le statut de la fédération. Cette conférence débuta le 1^{er} août et posa un problème énorme pour la France : soit le gouvernement français s'en tenait aux accords Ho-Sainteny et s'obligeait à désavouer le Haut-Commissaire, soit le gouvernement ne s'en tenait pas aux accords Ho-Sainteny et ainsi la conférence de Fontainebleau n'avait plus de raison d'être.²⁰⁰ Sans réponse

195 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 205.

196 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 205-206.

197 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 2 (1^{er} Juillet-31 décembre)*. Imprimerie Nationale, 2004, p. 181-182.

198 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 208.

199 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 210.

200 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 2 (1^{er} Juillet-31 décembre)*. Imprimerie Nationale, 2004, p. 182.

immédiate de la part du gouvernement français, la conférence fut suspendue par la délégation vietnamienne.

Dans une note finale à Georges Bidault, le président du GPRF, les délégués français ajoutèrent un commentaire à cette situation :

Ce développement [la suspension de la conférence de Fontainebleau] était anticipé. Il se présente sous l'aspect d'une épreuve de force.

Dans cette épreuve, la France a pour elle :

- d'une part, son bon droit puisque, sauf sanction législative nouvelle, les Cochinchinois demeurent sujets français en vertu des traités de 1863 et de 1874 ;

- d'autre part, son autorité grandissante en Indochine et le prestige croissant que lui confère le rétablissement de la paix et de l'ordre.

[...] Céder à son [le Viêt-Nam] ultimatum, désavouer notre haut-commissaire entraînerait irrémédiablement la France dans la voie d'une abdication en Indochine.

Lui [le Viêt-Nam] résister, c'est sûrement aborder une épreuve difficile, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, mais une épreuve dont nous avons les moyens de triompher nettement et honorablement. C'est aussi fonder la position de la France en Indochine sur le seul terrain solide que son effort militaire de l'année écoulée lui ait permis de conserver.²⁰¹

Alors qu'en mars 1946, les Français avaient compté sur une démonstration de force militaire, cette fois-ci elle s'engagea dans une épreuve de force et d'unité.

Il faut aussi remarquer que les délégués français se fondèrent sur les traités de Saïgon alors que ceux-ci avaient été révoqués par le gouvernement de Trần Trọng Kim durant la période d'occupation japonaise. Bien sûr, ce gouvernement n'avait pas été reconnu par la France, et cette révocation n'a donc pas d'effets sur les délégués français. L'autre atout que la France avait à présenter était son autorité grandissante et le maintien de l'ordre. Celui-ci était initialement mandaté par les Nations unies aux forces chinoises et britanniques mais la France avait repris les mandats grâce à une politique étrangère agressive. Le droit de *self-determination* n'était pas évoqué dans ce mandat, pourtant écrit sur la charte signée deux ans auparavant.

Alors qu'en préparation pour Hanoi, le général Valluy avait fait le point sur la synergie des trois éléments (action militaire, traité avec les Chinois et traité avec les Viet Minh), ici on ne retrouva que le premier point : le commentaire admit que la France se trouvait dans une impasse et que la force serait le moyen de trouver une sortie. Cette note finale représentait la confrontation des deux chefs d'orchestre du côté français : alors que Léon Pignon posa la question « À l'heure actuelle, la question doit être envisagée sous l'angle suivant : voulons-nous, oui ou non, conserver l'Indochine ? »²⁰², Henri Laurentie y répondit « En somme, Pignon reproche à la France d'être ce

201 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 2 (1^{er} Juillet-31 décembre)*. Imprimerie Nationale, 2004, p. 182.

202 Archives du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, Papiers du Gouverneur Henri Laurentie (AN, 72 AJ 535-541). Cité dans Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 207.

qu'elle est. Le monde aussi est ce qu'il est. En politique il faut d'abord accepter les données du problème »²⁰³. Avec la suspension de la conférence, Léon Pignon qui sortit vainqueur, avait la réponse à sa question : un *oui* mais le comment fut omis.

Modus vivendi

Après la suspension de la conférence de Fontainebleau et sans réel accord donnant une perspective sur la poursuite des relations entre la France et le Vietnam, Hồ Chí Minh et Marius Moutet, le ministre de la France d'Outre-mer, décidèrent de trouver un accord pour les questions de l'immédiat : un *modus vivendi*, un accord qui réglerait les questions de tous les jours. Mais aussi des questions critiques étaient discutées et le document final regroupa onze articles. À cause de sa nature provisoire, le *modus vivendi* annonça la création de commissions mixtes (vietnamiennes et françaises)²⁰⁴ pour résoudre les questions autour de la monnaie, les douanes, etc. dans un but d'apaiser l'opinion publique. Aussi du point de vue de la Cochinchine, le *modus vivendi* laissa de la place aux discussions en faisant une concession à Hồ Chí Minh en reconnaissant que les troupes de guérilla étaient des troupes irrégulières Viet Minh et non pas des bandes criminelles. C'était surtout un point de conflit car, en Cochinchine, sous prétexte de rétablir l'ordre, d'Argenlieu avait appliqué une politique agressive avec des opérations de police fréquentes contre des troupes Viet Minh. C'était notamment le Haut-Commissaire qui perdit le monopole de la politique dans le cas de l'Indochine.²⁰⁵ Alors qu'initialement il critiqua le cessez-le-feu, après des discussions avec Hồ Chí Minh et l'efficacité avec laquelle ce cessez-le-feu a été appliqué par les Viet Minh, il devint plus optimiste dans la première semaine de novembre 1946. Marius Moutet espéra surtout, grâce au *modus vivendi*, gagner du temps pour renforcer l'influence de la France sur le cabinet gouvernemental dans la Cochinchine.²⁰⁶

Le *modus vivendi* fut le témoignage de l'intransigeance de la France à se distancier de sa politique impérialiste et l'impossibilité de trouver un compromis avec les mouvements nationalistes. Alors que les deux acteurs avaient vu les accords de Hanoï comme un avantage pour eux-mêmes, la paix forcée par la Chine en mars avait disparu à la fin du mois de novembre.

203 Archives du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, Papiers du Gouverneur Henri Laurentie (AN, 72 AJ 535-541). Cité dans Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 207.

204 Ministère des Affaires Étrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 2 (1^{er} Juillet-31 décembre)*. Imprimerie Nationale, 2004, p. 409.

205 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 87.

206 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 94.

Partie V – Le côté vietnamien de la négociation

Hồ Chí Minh et la question coloniale

Comme pour la partie sur la rhétorique française, je construis mon argumentation sur un texte antérieur à la période observée pour expliquer sur quelles bases idéologiques les acteurs vietnamiens puisent leurs arguments. Pour cela, trois textes phares de Hồ Chí Minh²⁰⁷ permettent de comprendre l'esprit militant et agitateur de l'Oncle de la nation. Durant la période où Hồ Chí Minh était à Paris et plus tard à Moscou, il était très actif et publia dans de multiples journaux. Les trois textes sont *Quelques réflexions sur la question coloniale*²⁰⁸ du 25 mai 1922, *Les conditions de vie des paysans d'Annam*²⁰⁹ du 4 janvier 1924 et enfin *La déclaration d'indépendance de la république démocratique du Viet-Nam*²¹⁰ du 2 Septembre 1945 qui était un texte essentiel de la transition de Hồ Chí Minh vers l'instauration de l'État vietnamien.

Avant de plonger dans l'interprétation de ces trois textes, il est nécessaire de noter que les deux textes *Les conditions de vie des paysans d'Annam* et *L'accusation du régime colonial français* sont des traductions allemandes et qu'il est évident qu'il se peut qu'il y ait une certaine distorsion du texte à cause du choix du vocabulaire ou du style du traducteur. Néanmoins, dans le but de peindre un portrait général de l'esprit de Hồ Chí Minh, cette imprécision est acceptable.

Dans le premier texte choisi, *Quelques réflexions sur la question coloniale*, Hồ Chí Minh structure ses arguments en cinq parties avant de finir avec une question rhétorique dans le but de donner un conseil au Parti communiste français (PCF). Ces réflexions avaient aussi pour but de donner un aperçu de la situation du prolétariat dans les colonies ainsi que de sensibiliser les Français à la question de la lutte socialiste ou du moins à la misère présente dans les colonies ; une des réflexions de Hồ Chí Minh était notamment le désintéret des ouvriers français pour l'oppression subie par leurs camarades dans les colonies.²¹¹ Une autre réflexion concerne la situation dans les colonies où Hồ Chí Minh essaie d'expliquer pourquoi la propagande communiste n'atteignit pas la classe ouvrière. Il commença par évoquer le fait que les ouvriers dans les colonies ne comprenaient pas ce

207 Certains de ces textes sont publiés sous d'autres pseudonymes de Hồ Chí Minh. Néanmoins, pour éviter la confusion générale, j'ai choisi d'utiliser son dernier pseudonyme, Hồ Chí Minh.

208 Nguyen-Ai-Quac[sic !] : *Quelques réflexions sur la question coloniale*. Dans : L'Humanité : journal socialiste quotidien, 25 mai 1922, p. 4. Dans le journal le texte est signé sous le nom Nguyen Ai Quac mais dans cette période, Hồ Chí Minh se faisait appeler Nguyen Ai Quoc. Il est fortement probable que le o a été confondu pour un a par la rédaction du journal puisque dans l'écriture manuscrite française, le a et le o sont similaires.

209 Ho Tschì Minh : *Die Lebensbedingungen der Bauern in Annam, 1924*. Dans : Bernard B. Fall (Ed.) : *Revolution und nationaler Befreiungskampf. Ausgewählte Reden und Schriften 1920-1968*. R. Piper & Co., 1968 p. 38-42.

210 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 141

211 Nguyen-Ai-Quac[sic !] : *Quelques réflexions sur la question coloniale*. Dans : L'Humanité : journal socialiste quotidien, 25 mai 1922, p. 4.

qu'est le communisme et que, ailleurs qu'en France, le taux d'industrialisation était relativement faible. Ensuite il dénonça le fait que les colons sur place ne souhaitaient pas expliquer le communisme, voire plutôt le contraire pour faire peur au peuple colonisé. Ce que l'ouvrier dans les colonies savait du communisme, il l'avait appris à travers les récits des colonisateurs. Pour souligner la situation, Hồ Chí Minh utilisa une référence à la fable de Jean de la Fontaine, *Le Loup et le Chien*, pour expliquer pourquoi les colonisés choisissaient de continuer à être exploités. Le choix de faire allusion à cette fable fut efficace dans plusieurs sens : on peut y voir une sorte de parallèle entre la lutte des ouvriers français contre l'oppression de la bourgeoisie et le colonisé contre le colonisateur. C'est aussi une allusion à la question plus philosophique sur le « prix » de la liberté et le confort matériel : alors que le loup de la fable ne se laisse pas convaincre par le chien qu'une vie auprès d'un maître était meilleure que de pouvoir traverser librement les bois, il faut quand même reconnaître que le chien est dans un meilleur état physique. Je pense que c'est par cette allégorie que Hồ Chí Minh essaya d'expliquer que le peuple vietnamien ne resta sous le joug du colonisateur que par peur de l'inconnue de la liberté.

Dans le texte *Quelques réflexions sur la question coloniale*, Hồ Chí Minh est un militant qui a connaissance du problème de non-information dans les colonies ainsi que du désintérêt du peuple français pour la question de leurs camarades dans les colonies.

Dans le deuxième texte choisi, *Les conditions de vie des paysans d'Annam*, Hồ Chí Minh dénonce les pratiques du gouvernement français dans la colonie de l'Indochine. Même si l'Annam devint un des trois Kys du Vietnam plus tard, c'était aussi une manière d'appeler les habitants de l'Indochine. Cet article a été publié dans *La vie ouvrière* mais contrairement au texte paru dans *L'Humanité*, il ne proposa pas un plan d'action pour le PCF ou le prolétariat français, mais plutôt accusa et dénonça. Le but est clair et Hồ Chí Minh décrit l'oppression systématique par le gouvernement français. Il décrit comment le paysannat se fit exploiter et les outils dont se servit le colonisateur pour subjuguier la population.

Dans un premier temps, il expliqua que le gouvernement français avait augmenté les impôts jusqu'à un degré qui n'était plus sain pour la population et que seul le colonisateur profita de ce changement alors que les paysans étaient saignés à blanc par ces mesures. Ensuite, Hồ Chí Minh expliqua comment les colons avaient pu s'approprier les terres des paysans, ce qui permit d'exploiter la population en prélevant des baux exorbitants. Finalement, Hồ Chí Minh accusa la mission

chrétienne de s'approprier des terres en donnant des crédits impossibles à rembourser aux paysans, leur faisant signer des hypothèques sur leurs terres.²¹²

Hồ Chí Minh conclut en remarquant que le système en place en Indochine était un système féodal, mis au service de l'impérialisme français afin d'exploiter les paysans de l'Annam. Le mois suivant, Hồ Chí Minh était à l'Internationale communiste à Moscou, il y tint un discours sur *la question nationale et coloniale*. Peut-être est-ce pour cette raison que Hồ Chí Minh choisit un discours passif-agressif pour thématiser l'oppression française. Dans ce texte, Hồ Chí Minh a des traits patriotiques et dénonce l'envahisseur et les coutumes coloniales de la France.

Le dernier texte choisi, *La déclaration d'indépendance de la République démocratique du Viet-Nam*, fut la pierre fondamentale de l'État. Hồ Chí Minh commence sa déclaration avec deux exemples forts, celui de la déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique et la déclaration universelle des droits de l'homme en France. Ces deux exemples ont un point commun qui est celui de la liberté ; Hồ Chí Minh utilise ce point commun pour remarquer, qu'au moment où il rédigeait ces lignes, le peuple vietnamien était opprimé par la France.²¹³ Le peuple vietnamien était privé de sa liberté et maltraité par le pouvoir colonial. Hồ Chí Minh continue son argumentation en déclarant que la France les avait dépourvus du pouvoir démocratique et que, ensuite, les lois faites par le gouvernement colonial avaient pour but de séparer la population au lieu de l'unir. Hồ Chí Minh dénonce la politique autoritaire de ce gouvernement, le fait qu'il ait construit plus de prisons que d'écoles, interdit les manifestations et censuré l'opinion publique.²¹⁴ Il dénonce aussi l'introduction d'alcool et d'opium auprès de la population pour encourager le peuple à une addiction et ainsi avoir un outil supplémentaire de contrôle ; cette partie peut-être une référence au premier communiqué que la Ligue du Viêt Minh avait fait parvenir à Jean Sainteny.²¹⁵

Le paragraphe suivant a pour thématique l'exploitation économique de la colonie par les Français : Hồ Chí Minh dénonce la monopolisation du commerce international ainsi que le contrôle de la banque centrale. De plus, il accuse les colons de voler les ressources naturelles du pays.²¹⁶ Un autre aspect important dans ce paragraphe est la mention des rizières en particulier ; le Vietnam était dans une période de famine à ce moment-là, car entre le rationnement violent par l'armée japonaise et le

212 Ho Tschì Minh : Die Lebensbedingungen der Bauern in Annam, 1924. In : Bernard B. Fall (Éd.) : *Revolution und nationaler Befreiungskampf. Ausgewählte Reden und Schriften 1920-1968*. R. Piper & Co., 1968 p. 39-42.

213 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 141.

214 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 141-142.

215 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 57.

216 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 142.

bombardement allié, la production de riz, qui est une des denrées alimentaires de base, avait fortement baissé et était insuffisante pour nourrir la population.²¹⁷ Hồ Chí Minh dresse dans cette déclaration d'indépendance non seulement les aspects théoriques sur la liberté et l'autonomie mais aussi des problèmes imminents et présents pour une grande partie de la population. Il reproche aussi que le paysannat soit écrasé par les nombreuses taxes imposées par les colonisateurs.

Après ces accusations générales vient un point fort, une pièce maîtresse de la déclaration d'indépendance, qui est à la fois une réponse aux avances françaises et une remise en question du sens général de la position paternaliste de la France.

In the autumn of 1940, when the Japanese fascists violated Indochina's territory to establish new bases in their fight against the Allies, the French imperialists went down on their bended knees and handed over our country to them. Thus, from that date, our people were subjected to the double yoke of the French and the Japanese. [...] On March 9 [1945], the French troops were disarmed by the Japanese. The French colonialists either fled or surrendered, showing that not only were they incapable of "protecting" us, but that, in the span of five years, they had twice sold our country to the Japanese.²¹⁸

Même si Hồ Chí Minh simplifie un peu l'histoire qui s'était déroulée en 1940 et 1945, son point central est tout de même que le peuple vietnamien s'est senti trahi par les colons. Quand Hồ Chí Minh simplifie l'histoire et les mécanismes de la politique internationale, il ne le fait pas par négligence mais pour créer un narratif qui promet une indépendance indochinoise. Ce point revient indirectement dans les nombreux rapports entre les gouvernements français et vietnamien ; cette rupture de confiance est une clef pour comprendre le conflit franco-vietnamien en 1946. C'est aussi une raison pour laquelle ce conflit est perçu comme une décolonisation échouée, car la méthode même de la décolonisation octroyée, envisagée par le gouvernement français, ne pouvait pas être utilisée. Hồ Chí Minh constata de plus que le Vietnam avait gagné son indépendance en combattant les Japonais mais aussi pour une autre cause très importante : les Français avaient déserté, les Japonais avaient capitulé et le pouvoir monarchique personnifié par Bảo Đại avait abdicqué.²¹⁹ Le Vietnam était donc libre et pouvait choisir de devenir une république démocratique. Ce passage marque un tournant dans la déclaration, ce qui lui confère un statut de point culminant avant que Hồ Chí Minh ne continue avec l'annonce du gouvernement provisoire et la description de ses tâches.

En réponse, et comme signe de rupture avec le gouvernement colonial, Hồ Chí Minh énonça alors trois points ou actions que le gouvernement provisoire voulait atteindre : 1) l'arrêt immédiat de

217 Stein Tonnesson : Vietnamese revolution of 1945. p. 292-295 et Vu Hong Lien : *Rice and Baguette. A History of Food in Vietnam*. Reaktion Books, 2016, p. 137.

218 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Ho Chi Minh. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 142.

219 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Ho Chi Minh. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 143.

toutes relations de caractère colonial avec la France ; 2) une abrogation de toutes les obligations internationales que la France avait conclues au nom du Vietnam ; et finalement 3) l'abolition de tous droits spéciaux aux colons.²²⁰

Le premier point indique une rupture directe avec le gouvernement colonial et en général l'institution de la colonisation. En revanche, on peut aussi y voir que le Vietnam ne voulait pas rompre totalement avec la France, mais désirait plutôt un dialogue d'égal à égal. Hồ Chí Minh savait qu'il avait besoin de l'aide de la France ne serait-ce qu'en tant que contrepoids à l'influence chinoise. Il était aussi en contact avec des représentants de la France tels que Jean Sainteny et Léon Pignon pour discuter exactement de cette relation d'égal à égal.

Le deuxième point porte sur le sujet des obligations que le Vietnam avait envers des partenaires internationaux. C'est à la fois une rupture avec toutes les obligations du gouvernement précédent mais aussi, au second plan, une délégitimation du pouvoir de la France de conclure des accords au nom du Vietnam. L'aspect important à extraire ici est une annonce que le Vietnam souhaitait avoir et conserver son pouvoir de se représenter sur le plan des affaires étrangères. Cet aspect sera important quand la France proposera au Vietnam d'entrer dans l'Union française, Union qui permettrait à la France de représenter les membres sur le plan international.

Le troisième point était l'abolition des droits spéciaux des colons : les droits tels qu'une surreprésentation dans la politique de l'Indochine ou des avantages sur les colonisés. Là encore, il y a une fine distinction à faire comme lors du premier point ; le gouvernement provisoire ne veut pas l'abolition de tous les droits des colons, seulement des droits spéciaux. Cette idée était en écho avec le début de la déclaration qui annonça que tous les Hommes sont égaux et ont les mêmes libertés.

Le dernier passage est le summum de la déclaration d'indépendance : c'est le passage où le Vietnam se déclare formellement indépendant. Hồ Chí Minh déclare aussi que le peuple vietnamien est prêt à défendre cette liberté avec tous ses biens et forces : le peuple vietnamien ne tolérera pas une reconquête de l'Indochine par la France. Pour la question d'indépendance, Hồ Chí Minh fait référence aux conférences de Téhéran et San Francisco, citant notamment la charte des Nations unies « principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes »²²¹. Cette demande avait déjà été faite par la ligue du Viêt Minh lors du premier communiqué à Jean Sainteny.²²² Enfin, Hồ Chí Minh était convaincu que le Vietnam serait reconnu par les autres États

220 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Ho Chi Minh. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 143.

221 <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html> [19.06.2019].

222 Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953, p. 57.

car d'après lui, le Vietnam avait gagné sa place en tant qu'État indépendant en apportant son effort au combat contre le fascisme et pour la liberté.²²³

Ce dernier texte montre la transition de Hồ Chí Minh en tant qu'individu vers le Hồ Chí Minh, représentant d'un gouvernement, d'un peuple. Bien sûr, la plupart de ses idées formaient le fondement du gouvernement et de l'État du Vietnam, au point que son idéologie et son approche du marxisme-léninisme a été nommée Hồ Chí Minh *Thought*. Son approche se sert d'une composante confucianiste mélangée à une approche communiste. Hồ Chí Minh publia des textes provocateurs et matérialisa la voix de la population vietnamienne lui donnera cette aura de « l'Oncle Ho ». Il incarnait les caractéristiques du patriote, résistant et intellectuel, en faisant une personne charismatique et facile à suivre. De plus, avec ses jeux politiques habiles, Hồ Chí Minh réussit même à réunir l'opposition derrière lui et se présenta en tant que figure de proue du navire vietnamien. Sa rhétorique était ferme tout en offrant une possibilité de négocier ; il se montra prêt à traiter avec la France sans trahir ses convictions.

Ces trois textes représentent la transformation de la lutte contre l'oppression française. Ho Cho Minh était un acteur centrale de la résistance contre la France et ces textes sont un baromètre pour comprendre cet acteur. Dans les deux premiers textes présenter, Hồ Chí Minh a une façon radicale et accusateur, reflétant le mécontentement du peuple avec le gouvernement français. Lors de la déclaration d'indépendance, il resta des traces de cette insatisfaction mais Hồ Chí Minh essaya de tendre la main à la France pour trouver un compromis. Cette transformation dans le personnage emblématique de la résistance vietnamienne n'est pas négligeable pour comprendre sa politique lorsque les français retournèrent au Vietnam après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le biographe Bernard B. Fall²²⁴ classe les deux premiers textes dans la période où Hồ Chí Minh était dans une phase de recherche d'une mission, une phase dans laquelle il chercha une solution au problème de l'occupation française. La déclaration d'indépendance est classé sous Revolution and Liberation War, impliquant qu'Hồ Chí Minh trouva une solution à son problème et se mit au travail pour réaliser sa vision.

223 Declaration of Independence of the Democratic Republic of Viet-Nam. Ho Chi Minh. Dans: Bernard B. Fall (Ed.): *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. 143.

224 Bernard B. Fall(Ed.) : *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967, p. xviii-xiv.

Hanoï

Comme dans la partie IV, il faut voir les accords Ho-Sainteny dans leur contexte : ainsi, pour Hô Chí Minh, la présence de l'armée chinoise était une oppression. De plus, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam élu en janvier 1946 était occupé avec la construction des organes nécessaires au gouvernement d'un État. Néanmoins, le fait d'avoir organisé des élections, fortement en faveur de Hô Chí Minh sur l'ensemble du territoire au nord du 16^e parallèle, conféra une légitimité indéniable au gouvernement de la République démocratique du Vietnam.²²⁵ Le Vietnam était donc dans une position favorable pour négocier avec la France mais, en revanche, son gouvernement n'était pas non plus exempté de l'influence chinoise. Le rôle de l'armée chinoise dans les accords de Hanoï présentait une certaine dichotomie : l'armée chinoise protégeait le territoire contre une invasion pure et simple des Français et d'un autre côté, elle était un acteur détesté par la population. La mission de Hô Chí Minh était donc de tout faire pour que les troupes chinoises se retirent au plus vite.

Avec l'incident dans le port de Haïpong le jour de la signature de l'accord Ho-Sainteny, une guerre entre le Vietnam et la France était sur le point d'avoir lieu. La Chine, comme la France, intervint auprès de Hô Chí Minh pour le presser de signer l'accord.²²⁶ L'accord en lui-même est jugé insuffisant par la plupart des politiciens à Hanoï, car il ne répondait pas clairement à la demande d'indépendance du Vietnam, et l'opposition, surtout la VNQDD, était particulièrement critique des accords. Mais la Chine avait obligé Hô Chí Minh et Võ Nguyên Giáp à intégrer aussi le représentant d'un parti nationaliste, coupant court à une critique simplement fondée sur les idéologies des partis.²²⁷ Mis à part le fait que la déclaration d'indépendance n'avait pas été incluse dans les accords Ho-Sainteny, ceux-ci donnaient non seulement la possibilité de négocier ces questions dans le futur mais aussi devenaient un compromis initial pour donner une chance au Vietnam de s'imposer.

La France reconnut le Vietnam en tant qu'État libre à l'intérieur de la Fédération indochinoise et l'Union française.²²⁸ Cette reconnaissance était importante car, sans elle, la France n'était pas obligée de respecter le gouvernement à Hanoï après que les troupes avaient repris le nord du pays. Hanoï, reconnue comme un État libre, pouvait commencer à traiter avec la France avec une certaine légitimité, ce qui était un avantage pour le Vietnam. Bien sûr, derrière les termes tels que *État libre*

225 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 50.

226 Peter Worthing : *From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict in Vietnam*. Dans : *War & Society*, 2008, p. 36.

227 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 198.

228 Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1^{er} Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003, p. 367.

et *Union française* se cachait plus une idée que vraiment un cadre juridique : la France n'avait pas encore de constitution en œuvre. L'Union française se basera sur une multitude de recommandations formulées lors de la conférence de Brazzaville mais n'aura pas de base inscrite dans une constitution à ce moment-là. La notion d'*État libre* pouvait donner une idée d'une certaine autonomie mais pas d'indépendance complète.

Les accords ne donnèrent pas une réponse claire sur la situation en Cochinchine, bijoux de l'impérialisme français, mais seulement une entente trouvée avec la promesse d'un référendum. Celui-ci était censé donner la possibilité de décider sur la question de l'unité des trois Kys, traitant ainsi la question de l'intégration de la Cochinchine dans le Vietnam.²²⁹

Du point de vue militaire, une entente avait été trouvée pour les trois participants : la Chine força la France et le Vietnam à résoudre le problème du transfert du contrôle militaire. La solution proposée était que le Vietnam, fort de dix mille soldats, et que la France, forte de quinze mille soldats, prenne la relève des troupes chinoises. De plus, chaque année, le Vietnam devait remplacer un cinquième des troupes françaises, entraînant la relève des troupes françaises sur une durée de cinq ans. L'avantage ici pour le Vietnam fut que l'armement et la formation des troupes militaires ne devaient pas se dérouler dans l'immédiat, créant un problème du maintien de l'ordre dans la partie nord du pays et ainsi un doute sur la légitimité de la République démocratique du Vietnam. Le désavantage fut que le Vietnam du nord devait accueillir des troupes françaises sur son territoire pour au moins une période de cinq ans. Mais à cette critique, Hồ Chí Minh répondit qu'il était préférable de se préoccuper du problème des troupes françaises pendant cinq ans plutôt que d'être pour toujours sous le contrôle chinois.²³⁰

Pour le Vietnam, les accords de Hô-Sainteny furent une première étape pour se débarrasser d'un ennemi (la Chine)²³¹ et entamer des négociations avec un autre ennemi (la France). Pour démontrer la bonne foi du gouvernement vietnamien, la propagande anti-française fut diminuée et un sentiment d'espoir fut mis au jour.²³²

Fontainebleau

Après la signature des accords de Hanoï, les relations franco-vietnamiennes furent mises à l'épreuve à Đà Lạt et à Fontainebleau. Les deux acteurs, ayant une interprétation personnelle, voient l'autre

229 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 199.

230 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 199.

231 Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoï : Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988, p. 106.

232 David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013, p. 201.

comme ne respectant pas les accords Ho-Sainteny. Alors que les Vietnamiens voyaient les accords comme étant à appliquer sur l'ensemble du territoire revendiqué dans la question du référendum, le Haut-Commissaire français n'y voyait qu'un accord local, valable pour la partie nord du pays.²³³ Ce désaccord était symbolisé par le refus de Saïgon de laisser Hồ Chí Minh négocier les cessez-le-feu dans la partie sud du Vietnam.

Lors de la conférence de Đà Lạt, la délégation vietnamienne faisait preuve d'une certaine intransigeance sur deux points : l'indépendance et la pleine souveraineté.²³⁴ Les délégués français voulaient surtout débattre les questions concernant l'économie et la culture, car le GPRF n'avait pas encore présenté une constitution et Bidault, le ministre des Affaires étrangères, avait donné l'ordre de créer un cadre de coopération économique pour ne pas engendrer de conflits regardant le nationalisme vietnamien. Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam réussit à consolider son pouvoir et les actions de guérilla dans le Sud s'intensifièrent : pour le Vietnam, le rôle de la France était de restituer le pouvoir au peuple vietnamien sur la totalité du territoire et de commencer à organiser le référendum sur la question de l'unité du territoire.²³⁵ La conférence n'apporta pas non plus de grandes réponses sur les questions militaires, d'éducation et d'économie. Souvent, le même schéma était observé : alors que sur le fond, les délégués vietnamiens et français furent en accord, l'accord sur les détails de la réalisation était difficile à trouver. Le Vietnam et la France souhaitaient que le territoire puisse être défendu, mais la France n'accepta pas que l'armée française entraîne des troupes vietnamiennes. Les délégués vietnamiens et français étaient d'accord sur le fait que la France pouvait continuer à avoir des instituts de recherche et des universités au Vietnam mais le désaccord était dans l'exclusivité de l'éducation française au-dessus du niveau primaire.²³⁶

Ce blocage des négociations à Đà Lạt avait surtout pour but d'amener les négociations à Paris, au cœur de la France. Avec des négociations à Paris, la délégation vietnamienne espérait trouver un nouveau terrain d'entente et surtout sortir d'un paysage saturé de motifs personnels.

Dans le cas de Fontainebleau, trouver un accord entre les deux acteurs fut impossible. Cela n'était pas dû au fait que le désaccord était entre les personnalités des délégués mais plutôt sur une question fondamentale ouverte avec les accords Ho-Sainteny : la question de l'unité du territoire. Le gouvernement vietnamien demanda que la France tienne sa promesse d'un référendum sur les trois Kys et de rendre cette promesse réelle en fixant une date. La France, en revanche, ne voulait pas

233 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 181.

234 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 186.

235 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 71.

236 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 186.

perdre la Cochinchine et se pensait légitime à garder la mainmise sur le moteur économique de la Fédération indochinoise.²³⁷

Les négociations étaient de plus en plus tendues, car la question sur la Cochinchine était accompagnée par la déclaration de la deuxième conférence de Đà Lạt, annoncée pour le premier août. Lors de cette conférence, des représentants de l'ensemble de la Fédération de l'Indochine, à l'exception du Tonkin, furent invités. Les délégués vietnamiens se sentaient humiliés par les Français, car ils voyaient leur territoire d'influence sapé durant leur absence.²³⁸ La délégation vietnamienne décida de suspendre la conférence de Fontainebleau parce que ses représentants n'accepteraient pas que la France continue à pratiquer une politique de séparation de la Cochinchine du reste du Vietnam.

Modus vivendi

Le *modus vivendi* était un document très important pour Hồ Chí Minh. Déjà, il lui permit de ne pas retourner au Vietnam les « mains vides » ayant obtenu un accord qui était légèrement favorable aux Vietnamiens.²³⁹ L'avantage était que cela permit au gouvernement Viet Minh de regagner des forces, d'obtenir une situation normalisée et, surtout, que les troupes Viet Minh dans le sud du pays ne soient plus traquées par la police française. Mais Hồ Chí Minh savait aussi que sans réciprocité rien n'arriverait : c'était pour ça que lui et les Viet Minh commencèrent une campagne de censure sévère contre tous les ressentiments anti-français ainsi que la déclaration, à plusieurs reprises, que si le Vietnam ne faisait pas un pas en avant vers la France, alors la situation était perdue.²⁴⁰ Hồ Chí Minh essaya de toutes ses forces de se montrer tel un président responsable avec un pays uni derrière lui. Mais il ne se leurra pas du fait que la réussite du *modus vivendi* ne dépendait pas entièrement de lui ou du Vietnam, mais aussi de la France et de la possibilité pour la France d'appliquer ses propres règles de jeu.²⁴¹ Le président vietnamien était conscient que les négociations prévues pour janvier 1947 par le *modus vivendi* n'auraient pas d'autres résultats que la conférence de Fontainebleau si rien ne changeait à la situation de méfiance au Vietnam. La possibilité de prendre un tournant aussi brusque dans la politique vis-à-vis de la France était surtout due au fait que pendant son retour retardé et l'arrivée de Võ Nguyên Giáp avant lui à Hanoï, celui-ci s'était chargé d'éliminer toutes les parties hostiles au gouvernement Viet Minh.²⁴²

237 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 71.

238 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. 188.

239 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. p. 65-66.

240 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. p. 89.

241 Martin Shipway : *The Road to War. France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 2003, p. p. 97.

242 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 91.

Partie VI – Réflexions sur la décolonisation

Les différents aspects hégémoniques

Quand on étudie l'histoire d'un pays de la sinosphère ou de l'indosphère, il faut toujours se rappeler que le système des relations entre les États ne se fonde pas sur un système westphalien pour la plupart de l'histoire. Bien sûr, avec l'introduction des États-nations et plus généralement immixtion de la politique européenne en Asie, le système traditionnel est mis de côté en faveur du système westphalien.²⁴³ L'avantage de l'application du système de mandala comparé à une analyse traditionnelle est que les frontières nationales ne sont pas mises en avant. Quand on parle de *failed-state* dans la description d'un État, on veut signaler que cet État n'a pas, par exemple, le monopole de la violence d'après Max Weber. Avec une analyse fondée sur les systèmes mandala, le pouvoir central est limité et d'autres centres de mandala prennent le dessus dans la périphérie du centre initial.²⁴⁴

Dans le cas du Vietnam, c'est surtout l'influence chinoise sur le territoire qui est restée et le fait que beaucoup de richesses furent accumulées dans les mains d'une minorité chinoise.

Cet héritage d'une domination culturelle durant des années en tant qu'État vassal de la Chine et ainsi clairement incorporé dans la sinosphère laisse penser que le Vietnam ne devait pas seulement se délivrer d'une influence directe comme l'ont été les armées japonaise ou française mais aussi d'une influence autre que ce pouvoir direct. Le Vietnam devait, comme le Japon avec la restauration de l'empereur Meiji en 1868²⁴⁵, se déconnecter de son système d'État précédent pour créer quelque chose de nouveau et ainsi se délivrer de l'influence de la Chine mais aussi de la France. Pourtant, l'organisation coloniale avait les traits d'un État moderne dans le sens où moderne signifie conforme à l'époque ; mais cet État était construit sur la domination d'un peuple et non pas par le peuple. Dans le cas du Vietnam, en 1945, le processus de *state-building* allait de concert avec la notion de *nation-building*, car il existait déjà les premiers mouvements de revendications nationales qui avaient débuté dans la période entre les guerres mondiales. Mais ces mouvements ne furent pas suffisamment uniformes pour revendiquer une nation unie sur un territoire uni.

243 Jennifer Pitts : *Boundaries of the International. Law and Empire*. Harvard University Press, 2018, p. 3-4.

244 Mohan Malik : *China and India : Great Power Rivals*. Lynne Rienner Publishers, 2011, p. 19-20.

245 Xiaoming Huang : *Crafting the Modern State : Religion, Family and Military in Japan, China and Korea*. Dans : Mehdi Parvizi Amineh (Ed) : *State, society and International Relations in Asia : Reality and Challenges*. Amsterdam University Press, 2010, p. 22.

C'est là où on peut faire un rapprochement entre la lutte de la République démocratique du Vietnam et la question de la violence exprimée par Franz Fanon dans *Les Damnés de la Terre*²⁴⁶. Fanon, critiqué par Robert Young comme étant trop généraliste,²⁴⁷ explique que le processus de décolonisation ne peut avoir lieu qu'à travers un processus de violence. La raison primaire est le fait qu'une colonisation est quelque chose qui doit être maintenu par la violence. Ici, j'utilise le terme violence, issu des *post-colonial studies* qui ne signifie donc pas seulement une violence dans le sens violence physique mais aussi une violence mentale et sociale telle que l'instauration forcée de nouvelles notions dans la société.²⁴⁸ Avec la passation de pouvoir, une décolonisation octroyée, le nouvel État est amené à reproduire cette violence qui a été internalisée par le peuple, créant un État indépendant mais qui reste sous le voile de l'État colonial. Selon Fanon, un peuple ne peut pas se décoloniser tant que cette violence est externalisée par le biais d'une guerre civile ou par une guerre contre le colonisateur.

La décolonisation française après 1945

Comme souvent décrit tout au long de ce mémoire, la France était confrontée à la possibilité que les peuples de ses colonies souhaitent l'indépendance. Ce serait néanmoins faire preuve de mauvaise foi que de dire que cette volonté soit survenue tout à coup avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, il existait déjà des mouvements anti-coloniaux tout au long de la période de colonisation. La différence majeure était la légitimation de la résistance contre les forces coloniales offerte par la déclaration des Nations unies.

Comment la France a-t-elle alors essayé de conserver ses forces dans les colonies avant 1945 puis après 1945 ? Pour répondre cette question, et par ce biais souligner la méthode française, il faut regarder comment la décolonisation avait été « préparée » par la Grande-Bretagne et quelle est la différence fondamentale entre ces deux empires. Bien sûr, la décolonisation dans les colonies du Royaume-Uni ne s'est pas (toujours) déroulée de la meilleure façon.

Déjà, il est important de regarder les différences à la surface de ce problème : la Grande-Bretagne avait opté pour une organisation de colonisation indirecte dans la plupart des cas alors que la France avait opté pour une colonisation directe. C'est-à-dire que la Grande-Bretagne avait essayé de conserver les formes d'organisation déjà présentes dans la colonie et de les détourner dans le but de servir les intérêts du Royaume-Uni. La France, en revanche, essaya d'instaurer ses propres

246 Frantz Fanon : *Die Verdammten dieser Erde*. Suhrkamp, 2014.

247 Robert Young : *Postcolonialism: An Historical Introduction*. Wiley Blackwell, 2016, p. 280-281.

248 Anna Carastathis : Fanon on Turtle Island : Revisiting the Question of Violence. Dans : Tracey Nicholls : *Fanon and the Decolonization of Philosophy*. Lexington Books, 2010, p. 82.

organisations. Avec beaucoup de cynisme, on peut dire que la France avait essayé de moderniser les États avec l'imposition des structures françaises de gouvernement alors que la Grande-Bretagne avait continué à utiliser les structures féodales. Mais cela serait très cynique, car en réalité, loin de cette utopie de *mission civilisatrice*, le but était d'exploiter les colonies, leurs ressources naturelles, leur main-d'œuvre et que le gouvernement devienne un outil d'oppression, gouvernement dans lequel les colonisés n'avaient pas accès. Mais si l'on regarde cette différence d'un point de vue de la décolonisation, alors le système britannique facilita le passage vers l'indépendance, car l'État et son organisation avaient déjà un personnel indigène ainsi qu'une habitude de l'exercice du pouvoir. La colonisation directe, en revanche, ne forma pas de classe politique qui pouvait prendre la relève après une décolonisation. Ce système est donc, d'un point de vue d'organisation d'un État, plus difficile à décoloniser.

Mais ces détails sont minimes face au problème fondamental : l'empire était-il prêt à laisser ses colonies devenir indépendantes ?

La Grande-Bretagne essaya durant la période entre les deux guerres mondiales de relâcher son contrôle sur le *Common Wealth*, et la déclaration de Balfour en 1926 garantit aux colonies une certaine indépendance.²⁴⁹ Avec cette régulation comme base et le *Gouvernement Act of India* en 1935, il était possible d'y voir des débuts timides de décolonisation de la part du gouvernement britannique. De plus, la structure du *Common Wealth* donnait une illusion de décolonisation plus rapide. La Grande-Bretagne n'avait pas forcément besoin d'avoir recours à des immixtions directes dans la vie politique d'un pays, mais avait des moyens plus subtils pour garder le contrôle sur les territoires. Le rapport entre la Grande-Bretagne et ses colonies était donc fondamentalement différent que celui de la France avec les siennes : alors que le Royaume-Uni voit le *Common Wealth* comme une arrière-cour où il pouvait exercer son pouvoir, la France considérait les colonies comme une partie d'elle-même.

La France tenta aussi de relâcher son contrôle sur ses colonies durant la période du Front populaire en 1936 : la participation politique à travers des journaux et l'autorisation de rassemblement furent permises. En 1937-1938, le Front populaire n'était plus au pouvoir et cette ouverture fut invalidée.²⁵⁰ La politique dans la période entre les deux guerres mondiales était plus timide en ce qui concerne le transfert des pouvoirs vers les colonies ; alors que la Grande-Bretagne répondit avec des réformes, la France continua avec un système répressif.²⁵¹

249 Tony Smith : *A Comparative Study of French and British Decolonization*. Dans : *Comparative Studies in Society and History*, 1978, p. 72. Dans : Martin Thomas (Ed) : *European Decolonization*. Ashgate Publishing, 2007, p. 5.

250 Martin Thomas : *French Decolonization*. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 135.

251 Tony Smith : *A Comparative Study of French and British Decolonization*. Dans : *Comparative Studies in Society and History*, 1978, p. 73. Dans : Martin Thomas (Ed) : *European Decolonization*. Ashgate Publishing, 2007, p. 6.

La période la plus importante fut bien sûr la période durant la Seconde Guerre mondiale où la France, partagée entre le régime de Vichy et la Résistance, avait la possibilité de pratiquer plusieurs types de politiques aux colonies.

Avec la création de la Résistance, il existait deux France qui avaient un certain intérêt à avoir une politique des colonies. Vichy voulait conserver son pouvoir grâce aux colonies, alors que la Résistance cherchait à se légitimer en ayant la possibilité d'exercer son pouvoir sur un territoire.

Le régime de Vichy, au regard de sa politique à l'intérieur de la France métropolitaine, pratiquait une politique conservatrice et raciste, dans le sens où il existait une hiérarchie claire entre les Français de France métropolitaine et les populations des colonies.²⁵² Dans la continuité de son idéologie, surtout en ce qui concernait les colonies africaines, Vichy proposa des modernisations dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie dans le but de transformer ces colonies en lieu de production avec des standards européens. C'est le motif de la première colonne *Travail, Famille, Patrie*. Être pétainiste voulait dire être impérialiste et ainsi la propagande coloniale était d'une grande intensité.²⁵³ En revanche, après l'appel du général de Gaulle en 1940, la Résistance ne pouvait compter sur aucune des colonies. C'est au fur et à mesure que les colonies se ralliaient au mouvement de la France libre, et, en 1943, toutes les colonies sauf l'Indochine faisaient partie de la Résistance.²⁵⁴ Qu'est-ce que de Gaulle avait proposé aux colonies pour que celles-ci se rallient à la Résistance ? Déjà, il faut voir que ce changement d'allégeance n'était nullement un mouvement populaire mais plutôt une révolution dans les palais, un changement auprès de la minorité française qui gouvernait les colonies.²⁵⁵ Le fait d'avoir les colonies britanniques comme voisines et le déroulement de la Seconde Guerre mondiale étaient des facteurs dans le ralliement des colonies africaines à la Résistance française. Dans le cas de l'Indochine, la présence japonaise fut un argument pour que la colonie reste dans l'État de Vichy, allié des Japonais. L'armée japonaise arriva à envahir la plupart de la colonie à partir de 1941 et une fois conquise, força au fur et à mesure une politique pro-japonais par le gouvernement coloniale.²⁵⁶ Le gouverneur Decoux en Indochine instaura une politique raciale et le culte de la personnalité du maréchal Pétain, mais il dut aussi laisser la place aux troupes japonaises et satisfaire leurs souhaits.

252 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 137.

253 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 137.

254 Martin Shipway : *Decolonization and its impact. A comparative approach to the end of the colonial empires*. Blackwell, 2008, p. 64.

255 Tony Chafer : *The End of Empire in French West Africa : France's successful Decolonization?*. Oxford University Press, 2002, p. 55.

256 Martin Shipway : *Decolonization and its Impact. A comparative Approach to the End of the colonial Empires*. Blackwell, 2008, p. 70.

La Résistance ne se profila pas dans une distanciation du programme politique vichyste sur le fond mais plutôt sur la réalisation : le culte de Pétain n'y était pas présent mais certaines des modernisations entamées par Vichy furent conservées, même après la transition vers la Résistance.²⁵⁷ De plus, lors de la dissolution du régime de Vichy et la transformation de la Résistance en Gouvernement Provisoire de la République Française, la population française n'avait pas cessé d'avoir des opinions impérialistes. Au contraire, l'assomption selon laquelle les colonies étaient une partie intégrante de la France était restée dans l'opinion publique.²⁵⁸

À la fin de la Seconde Guerre mondiale et dans le cas du Vietnam, le GPRF était obligé d'apporter des solutions rapides au problème de la décolonisation. Le début de cette réponse fut formulé dans la conférence de Brazzaville en 1944. La France était sous la pression de ses alliés et des mouvements anti-coloniaux au Vietnam : une transition lente et par étapes comme cela avait été le cas pour la Grande-Bretagne n'était plus possible si la France souhaitait conserver le Vietnam dans sa périphérie.

Comme signe de bienveillance et pour marquer le point d'un nouveau départ, le ministère chargé des Affaires coloniales transforma son nom de ministère des Colonies en ministère de la France d'outre-mer.²⁵⁹ La notion d'Empire français n'était plus d'actualité, ainsi le nom d'Union française décrivit l'ancien empire sans connotation de politique colonialiste. Même si l'Union française essaya de se distancier de l'impérialisme et de proposer des réformes aux colonies pour leur garantir des droits et des libertés supplémentaires, elle ne satisfaisait pas les attentes des peuples dans les colonies. Au contraire, les nouvelles règles imposées pour faire partie de l'Union française furent ressenties comme des outils pour prolonger la domination à travers des institutions économiques ou le monopole des conseillers.²⁶⁰ La France essaya, dans ce processus de décolonisation, de rompre avec le passé et de repartir sur de nouvelles bases : c'était le moment clef de corriger des erreurs du passé colonial de la France. Il faut voir la fin de la Seconde Guerre mondiale comme une coupure nette avec l'immobilisme de la Troisième République et l'émergence de l'idée de ne plus dominer par la force mais par la culture. Mais même si le GPRF manifesta son intention d'apporter une indépendance graduellement aux colonies, le temps pour ce développement lent et octroyé était passé : Henri Laurentie, Jean Sainteny et d'autres pensaient que le nationalisme avait pris le dessus

257 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 137.

258 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 138.

259 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 140.

260 Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008, p. 146-147.

sur l'anticolonialisme, que les colonies demandaient beaucoup de liberté et un développement rapide.²⁶¹

Décolonisation de l'espace

La décolonisation est un processus qui se réalise grâce à de nombreux moyens. Alors que dans le cas de la décolonisation en accord avec le colonisateur, dans la plupart des cas, le nouvel État conserve le même organigramme des institutions de gouvernement. Au contraire, dans le cas de la révolution d'août au Vietnam, la République démocratique du Vietnam essaya de créer un organigramme propre à son gouvernement. L'avantage de faire *tabula rasa* de l'organisation de l'État colonial est que les mécanismes d'oppression peuvent être éliminés. Avec la création de comités dans les villages, la participation politique du peuple fut assurée et ainsi l'idée du gouvernement pour le peuple était renforcée. Bien sûr, la longue oppression de participation politique de la part des colonisateurs français et le fait que seul le Parti communiste ait réussi à conserver une influence considérable durant cette période doivent être vus comme un facteur qui a amplifié les chances d'une révolution communiste en 1945.²⁶²

L'influence de textes politiques tels que la Déclaration d'indépendance américaine ou la Déclaration des droits de l'homme française est claire²⁶³ : Hồ Chí Minh ne rejetait pas les idées politiques européennes ou américaines mais dénonça la trahison de ces idéaux par la France elle-même dans le contexte de l'Indochine. Hồ Chí Minh se fonda même sur les nouveaux textes des Nations unies où il réclama la reconnaissance pour le Vietnam et la réalisation du droit de détermination de soi-même. La transformation en août 1945 était en effet une révolution : les anciennes institutions furent écartées, de nouvelles furent proclamées et le pouvoir changea de mains.

Le Vietnam fut dans ce cas unique : la situation initiale est ce qui rend cette décolonisation unique. Alors que dans les autres décolonisations des colonies françaises, les mouvements de revendications nationales agissaient toujours sur un territoire contrôlé par la France, dans le cas du Vietnam avec l'invasion japonaise et sa purge de l'État colonial lors du coup d'État en mars 1945, les Viet Minh ont affronté peu de résistance française au moment de leur révolution. En revanche, alors qu'ils avaient pu déjà faire une déclaration d'indépendance et commencer à former leur gouvernement, la France revint et revendiqua les territoires sous mandat britannique et chinois. L'État colonial avait disparu en 1945 lorsque la France n'avait plus de pouvoir sur son territoire, le retour des Français avec l'aide des forces britanniques dans le sud du pays était une re-colonisation.

261 Tony Chafer : *The End of Empire in French West Africa : France's successful Decolonization?*. Oxford University Press, 2002, p. 62.

262 Mark Bradley : *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009, p. 28.

263 Mark Bradley : *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009, p. 9.

Qu'un territoire puisse être colonisé ou qu'un État exerce un pouvoir colonial sur un territoire est clair. Mais que représente le fait d'être dans cet « espace » colonisé ? Dans l'introduction de ce mémoire je parlait du *spatial turn* qui date des années quatre-vingt, où l'aspect d'espace devint un outil de l'analyse et où des actions ou processus peuvent être définis grâce à des espaces théoriques. Pour définir ce qu'est l'État colonial, au sens où l'État n'est pas l'institution d'un gouvernement mais le statut sous lequel on est, il faut créer un espace défini par le pouvoir octroyé, la résistance populaire et une comparaison entre les différents empires. Cette liberté de définition permet d'élargir le spectre des cas concernés et ainsi avoir la possibilité de faire des comparaisons entre les différents cas d'États coloniaux, de comprendre l'essence de ce que les mouvements anti-coloniaux revendiquent ou comment les colonisateurs interagissent avec les colonisées et vice-versa.²⁶⁴ De plus, grâce à des généralités, on peut définir l'État colonial dans la périphérie d'après Wallerstein ou l'utiliser comme une identité dans une analyse braudelienne de la *longue durée*. L'espace est aussi quelque chose qui ne disparaît pas après une décolonisation formelle. En effet, on peut argumenter que le concept de la domination des pays de l'hémisphère sud (*Global South*) repose sur des mécanismes similaires à ceux qui ont défini l'État colonial : la néo-colonisation.

Cette définition d'un espace permet aussi de voir au-delà du leurre que peut être une réforme de surface et non pas profonde : alors que la France change le nom de son ministère en 1946, l'espace de l'État colonial persiste, ce qui permet de continuer à définir la France comme ayant des traits impérialistes alors qu'elle change le nom de l'Empire français en faveur de l'Union française.²⁶⁵ Dans cet État colonial on retrouve aussi des notions d'orientalisme d'après Edward Said, ce qui permet d'assumer des positions du colonisateur vis-à-vis du colonisé.

En revanche, l'espace décolonisé ne doit pas seulement faire une coupure nette avec l'État colonial mais clairement abolir cet État. C'est notamment ce que Franz Fanon décrit comme l'action de libération par la résistance et la violence : l'État étant un espace de violence constante, c'est par la force et la violence elles-mêmes que le colonisé peut se libérer. Dans l'idée de l'orientalisme d'Edward Said²⁶⁶, il faut voir ce changement de statut comme l'abolition de se laisser diriger sous l'assomption d'être *oriental* ou de correspondre à l'image de l'*autre* que les empires européens ont.²⁶⁷

264 Martin Shipway : *Decolonization and its Impact. A comparative Approach to the End of the Colonial Empires*. Blackwell, 2008, p. 8.

265 Frederick Cooper : *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*. University of California Press, 2005, p. 154.

266 Edward W. Said : *Orientalism*. Penguin Books, 2003.

267 Gurinder K. Bhambra : *Rethinking Modernity. Postcolonialism and the sociological imagination*. Palgrave Macmillan, 2007, p. 17-18.

Finalement, cet espace « dé-colonial » nous donne aussi une information dans l'immédiat : Jan C. Jansen et Jürgen Osterhammel donnent deux facteurs pour le processus de la décolonisation :

1. La période de dissolution des empires entre 1945 et 1975.
2. La délégitimation irrévocable des colonisateurs auprès des colonisés²⁶⁸.

Le nouvel espace qui consomme l'État colonial, cet espace décolonisé doit faire rupture avec les formes d'oppression antérieures. Surtout le point n°2 de Jansen et Osterhammel sont des événements visibles lors du processus de la décolonisation. Alors que l'état coloniale peut s'appuyer sur des moyens de garder son pouvoir, lors de la décolonisation le colonisateur perd ce moyen. Cette légitimité peut se manifester sous différentes formes tel que une légitimité morale (*Mission Civilisatrice* ou *White Man's Burden*) mais aussi économique (colonie marchande) ou par la force (oppression). La décolonisation, permet au peuple colonisé de se délivrer des moyens de contrôles du colonisateur.

268 Jan C. Jensen et Jürgen Osterhammel : *Dekolonisation. Das Ende der Imperien*. C. H. Beck, 2013, p. 7.

Conclusion

Au cours de ce mémoire de nombreux sujets ont été abordés dans le but de donner une réponse à la question initiale sur la façon dont les événements en 1945-1946 avaient provoqué une guerre de décolonisation. Cette conclusion va donc revisiter ces sujets et puis présenter une réponse d'après la recherche effectuée.

Une importance particulière a été accordée à l'essence de l'histoire globale et comment l'utiliser dans ce contexte. En particulier la question de savoir si ces événements sont à intégrer dans des grandes catégories telles que la décolonisation ou la guerre froide a été discutée et, étant donné le contexte historique en 1945 et 1946, ces négociations sont à voir en tant que processus de décolonisation. De plus, avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, un autre changement devint de plus en plus apparent, il est défini ici en tant que changement de *Zeitgeist* pour traduire ce changement d'opinion à plusieurs échelons. Sur le plan moral mais aussi économique ou culturel, un changement s'établit. Alors que la France reste dans l'idée que les colonies sont une partie intégrante de l'Empire français, les populations dans ces colonies et les alliés interprétaient la question de l'appartenance différemment. Ce schisme est clarifié dans le chapitre sur le regroupement des motifs des différents acteurs.

Alors que la France se voit dans son droit de retourner en Indochine et reprendre, même avec l'intégration de certaines réformes, les rênes de sa colonie, le Vietnam, en revanche, réclame son indépendance. Le Gouvernement provisoire de la République française se voit toujours dans une situation dans laquelle la France a conservé son prestige et sa crédibilité durant l'occupation japonaise et la période du régime de Vichy. Le peuple vietnamien, agité par une famine en 1944-1945 et un régime répressif sous le contrôle japonais, ne voulait plus que la France retourne aux postes qui avaient opprimé la population durant des décennies. Après la capitulation japonaise et le retour lent des troupes françaises sur le territoire, le Vietnam déclare son indépendance en septembre 1945 et fait appel à la communauté internationale pour reconnaître le pays. Aucun pays ne le reconnaît, laissant la jeune République démocratique dans une situation difficile. De même, la demande que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit respecté n'obtient pas de réponse des Nations unies, coupant court à toute possibilité d'utiliser cet atout dans les négociations avec la France.

La France et le Vietnam ne sont pas les seuls acteurs de cet épisode. La Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique et la Chine sont impliqués. Ces acteurs, définis considérés comme secondaires

dans ce mémoire, ont leurs propres motifs et idéologies qu'ils vont appliquer à la France et au Vietnam, ici les acteurs primaires.

La Grande-Bretagne, mandatée par les Nations unies de désarmer l'armée japonaise au sud du 16^e parallèle, est aussi un acteur colonial et doit trouver elle-même la réponse à la question de la décolonisation pour ses propres colonies. L'utilisation des troupes gurkha et indiennes dans un pays voisin de celui-ci s'avère être une des raisons de l'agitation anti-coloniale pour les politiciens indiens. La Grande-Bretagne est donc désireuse de sortir du Vietnam et de déléguer ses responsabilités au plus vite à un autre pays : la France. Avec l'aide de prisonniers de guerre japonais et des colons français, la Grande-Bretagne garde le contrôle sur le territoire avant de passer les clefs au général Leclerc. La Grande-Bretagne joue donc un rôle fondamental pour le retour des Français en Indochine.

Les États-Unis en revanche n'ont pas ou très peu de troupes sur place : leur influence se traduit essentiellement par quelques missions de l'*Office of Strategic Services* (OSS) et la place que Roosevelt prend dans les affaires étrangères durant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais l'importance que la politique vietnamienne accorde à la position des États-Unis est significative, car c'est notamment le président défunt qui a initié une partie du *Zeitgeist* mentionné plus haut. Harry Truman, en revanche, souhaite plutôt une France forte et est prêt à donner une marge de manœuvre au GPRF sur la question coloniale.

Dans le cas de la Chine, il faut se rappeler un détail du contexte qui est souvent oublié : en 1945 et 1946, Chang Kai-Shek est encore l'homme à la barre. Bien sûr, il a déjà du mal à naviguer et en plus de la Seconde Guerre mondiale, la montée du Parti communiste chinois lui pose des problèmes dans sa liberté de manœuvrer. La politique de la Chine vis-à-vis du Vietnam est donc marquée par la volonté de calme dans le sud pour que le gouvernement de Chongqing puisse se concentrer sur la quasi-guerre civile. Cette politique se traduit par l'obligation de la République démocratique du Vietnam d'intégrer des représentants pro-chinois dans son gouvernement et de faire des concessions aux militaires chinois.

Les Japonais jouent un rôle négligeable dans l'après-guerre, mais ont un rôle avant et durant la Seconde Guerre mondiale. Soucieux de diminuer l'influence européenne dans la sphère asiatique dans le but d'étendre le contrôle de son propre empire, le Japon est un refuge et un parrain pour certains mouvements anti-coloniaux vietnamiens. De plus, avec la restauration de Meiji, le Japon est un symbole de la modernisation d'un pays sans devenir une colonie, devenant ainsi un symbole de résistance.

De plus, cinq événements sont observés de plus près, avec trois événements communs à la France et au Vietnam. Pour la France, l'événement unique est la conférence de Brazzaville où une grande partie du plan politique de l'après-guerre est décidée. Cette conférence où essentiellement les administrateurs français se réunissent et décident le futur de l'Empire colonial, renommé en Union française, sans laisser les représentants des colonies prendre part. Néanmoins, cette conférence se trouve sous l'influence des États-Unis et Charles de Gaulle ne manque pas d'intégrer un message pour Roosevelt : l'idée du *self-determination* pour la population des colonies est exclue du vocabulaire politique. Pour le Vietnam, le chapitre sur les écrits de Hồ Chí Minh est l'événement unique. Ce chapitre vise à montrer les origines des idées mais aussi des idéologies au Vietnam. On peut y voir un patriote et un anticolonialiste mais surtout pourquoi Hồ Chí Minh a une place spéciale dans l'histoire de la résistance vietnamienne.

Lors des accords Ho-Sainteny, la France est à la merci de l'armée chinoise qui l'oblige à faire une paix transitoire avec le Vietnam. La garantie de l'État libre à l'intérieur de l'Union française pour le Vietnam est un pas en avant mais signifie un retour de l'armée française au nord du 16^e parallèle pour la France. La France comprend que pour que l'armée retourne dans les territoires contrôlés par les Viet Minh, elle doit d'abord négocier avec la Chine. Le Vietnam en revanche obtient le statut d'État libre et la promesse d'un référendum sur la question de l'unité du pays. Ces deux points sont importants pour la suite des négociations : le statut permet à la France et au Vietnam d'interagir sur une certaine base mais aussi permet au Vietnam de développer une armée sous Võ Nguyên Giáp. La promesse du référendum est vue comme un pas en avant pour la création d'un État indépendant vietnamien.

Lors de la seconde phase des négociations, à Fontainebleau, la France ne change pas d'avis sur l'Indochine et se résout à geler les négociations. Faisant preuve de favoritisme pour la Cochinchine, la France essaie de forcer le Vietnam à retirer ses réclamations. Le Vietnam au contraire pointe le non-développement de la situation et le non-respect des promesses faites lors des accords Ho-Sainteny. La question de la décolonisation est encore sur la table mais personne n'est prêt à faire le premier pas. La conférence est un échec.

Le *modus vivendi* est une goutte dans l'océan mais aussi le dernier recours de Hồ Chí Minh et Marius Moutet pour calmer la situation. Alors que l'échec de la conférence de Fontainebleau est le signe clair que les questions fondamentales sur le statut du Vietnam et sa relation avec la France ne peuvent pas encore être résolues, Hồ Chí Minh et Marius Moutet tentent de trouver un accord qui laisse la possibilité de futures négociations et qui définit les structures nécessaires au

fonctionnement basique d'un État. Ce *modus vivendi* ne provoque qu'une paix de courte durée et le mois de novembre 1946 est le début des hostilités entre la France et le Vietnam.

Le dernier chapitre aborde le sujet de façon plus abstraite : c'est un chapitre avec des réflexions sur la décolonisation française et comment un espace peut être décolonisé.

Comment les événements de 1945-1946 ont provoqué une guerre ? Plusieurs réponses s'offrent à première vue : la France a perdu sa légitimité au Vietnam et ne s'en rend pas compte, le Vietnam s'est délivré lui-même et a pu créer une forme d'État sous le mandat chinois, le *Zeitgeist* ne favorisait plus les empires et les Nations unies donnèrent une base juridique pour l'indépendance.

Mon analyse a montré que le peuple vietnamien est épris d'un nationalisme féroce après la Seconde Guerre mondiale et que ce nationalisme ne pardonna pas les erreurs commises par la France durant la Seconde Guerre mondiale ; mais ce nationalisme empêcha le Vietnam aussi de prendre la voie de la simplicité et de collaborer avec la Chine. La distance, la faiblesse de la France battue lors la Seconde Guerre mondiale, le fait d'être en périphérie, permet au Vietnam de devenir un nouveau centre dans ce *système-monde* et de se détacher de la France. La France ne pouvant pas accepter cette remise en question de son autorité fut forcée par elle-même d'entrer en guerre. Le Vietnam ne pouvant pas trouver de compromis qui ne retarderait pas significativement l'indépendance était aussi de lui-même forcé à entrer en guerre. Pour reprendre Stein Tønnesson :

The second reason why France and Vietnam did not reach any new agreement after March 6, except for a *modus vivendi*, was that neither the French nor the Vietnamese government really valued the accord. They saw it as a stepping-stone to advance their own positions rather than the beginning of a road to further compromise or win-win solutions. Instead of preparing themselves mentally and practically to move forward together, they both sought to make changes on the ground so as to improve their positions before the next round of negotiations.²⁶⁹

La tentative d'une décolonisation en 1946 fut un échec. Cet échec se matérialisa par une guerre. Comme Franz Fanon l'a décrit pour la guerre en Algérie, la violence devient un moyen de libération. Cette libération par la violence est applicable pour le Vietnam mais dans le cas de la France, la violence est le derniers recours pour conserver son autorité dans la colonie.

269 Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010, p. 70.

Bibliographie

Sources

Bernard B. Fall(Ed.): *Ho Chi Minh on Revolution. Selected writings, 1920-66*. The New American Library, 1967.

Nguyen-Ai-Quac[sic !] : Quelques réflexions sur la question coloniale. Dans : *L'Humanité : journal socialiste quotidien*, 25 mai 1922.

Ho Tsch Minh : Die Lebensbedingungen der Bauern in Annam, 1924. Dans : Bernard B. Fall (Ed.): *Revolution und nationaler Befreiungskampf. Ausgewählte Reden und Schriften 1920-1968*. R. Piper & Co., 1968.

République Française : *La Conférence Africaine Française. Brazzaville. 30 janvier 1944 – 8 février 1944*. Ministère des colonies, 1945.

Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 1 (1 er Janvier-30 Juin)*. Imprimerie Nationale, 2003.

Ministère des Affaires Etrangères : *Documents diplomatiques français - Tome 2 (1 er Juillet-31 décembre)*. Imprimerie Nationale, 2004.

Jean Sainteny: *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*. Amiot-Dumon, 1953.

United Nations : *Yearbook of the United Nations 1946-47*. Department of Public Information, 1947.

United States of America : *Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers. The Conference of Berlin (The Potsdam Conference) 1945 (In Two Volumes), Volume I*. Government printing office, 1960.

United States of America : *Foreign Relations of the United States, 1946. Volume III, The Far East*. Government printing office, 1971.

Literature Internet

Chloé Maurel : Introduction : Pourquoi l'histoire globale ?
<https://journals.openedition.org/chrhc/3146> [08.07.2019].

Sanjay Subramanyam: On the Origins of Global History. <https://books.openedition.org/cdf/4200> [19.06.2019].

<https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html> [19.06.2019].

Monographie

Raymond Bretts : *Decolonization*. Routledge, 2004.

Raymond F. Betts : *Decolonization. Second edition*. Routledge, 2004.

Gurminder K. Bhambra : *Rethinking Modernity. Postcolonialism and the Sociological Imagination*. Palgrave Macmillan, 2007.

Mark Bradley : *Vietnam at War*. Oxford University Press, 2009.

Pierre Brocheux et Daniel Hémerly : *Indochina. An Ambiguous Colonization. 1858-1954*. University of California Press, 2011.

Anna Carastathis : Fanon on Turtle Island : Revisiting the Question of Violence. Dans : Tracey Nicholls : *Fanon and the Decolonization of Philosophy*. Lexington Books, 2010.

James P. Harrison: *The Endless War : Vietnam's Struggle for Independence*. Columbia University Press, 1989.

Ts'ai Hui-Yu Caroline: Shaping Administration in Colonial Taiwan, 1895 –1945. Dans: Liao Ping-hui und David Derwei Wang (Eds.): *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: History, Culture, Memory*, Columbia University Press, 2006.

Tony Chafer : *The End of Empire in French West Africa : France's Successful Decolonization?*. Oxford University Press, 2002.

Abin Chakraborty : The peasant armed : Bengal, Vietnam and transnational solidarities in Utpal Dutt's *Invincible Vietnam*. Dans : Ruth Craggs et Claire Wintle (Eds.) : *Cultures of decolonisation : transnational productions and practices, 1945-70*. Manchester University Press, 2016.

Oscar Chapuis : *The Last Emperors of Vietnam : From Tu Duc to Bao Dai*. Greenwood Press, 2000.

Sebastian Conrad : *What is Global History ?* Princeton University Press, Princeton, 2016.

Frederick Cooper : *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*. University of California Press, 2005.

Cecil B. Currey : *Victory at Any Cost : The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap*. First the Warriors Edition, 2005.

Philippe Devilliers : *Paris-Saigon-Hanoï : Les archives de la guerre (1944-1947)*. Gallimard, 1988.

Frantz Fanon : *Die Verdammten dieser Erde*. Suhrkamp, 2014.

Herbert Feis : *Churchill-Roosevelt-Stalin : The War They Waged and the Peace They Sought*. Princeton University Press, 1970.

David Frayne: *The Refusal of Work : The Theory and Practice of Resistance to Work*. Zed Books, 2015.

Manuel Perez Garcia : Introduction : Current Challenges of Global History in East Asian Historiographies. In : Manuel Perez Garcia et Lucio De Sousa (Eds.) : *Global History and New Polycentric Approaches. Europe, Asia and the Americas in a World Network System*. Palgrave Macmillan, 2018.

Christopher E. Goscha : Belated Asian Allies : The Technical and Military Contributions of Japanese Deserters, (1945-50). Dans : Marilyn Young et Robert Buzzanco (Eds.) : *A Companion to the Vietnam War*. Blackwell, 2002.

Christopher E. Goscha : *Going Indochinese : Contesting Concepts of Space and Place in French Indochina*. NIAS Press, 2012.

Geoffrey Gunn : *Rice Wars in Colonial Vietnam : the Great Famine and the Viet Minh Road to Power*. Rowman & Littlefield, 2014.

Xiaoming Huang : Crafting the Modern State : Religion, Family and Military in Japan, China and Korea. Dans : Mehdi Parvizi Amineh (Ed) : *State, Society and International Relations in Asia : Reality and Challenges*. Amsterdam University Press, 2010.

Jan C. Jensen et Jürgen Osterhammel : *Dekolonisation. Das Ende der Imperien*. C. H. Beck, 2013.

Jan C. Jansen et Jürgen Osterhammel : *Decolonization. A Short History*. Princeton University Press, 2017.

Marc Frey : *Dekolonisierung in Südostasien. Die Vereinigten Staaten und die Auflösung der Europäischen Kolonialreiche*. Oldenbourg Verlag, 2006.

Alison R. Holmes et J. Simon Rofe : *Global Diplomacy. Theories, Types and Models*. Routledge, 2018.

Hermann Kulke : Indian Colonies, Indianization or Cultural Convergence ? Reflections on the changing Image of India's Role in South-East Asia. In Henk Schulte Nordholt (Ed.) : *Onderzoek in Zuidoost-Azie : Agenda's voor de Jaren Negentig*. Leiden, 1993. Cité dans John N. Miksic et Geok Yian Goh : *Ancient Southeast Asia*. Routledge, 2017.

Jean Lacouture : *Ho Tschì Minh*. S. Fischer Verlag, 1968.

Joseph Nguyen Huy Lai : *La tradition religieuse spirituelle et sociale au Vietnam. Sa confrontation avec le christianisme*. Beauchesne, 1981.

Vu Hong Lien : *Rice and Baguette. A History of Food in Vietnam*. Reaktion Books, 2016.

Mohan Malik : *China and India : Great Power Rivals*. Lynne Rienner Publishers, 2011.

David G. Marr : *Vietnam*. Clio Printing, 1992.

David G. Marr : *Vietnam : State, War, and Revolution, 1945–1946*. University of California Press, 2013.

John N. Miksic et Geok Yian Goh : *Ancient Southeast Asia*. Routledge, 2017.

Gakusho Nakajima : The Structure and Transformation of the Ming Tribute Trade System. Dans : Manuel Perez Garcia et Lucio De Sousa (Eds) : *Global History and New Polycentric Approaches. Europe, Asia and the Americas in a World Network System*. Palgrave Studies in Comparative Global History, 2018.

Nguyen Long Thành Nam : *Hoa Hao Buddhism in the Course of Vietnam's History*. Nova Science Publishers, 2003.

Gottfried Niedhart : *Internationale Beziehungen. 1917-1947*. Schöningh, 1989.

Bernd Martin : Der Zweite Weltkrieg in Ostasien und seine Folgen. Dans: Sepp Linhart et Susanne Weigelin-Schwiedrzik (Eds.): *Ostasien im 20. Jahrhundert*. Promedia, 2007.

Jürgen Osterhammel : Global History. Dans : Marek Tamm et Peter Burke (Eds.) : *Debating new Approaches to History*. Bloomsbury academic, 2019.

Jennifer Pitts : *Boundaries of the International. Law and Empire*. Havard University Press, 2018.

Karl Popper : *Objektive Erkenntnis. Ein evolutionärer Entwurf*. Hoffmann und Campe, 1972.

Karl Popper : *The Myth of the Framework*. Routledge, 1994.

Edward W. Said : *Orientalism*. Penguin Books, 2003.

Jean-Paul Sartre : Vorwort. Dans: Franz Fanon : *Die Verdammten dieser Erde*. Suhrkamp, 2014.

Robert D. Schulzinger : *A Time for War : the United States and Vietnam, 1941 – 1975*. Oxford University Press, 1997.

Kevin Shillington : *History of Africa. Fourth Edition*. Read Globe Press, 2019.

Martin Shipway : *The Road to War : France and Vietnam, 1944-1947*. Berghahn Books, 1996.

Martin Shipway : *Decolonization and its Impact. A comparative Approach to the end of the colonial Empires*. Blackwell, 2008.

Tony Smith : A Comparative Study of French and British Decolonization. Dans : Comparative Studies in Society and History, 1978, p. 72. Dans : Martin Thomas (Ed) : *European Decolonization*. Ashgate Publishing, 2007.

Kimiaki Tanaka : *An Illustrated History of the Mandala. From the Genesis to the Kālacakrantra*. Wisdom Publications, 2018.

Martin Thomas : French Decolonization. Dans : Martin Thomas, Bob Moore et L. J. Butler (Eds.) : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. Hodder Éducation, 2008.

Stein Tønnesson : Hanoi's Long Century. Dans : Marilyn Young et Robert Buzzanco (Eds.) : *A Companion to the Vietnam War*. Blackwell, 2002.

Stein Tønnesson : *Vietnam 1946. How the War Began*. University of California Press, 2010.

Stein Tønnesson : *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. PRIO Monographs, 1991.

Stein Tønnesson : *The Vietnamese revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*. Sage Publication, 1993.

Thomas Vaisset : Decoux, d'Argenlieu et Leclerc en Indochine. Dans Christophe Bertrand, Caroline Herbelin et Jean-François Klein (Eds.) : *Indochine. Des territoires et des Hommes, 1856-1956*. Gallimard, 2013.

Eric Vanhaute : *World History : an Introduction*. Routledge, London, 2013.

Sébastien Verney: La révolution nationale et le double jeu des élites indochinoises sous le régime de Vichy. Dans : Dominique Barjot et Jean-François Klein (Eds.) : *De l'Indochine coloniale au Vietnam actuel*. Magellan & Cie, 2017.

Immanuel Wallerstein: *World-Systems Analysis. An Introduction*. Duke University Press, 2004.

Susanne Weigelin-Schwiedrzik : Ostasien als Region: Die zwischenstaatlichen Beziehungen in Ostasien (1800–1989). Dans: Margarete Grandner et Arno Sonderegger (Eds.): *Nord-Süd-Ost-West-Beziehungen : eine Einführung in die Globalgeschichte*. Mandelbaum Verlag, 2015.

Tan Tai Yong : *Creating "Greater Malaysia". Decolonization and the Politics of Merger*. Institute of Southeast Asian Studies, 2008.

Robert Young : *Postcolonialism: An Historical Introduction*. Wiley Blackwell, 2016.

Peter Zinoman : *The Colonial Bastille : A History of Imprisonment in Vietnam, 1862-1940*. University of California Press, 2001.

Articles de journaux

Sally Burt : High and Low Tide : Sino–American Relations and Summit Diplomacy in the Second World War. Dans: *Diplomacy & Statecraft*, 2018.

Anne Booth : Four Colonies and a Kingdom : A Comparison of Fiscal, Trade and Exchange Rate Policies in South East Asia in the 1930 s. Dans : *Modern Asian Studies*, 2003.

Rachel Chin : The Levant Mandates and Charles de Gaulle's Provisional Government : Power, Culture and Messages of Imperial Reform. Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018.

Denis Ekpo : Speak Negritude But Think and Act French: The Foundations of Senghor's Political Philosophy. Dans : *Third Text*, 2010.

Christopher E. Gosha : Widening the Colonial Encounter: Asian Connections Inside French Indochina During the Interwar Period. Dans : *Modern Asian Studies*, 2009.

Geraint Hughes : A 'Post-war' War : The British Occupation of French-Indochina, September 1945–March 1946. Dans : *Small Wars and Insurgencies*, 2006.

Paul R. Katz: Governmentality and Its Consequences in Colonial Taiwan: A Case Study of the Tapa-ni Incident of 1915. Dans: *The Journal of Asian Studies*, 2005.

Mark N. Katz : The Origins of the Vietnam War 1945-1948. Dans : *The Review of Politics*, 1980.

Tashiro Kazui and Susan Downing Videen: Foreign Relations during the Edo Period: Sakoku Reexamined. Dans : *The Journal of Japanese Studies*, 1982.

Tran My-Van : Japan through Vietnamese Eyes (1905-1945). Dans : *Journal of Southeast Asian Studies*, 1999.

Chizuru Namba : The French Colonization and Japanese Occupation of Indochina during the Second World War: Encounters of the French, Japanese, and Vietnamese. Dans: *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, 2019.

Guillaume Pollack : Résister sous les Tropiques. Les Réseaux de Résistance en Indochine (1940-1945). Dans : *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 2018.

R. B. Smith : The Work of the Provisional Government of Vietnam, August-December 1945. Dans : *Modern Asian Studies*, 1978.

John Springhall : 'Kicking out the Vietminh': How Britain allowed France to Reoccupy South Indochina, 1945-46. Dans : *Journal of Contemporary History*, 2005.

Martin Thomas : French Empire Elites and the Politics Of Economic Obligation in the Interwar Years. Dans : *The Historical Journal*, 2009.

Stein Tønnesson : The South China Sea in the Age of European Decline. Dans: *Modern Asian Studies*, 2006.

Robert Watson : Britain, the United States and the Civil War in China, 1946–47. Dans : *Civil Wars*, 1998.

Andrew Williams : France and the Origins of the United Nations,1944–1945: “Si La France ne compte plus, qu'on nous le dise”. Dans: *Diplomacy & Statecraft*, 2017.

Peter Worthing : From Bac Le to Haiphong : Local Officials, Miscommunication and Sino-French Conflict in Vietnam. Dans : *War & Society*, 2008.